N° 5. — Mai 1925 Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE

Inflation, vie chère et lutte des classes . . . . R. LOUZON.

Parmi nos lettres :
Les Assurances sociales. — Le Parti et le Syndicalisme. — Une Ligue syndicaliste.

Le Comité national de la C. G. T. U. . . . . V. GODONNÈCHE.

Même par le Mensonge . . . . G. LACOSTE.

A travers les Livres :
P. DE ROUSIERS : Les Grandes industries modernes, tomes 1 et 2. — H. LE CHATELIER : Science et Industrie. — B. KELLERMANN : La Mer (R. LOUZON).

Les Congrès d'usines de la Métallurgie parisienne . . . . V. DELAGARDE.

Chacun sa besogne . . . . A. PELLETIER.

Après six mois de Bolchevisation . . . . UN COMMUNISTE.

NOTES ÉCONOMIQUES

La Conquête du Riff ou la Rançon du Cartel. — Chronique des Monopoles (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — Les Elections municipales. — Le 1er Congrès de la Conserve.
Un nouveau " tournant " de la Révolution russe?
La Terreur blanche en Hongrie. — Hindenburg, successeur d'Ebert.

ADMINISTRATION et RÉDACTION, 17, rue André-del-Sarte. - PARIS (18e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

Pierre Monatte, Alfred Rosmer, V. Delagarde, M. Chambelland, R. Louzon, A. Garnery, V. Godonnèche, Albin Villeval, Georges Airelle, J. Aufrère, D. Antonini, G. Lacoste, F. Charbit, L. Marzet, F. Richerand

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

V. GODONNÈCHE
17, Rue André-del-Sarte
PARIS (XVIII[e])
Chèque Postal : 734-99 Paris

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

A. Rey : *La Question des Assurances sociales*, 1 vol. in-16, 10 francs (libr. Alcan).

G. Lafond et P. Desfeuilles : *La Pologne au travail*, 10 francs (libr. Pierre Roger).

Marcel Guichard : *Les Industries de fixation de l'Azote'* 6 francs (libr. Colin).

Ch. Malato : *Les Forains*. Bibl. sociale des métiers. 10 fr. (libr. Doin).

Claude Réal et H. Rullière : *Le Tabac et les Allumettes*. Bibl. sociale des métiers. 10 francs (libr. Doin).

André Philip : *L'Angleterre moderne*, *l'expérience travailliste*, 7 fr. 50 (édit. Crès).

ROMANS ET DIVERS

Jean-Richard Bloch : *La Nuit kurde*, 9 francs (édit. de la *Nouvelle Revue Française*).

Jack London : *Michaël, chien de cirque*, traduit par P. Gruyer et L. Postif, 7 fr. 50 (Crès, éditeur).

R. Dorgelès : *Sur la route mandarine*, 7 fr. 50 (Albin Michel, éditeur).

Mot d'ordre révolutionnaire ou mot d'ordre petit-bourgeois?

INFLATION, VIE CHÈRE ET LUTTE DES CLASSES

On est frappé d'étonnement quand on observe la marche suivie par l'indice officiel des prix de gros pendant ces deux dernières années. Si l'on fait abstraction de la hausse colossale mais momentanée du début de l'année dernière due à la fameuse panique du franc, les prix n'ont pour ainsi dire pas cessé de monter depuis deux ans. Partant de 395 en janvier 1923, l'indice est arrivé à 526 en février dernier, soit une hausse de 33 %.

Ceci comporte la conséquence suivante : comme l'activité économique était au moins aussi grande en février 1925 qu'en janvier 1923, c'est-à-dire qu'au moins autant de marchandises étaient quotidiennement achetées et vendues, il y avait une augmentation de 33 % dans le montant des paiements à effectuer chaque jour ; or les moyens de paiement, les billets de banque, n'avaient pas, eux, augmenté de 33 % : leur montant qui était de 37 milliards en janvier 1923 n'ateignait pas tout à fait 41 milliards en février 1925, soit une augmentation seulement de 10 %.

Qu'en résultait-il ? Alors que, au début de 1923, il y avait un important excédent de billets par rapport à ce qui était strictement nécessaire pour faire face aux paiements, excédent que leurs détenteurs prêtaient à ceux qui avaient besoin de crédit, industriels, commerçants ou Etat, cet excédent se trouvait au début de cette année considérablement réduit ou même peut-être totalement supprimé. Dès lors l'Etat qui a besoin d'emprunter cette année plus encore peut-être que les années précédentes, à cause des 22 milliards de Bons du Trésor émis il y a quelques années et qui arrivent à échéance de juillet à décembre prochains, ne trouvait plus rien à emprunter, en France, du moins.

Dès janvier 1924, un emprunt du Crédit National que l'on comptait devoir produire 3 milliards n'en produisait qu'un et demi ; l'emprunt suivant, celui des Bons du Trésor de novembre dernier ne produisit qu'un milliard d'argent frais ; et si Clémentel s'était risqué à un nouvel emprunt, ç'aurait été un fiasco encore plus grand, aussi les grands emprunts qu'il avait annoncé devoir faire en février et mars ne virent-ils jamais le jour.

Bien plus, les commerçants et industriels, trouvant moins facilement à emprunter, tout comme l'Etat et pour les mêmes raisons, virent diminuer leurs fonds de roulement. Or ceux-ci sont généralement employés pendant le temps où ils sont disponibles, en Bons de la Défense nationale, ou bien mis en dépôt dans des banques qui les placent elles-mêmes en majeure partie en Bons de la Défense nationale. Il en résulte que toute diminution des fonds de roulement doit se traduire par une diminution des souscriptions aux Bons de la Défense, si bien que l'Etat risquait non seulement de ne plus pouvoir emprunter, mais de devoir rembourser.

Situation tragique... pour le ministre des Finances, mais à laquelle il semble au premier abord qu'il était bien facile de remédier : il n'y avait qu'à augmenter le nombre des billets, l'augmenter d'autant que les prix avaient eux-mêmes augmenté.

Mais pour cela il fallait demander l'autorisation aux Chambres. La Banque de France, seule émettrice de billets de banque, ne peut pas, en effet, en émettre au delà d'un certain maximum qui est fixé par la loi. Avant la guerre, ce maximum était de 6 milliards 800 millions. Les besoins de l'Etat pendant et après la guerre conduisirent à augmenter successivement ce maximum jusqu'à 41 milliards, le 28 septembre 1920. Ce chiffre de 41 milliards s'était trouvé fixé lors du grand boom de 1920, durant lequel les transactions atteignirent un volume considérable et les prix des hauteurs records encore inégalées.

A ce moment, il y avait donc besoin, pour effectuer les paiements, d'un nombre considérable de billets, d'où ce chiffre de 41 milliards. Mais le boom ne dura que quelques mois.

Fin 1920, les prix s'effondrèrent, et une crise économique qui devait durer tout 1921 et une partie de 1922 se mit à sévir. Pour cette double raison, il n'y eut plus besoin que de beaucoup moins de billets que ce qui avait été jugé nécessaire quelques mois auparavant. En conséquence, la Banque de France n'émit pas tous les billets qu'elle était autorisée à émettre. Au moment où les prix furent les plus bas, au printemps de 1922, lorsque le dollar était descendu à 11 francs, la Banque de France n'avait que 36 milliards de billets en circulation.

Mais petit à petit, au fur et à mesure que l'activité économique reprenait et que les prix remontaient, la Banque était amenée à émettre davantage de billets.

Cela se passait progressivement, par petits paquets, avec parfois des reculs momentanés,

mais finalement, depuis le printemps de 1924 les billets émis approchaient tout près de la limite légale de 41 milliards.

On ne pouvait donc continuer à émettre de billets sans une autorisation législative. Or... plutôt que de demander celle-ci, Herriot et Clémentel préférèrent émettre des billets frauduleusement, illégalement, au delà de la limite fixée par la loi, se rendant ainsi coupables, avec Robineau, le gouverneur de la Banque de France, de publication de faux bilans et de fabrication de fausse monnaie, crimes respectivement punis par les articles 147 et 137 du Code pénal, des travaux forcés à temps et à perpétuité.

Quelle puissante importance sociale a donc l'émission de nouveaux billets de banque pour que Herriot n'ait point osé en demander l'autorisation aux Chambres ? C'est ce qu'il nous faut voir en détail, car c'est là une question qui a dominé toute la politique intérieure depuis la fin de la guerre, et qui la dominera sans doute encore assez longtemps.

Comment le montant des billets en circulation est lié à la question des prix

Nous venons de voir que les variations des prix influent sur les besoins en billets, mais réciproquement les variations du nombre de billets influent sur les prix.

Comment cela ?

Les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* se rappellent peut-être que j'ai essayé, il y a deux ans, dans *l'Humanité*, d'analyser en détail le mécanisme de la dépréciation de la monnaie, ou plus exactement, du billet de banque. J'en rappellerai simplement les grandes lignes.

Si les prix montent, ce n'est pas que la valeur des objets augmente, c'est que la valeur de ce avec quoi on les paye, le billet de banque, diminue. Le billet de banque n'est en effet pas autre chose qu'un titre de créance sur la Banque de France, titre par lequel la Banque s'est engagée à remettre au porteur en échange du billet un certain poids d'or correspondant à celui contenu dans les pièces de monnaie dont le chiffre est indiqué sur le billet.

Une pièce d'or de 20 francs contenant 6 gr. 45 d'or, la Banque de France s'engage, quand elle vous délivre un billet de 100 francs, à vous le rembourser à première réquisition par 6 gr. 45 × 5, soit 32 gr. 25 d'or.

Or, depuis août 1914, la Banque de France est en faillite. L'Etat l'a autorisée à ne pas tenir ses engagements, à ajourner à une date indéterminée les remboursements en or qu'elle s'était engagée à faire.

Dès lors, depuis ce moment, la valeur du billet de banque s'évalue comme s'évalue la valeur de tout autre titre de créance sur une maison qui est en faillite. Selon que l'actif du failli semble plus ou moins important, selon qu'il paraît représenter une plus ou moins grande fraction de son passif, les titres de créance que l'on possède sur lui se vendent plus ou moins cher : ils se vendent pour le tiers, la moitié, le dixième de la valeur nominale, selon qu'on pense que le failli pourra payer seulement le tiers, la moitié ou le dixième de ce qu'il doit. Si actuellement le billet de la Banque de France vaut seulement à peu près le quart de sa valeur nominale, ce qu'on exprime en disant que le franc-papier vaut le quart du franc-or, c'est parce qu'on estime que l'actif de la Banque de France vaut à peu près le quart de son passif, ou plus précisément, que la Banque de France ne sera un jour en mesure de rembourser en or ses billets qu'à condition de les réduire au quart de leur valeur nominale, de ne donner pour un billet de 100 francs que 8 grammes d'or au lieu le 32.

Dès lors, la valeur du billet varie comme varient l'actif et le passif de la Banque. Si l'actif augmente, sans que le passif augmente, la valeur du billet augmente, le franc monte, c'est-à-dire les prix baissent. Si, au contraire, c'est le passif qui augmente tandis que l'actif reste invariable, la valeur du billet baisse, les prix montent.

Or, quand le nombre de billets augmente, le passif de la Banque, ce qu'elle doit, augmente. Quand la Banque a pour 41 milliards de billets d'émis, elle doit une quantité d'or correspondante à 41 milliards de francs ; si elle en émet 4 milliards de plus, elle doit par cela même une quantité d'or supplémentaire correspondante à 4 milliards de francs. Toute augmentation du nombre des billets tend donc à faire diminuer la valeur du billet, à faire hausser les prix, ceci cependant à la condition que l'actif de la Banque n'augmente point en même temps d'une quantité correspondante.

Examinons donc comment se comporte l'actif de la Banque du fait d'une augmentation supplémentaire de billets.

Indépendamment de son encaisse or, qui bien entendu ne varie pas du fait d'une augmentation du nombre des billets, l'actif de la Banque se compose essentiellement de deux choses : d'une part d'une créance sur l'Etat pour les sommes qu'elle lui a avancées, ce poste est de beaucoup le plus important, il se monte actuellement à plus de 22 milliards, soit une sommes correspondante à la moitié environ du total des billets émis — d'autre part une créance sur les commerçants pour les sommes qu'elle leur a avancées pour les besoins de leur commerce et qui constitue ce qu'on appelle le Portefeuille.

Les nouveaux billets que la Banque émet peuvent donc servir soit à augmenter ses avances à l'Etat, soit à augmenter son Portefeuille ; dans les deux cas son actif augmente en apparence d'une somme égale à celle dont son passif a été augmenté par l'émission

des nouveaux billets, mais cette augmentation apparente ne correspond pas à une augmentation réelle.

Voyons en effet successivement chacun des deux cas.

Si les nouveaux billets sont utilisés pour faire une nouvelle avance à l'Etat, celui-ci va encore accroître sa dette vis-à-vis de la Banque. Or si on n'estime dès maintenant la valeur réelle de l'actif de la Banque qu'au quart de son passif, c'est en grande partie parce qu'on estime que l'Etat ne pourra jamais s'acquitter vis-à-vis d'elle de son énorme dette de 22 milliards. Et ce n'est pas en augmentant sa dette que l'Etat a plus de chance de pouvoir la rembourser ; au contraire. Tout nouvel emprunt de l'Etat diminue sa solvabilité, et par suite la solvabilité de la Banque qui est sa créancière ; loin donc d'augmenter la valeur réelle de l'actif de la Banque, l'augmentation de la créance sur l'Etat la diminue. Une augmentation du nombre des billets émis afin d'augmenter les avances à l'Etat diminue l'actif de la Banque en même temps qu'elle augmente son passif, elle amène ainsi de deux côtés à la fois une nouvelle et considérable dépréciation du franc.

Aussi Clémentel, dans les jours qui ont précédé sa démission, avait-il soin de dire et faire dire, contrairement d'ailleurs à la vérité, que l'augmentation de billets qu'il envisageait devait servir exclusivement à augmenter ce qui est le second objet de l'activité de la Banque, les avances au commerce.

Dans le cas de nouvelles avances au commerce, l'actif de la Banque se trouve bien augmenté, mais il est moins augmenté que ne l'est le passif par l'émission correspondante de billets. Supposons, en effet, que 4 milliards de nouveaux billets soient avancés à des commerçants, par escompte d'effets de commerce, ces effets de commerce signifient qu'il a été vendu à crédit pour 4 milliards de francs de marchandises vendues aux prix actuels, c'est-à-dire des marchandises qui valent en francs-or le quart de 4 milliards, soit 1 milliard-or. L'argent employé par la Banque à escompter ces effets de commerce étant en somme garanti par les marchandises en représentation desquelles ces effets de commerce ont été émis, il en résulte que les 4 milliards de nouveaux billets seront garantis par des marchandises valant 1 milliard-or. L'actif de la Banque n'aura donc réellement augmenté que de 1 milliard-or, alors que son passif l'aura été de 4 milliards-or, puisqu'en émettant 4 miliards de nouveaux billets la Banque s'engage à rembourser 4 milliards de francs en or. Le passif ayant augmenté de 3 milliards de plus que l'actif, une dépréciation du billet s'ensuivra.

La bataille pour et contre l'augmentation de la limite d'émission des billets est donc une bataille pour et contre la hausse des prix, pour et contre la vie chère.

Comment la vie chère est une bataille entre les diverses fractions de la bourgeoisie.

La vie chère semble être un fléau national. Il semble que tout le monde ait intérêt à ce que les prix n'augmentent pas. S'il y a une question sur laquelle il semble qu'on pourrait raisonnablement parler d'intérêt général et faire appel à l'union sacrée, c'est bien celle-là.

Et pourtant il n'y a là qu'une apparence. En cette matière comme en toutes *il n'y a pas d'intérêt général*, et l'union sacrée là comme ailleurs n'est que duperie.

Certaines classes ou fractions de classes ont intérêt à ce que la vie baisse, mais d'autres ont intérêt à ce qu'elle monte. Rien ne se perd, rien ne se crée : ce qui est pris aux uns va forcément aux autres ; si la vie chère est un appauvrissement pour les uns, elle est nécessairement un enrichissement pour les autres.

Quels sont donc les uns et les autres ?

Si la hausse des prix était absolument générale, si non seulement les prix proprement dits, mais tous les paiements qu'on fait ou qu'on s'est engagé à faire étaient également augmentés, il est bien évident que rien ne serait changé, que personne ne gagnerait ni ne perdrait, l'équilibre des classes ne serait dérangé en quoi que ce soit.

Mais cela n'est pas. Si la dépréciation de la monnaie amène bien une augmentation correspondante des prix du moment, elle ne modifie point ceux qui ont été stipulés dans des obligations antérieurement contractées et non encore exécutées.

Si je me suis engagé en 1913 à vous verser pendant un certain nombre d'années à titre d'intérêt ou pour toute autre cause une somme de 100 francs par an, je n'aurais chaque année à vous verser que 100 francs, même si le pain a atteint le prix de 3 francs le kilo, alors qu'il ne valait que 6 sous quand j'ai pris cet engagement.

Il résulte que tous ceux dont la fortune consiste essentiellement en créances, voient leur fortune fondre comme neige au soleil quand montent les prix. Ils reçoivent bien toujours par an une même quantité de billets, mais avec ceux-ci ils ne peuvent acheter que de moins en moins de choses.

Par contre, ceux qui doivent, les débiteurs, voient leur fortune augmenter avec la vie chère, puisque ce qu'ils doivent diminue de valeur. Ils ont toujours à verser à leurs créanciers une même quantité de billets, mais celle-ci leur est d'autant plus facile à se procurer qu'elle représente moins de marchandises.

La première catégorie, celle des créanciers, qui souffre de la vie chère, est constituée essentiellement par ceux dont la fortune est faite, les rentiers.

L'avoir de ceux-ci est, en effet, constitué es-

sentiellement par des créances, créances mobilières (rentes sur l'Etat ou obligations industrielles), créances hypothécaires, baux à loyers. Pendant toute la période qui s'écoule entre le moment où commence la dépréciation du franc et celui où arrive l'échéance de leurs créances les rentiers ne reçoivent en valeur réelle qu'un tiers, un quart, un cinquième seulement de ce qu'ils comptaient recevoir lorsqu'ils ont conclu le contrat, selon que le franc est tombé au tiers, au quart, au cinquième de sa valeur primitive.

Les propriétaires voient cette situation cesser à l'échéance des baux, mais les porteurs de titres et les créanciers hypothécaires ne peuvent la voir cesser qu'avec la revalorisation du franc, car lorsque le moment du remboursement de leur créance arrive, le capital qu'on leur rembourse ne représente plus, lui aussi, qu'une fraction de ce qu'ils avaient prêté : ils avaient prêté 100,000 francs-or, on leur rend 100,000 francs-papier !

La hausse des prix, c'est donc une véritable *expropriation des rentiers*.

Ceux qui profitent de cette expropriation, les débiteurs, sont par contre ceux qui sont en train de faire leur fortune, ce sont les capitalistes proprement dits, industriels et commerçants.

Au fur et à mesure que les prix montent, les intérêts qu'industriels et commerçants ont à verser pour les sommes qu'ils ont empruntées, les loyers qu'ils ont à payer pour les locaux qu'ils occupent diminuent en valeur réelle, et surtout, la charge de leurs impôts diminue elle aussi.

L'Etat est, en effet, le plus gros des débiteurs. Les intérêts que l'Etat a à payer annuellement pour sa Dette publique intérieure sont d'une quinzaine de milliards au moins. Ceux-ci se trouvant réduits en valeur réelle du fait de la baisse de la monnaie, il s'ensuit que les impôts que l'Etat doit lever pour se procurer les ressources nécessaires à leur paiement, sont également plus faibles.

Le revenu total actuel du capitalisme français est estimé à environ une quinzaine de milliards de francs-or. Si donc le franc valait encore un franc-or, l'Etat devrait prélever sur les capitalistes la totalité de leurs revenus pour payer les intérêts de sa dette ; tout le bénéfice des industriels et des commerçants serait pris par l'impôt. Grâce au fait que le franc-papier ne vaut plus que le quart du franc-or, le revenu total du capitalisme français qui est bien toujours de 15 milliards de francs-or équivaut à 60 milliards de francs-papier, de francs légaux ; le paiement des 15 milliards de francs-papier pour les intérêts de la Dette intérieure (1), peut donc être assuré par un impôt qui n'égale que le quart du bénéfice capitaliste. Une nouvelle dépréciation du franc permettrait encore une réduction de la charge réelle des impôts.

Ainsi donc l'expropriation des rentes effectuées par la dépréciation de la monnaie se fait *au profit des industriels*.

La vie chère facilite la lutte pour les salaires...

Mais qu'en résulte-t-il pour les prolétaires ?

Le prolétaire n'est ni créancier, ni débiteur, ou tout au moins il n'est créancier qu'à échéance très rapprochée, durant le temps qui s'écoule entre le moment où il fournit son travail, et celui où il touche sa paie. Sauf dans le cas d'une chute extrêmement rapide de la monnaie, la dépréciation de celle-ci n'a en elle-même aucune conséquence pour le travailleur. Elle n'entraîne automatiquement pour lui ni amélioration, ni empirement de ses conditions de vie.

Mais cela à une condition : c'est que le prolétaire ait soin de faire augmenter le nominal de son salaire, en même temps et dans la même mesure que diminue la valeur du franc. Si l'ouvrier reste passif, s'il accepte de continuer à ne toucher que 20 francs de salaires quand la valeur du franc diminue de six sous à quatre, il est bien évident que cela équivaut pour lui à une diminution de salaire. Mais cette diminution ne provient pas de la baisse de la monnaie, elle provient simplement de ce que l'ouvrier s'est laissé diminuer son salaire sans réagir ; elle se produit tout aussi bien en période de stabilité de la monnaie, lorsque l'ouvrier se laisse diminuer le nominal de son salaire sans réagir.

Qu'on soit en période de hausse ou de baisse des prix, en période de monnaie stable ou de monnaie instable, le salaire réel que touche l'ouvrier, le niveau de vie que celui-ci lui permet d'atteindre, dépend uniquement de sa capacité combative. Si la classe ouvrière est en mesure de lutter victorieusement contre le patronat, elle peut parfaitement, malgré la vie chère, obtenir un salaire qui augmente plus vite que le coût de la vie n'augmente ; si c'est au contraire le patronat qui est en position de dicter sa volonté, ç'aura beau être

---

(1) On trouve souvent exprimée cette énormité, même chez des gens qui se piquent de réfléchir, que la dépréciation de la monnaie augmente la charge de la dette extérieure de l'Etat ! Celle-ci, qui est une dette payable en or, ou en monnaies étrangères, n'est pas, en effet, diminuée du fait de la dépréciation du billet, mais elle n'en est pas non plus augmentée. Si le franc diminue de moitié, il faudra naturellement un nombre double de francs papier pour payer les dollars ou les livres que l'on doit, mais comme ces francs auront moitié moins de valeur, qu'avec eux on ne peut se procurer que la moitié moins de marchandises qu'auparavant, c'est en réalité toujours la même valeur qu'on donne, quel que soit le cours du franc.

Il en est de même pour les impôts qui servent au fonctionnement des services publics. Leur nominal en francs augmente au fur et à mesure que se déprécie le franc, mais augmentant dans la même proportion que le franc se déprécie, ils représentent toujours la même valeur réelle.

une période de baisse des prix, la condition de l'ouvrier empirera parce que le patron lui imposera des diminutions de salaire plus grandes que ce dont baissera le coût de la vie.

L'influence de la hausse ou de la baisse des prix sur les conditions de vie de la classe ouvrière ne peut donc être qu'une influence indirecte (1). Elle ne se manifeste que dans la mesure où elle permet à la classe ouvrière de combattre dans des conditions plus favorables, ou au contraire moins favorables. Voyons ce qu'il en est à ce point de vue.

Nous avons vu que toute dépréciation de la monnaie, c'est-à-dire toute hausse des prix, allégeait la charge des adversaires directs de la classe ouvrière, les industriels. En second lieu, en vertu d'un mécanisme maintenant bien connu et sur lequel nous ne reviendrons pas, on sait que la dépréciation de la monnaie se produisant généralement sur le marché des changes plus tôt que sur le marché intérieur, crée de ce fait une véritable prime à l'exportation pour les industries qui exportent, et protègent les autres contre la concurrence étrangère par une sorte de droit de douane supplémentaire. Pour ces deux motifs la dépréciation de la monnaie engendre une activité économique considérable (2), et de véritables surprofits pour les capitalistes, dans les pays où elle se produit.

(1) Je pense qu'il est inutile de réfuter pour les lecteurs de la *Révolution Prolétarienne* la fable stupide, mais habile, que les capitalistes ont essayé de propager et que naturellement nos bons réformistes se sont empressés de ramasser, à savoir que c'est la hausse des salaires qui fait augmenter les prix. De 1923 à 1925 les prix ont augmenté du tiers ; si c'était la hausse des salaires qui faisait augmenter les prix, les salaires auraient dû forcément augmenter du tiers. Or quelle est la corporation dont les salaires ont augmenté du tiers depuis 1923 ?

(2) Cela n'est vrai, bien entendu, que dans le cas où la dépréciation de la monnaie se produit d'une manière normale : sur le marché des changes aussi bien que sur le marché intérieur. Si, au contraire, par des moyens plus ou moins artificiels, l'Etat parvient à empêcher la dépréciation de sa monnaie à la Bourse des Changes, mais que la dépréciation continue sur le marché intérieur, c'est-à-dire si les prix montent sans que le dollar monte également, cela peut ne plus être vrai. Les exportations loin de se trouver facilitées se trouvent entravées, de sorte que si l'autre facteur agit à ce moment insuffisamment, il y a crise économique : la vie augmente, et le chômage aussi. C'est ce qui peut arriver de pire pour les travailleurs.
Cette situation est celle de l'Autriche depuis qu'est intervenue la « bienfaisante » Société des Nations : la couronne a été stabilisée de force sur le marché des changes, son cours par rapport au dollar est depuis longtemps invariable, mais les prix n'en cessent pas moins de monter. D'où crise économique continue malgré la vie de plus en plus chère. Aussi le prolétariat autrichien est-il le plus malheureux de l'Europe. D'après le Bureau International du Travail lui-même, si on indique par 100 le pouvoir d'achat des salaires payés à Londres, celui des salaires payés à Vienne n'est que de 46, alors qu'il est de 74 à Paris, 63 à Berlin, 50 à Milan, etc...

Or chacun sait que lorsque les usines travaillent à plein, les patrons font de gros bénéfices, que c'est le moment le plus favorable pour entrer en lutte, et remporter la victoire. La hausse des prix, l'augmentation de la cherté de la vie, crée donc les conditions les plus favorables pour que la classe ouvrière puisse améliorer son sort.

Nous avons dit que la hausse des prix, c'était l'expropriation des rentiers. Il dépend du prolétariat, de sa volonté de lutte, d'avoir sa part dans cette expropriation, de ne pas en laisser tout le bénéfice au patronat.

Si, en Allemagne, la dépréciation du mark qui s'est produite entre l'armistice et l'envahissement de la Ruhr a coïncidé avec une période de misère pour la classe ouvrière, cela n'est pas dû à la dépréciation du mark, mais uniquement à la trahison social-démocrate. Les usines marchaient à plein, il n'y avait pas un chômeur, on construisait en masse de nouvelles usines et on agrandissait les anciennes. Défense cependant de revendiquer ! Il fallait laisser aux patrons, à Stinnes et consorts, tout le bénéfice de la baisse du mark. C'est par permission spéciale de la social-démocratie et de ses syndicats que les dépouilles des rentiers allemands ont été tout entières dans les coffres des magnats !

Inversement, quand les prix baissent, cela engendre, pour des raisons inverses, une crise économique qui rend difficile la lutte de la classe ouvrière.

La situation difficile dans laquelle se trouve la classe ouvrière anglaise est due en partie à ce que la livre n'a jamais beaucoup baissé, et que maintenant elle remonte.

...et ébranle l'un des fondements de l'ordre bourgeois.

Mais ce n'est pas seulement dans sa lutte pour de plus hauts salaires, pour sa lutte dans le cadre de la société capitaliste, que la classe ouvrière a intérêt à la hausse des prix. Elle y a également intérêt pour sa lutte révolutionnaire, pour le succès de sa grande bataille, celle qui a pour but la suppression totale de l'exploitation capitaliste.

Ici il nous faut ouvrir une parenthèse.

Puisque les industriels ont intérêt à la dépréciation de la monnaie, ils doivent être partisans de toutes les mesures qui y conduisent. Et, de fait, en France, on voit Loucheur et les banques d'affaires préconiser à toute occasion, avec seulement quelques précautions oratoires, l'augmentation du nombre de billets, donc la baisse du franc et la hausse des prix. En Allemagne, on sait que c'est Stinnes qui a été le grand artisan de la baisse du mark.

Une exception notable est cependant à signaler. La haute et vieille industrie française, le Comité des Forges en tête, ne semble pas partisan qu'on continue à déprécier le franc,

bien que cela soit évidemment de son intérêt, immédiat tout au moins. François-Marsal, qui est, plus directement encore que Millerand, le représentant politique du Comité des Forges, s'est fait le champion, non de l'inflation, mais tout au contraire de la déflation ; il préconise la revalorisation du franc à sa valeur or.

Qu'il y ait dans cette attitude une large part de démagogie, ce n'est pas douteux. Que ce soit là un moyen pour le Comité des Forges de tenter de rallier à son drapeau toute la masse des rentiers en faisant luire à leurs yeux l'espoir de voir quadrupler dans un avenir prochain la valeur de leurs rentes, cela est certain.

M. Marsal ne peut ignorer que si le franc reprenait sa valeur-or, le revenu total du capitalisme français serait absorbé par le paiement des intérêts de la Dette publique ce qui rendrait le fonctionnement de la société capitaliste impossible. Mais abstraction faite de ces grossières exagérations, il semble bien que le Comité des Forges soit réellement adversaire de toute nouvelle dépréciation du franc.

La raison en est que l'industrie lourde française est une vieille industrie ; elle est entre les mains d'une vieille bourgeoisie solidement établie depuis plusieurs dizaines d'années, parfois depuis près d'un siècle, et qui, pour cette raison, possède une conscience profonde de ses intérêts de classe, comme ne peuvent en avoir les parvenus du genre de Loucheur ou des magnats allemands. Ceux-ci ne voient que leurs intérêts personnels et immédiats ; ceux-là tiennent compte de l'intérêt permanent de leur classe.

Il est, certes, de l'intérêt immédiat de Schneider et de Wendel, comme il était de l'intérêt immédiat de Stinnes, d'alléger les charges de leurs dettes et de leurs impôts par une dépréciation de la monnaie, mais au prix de quoi peut-on obtenir celle-ci ? Au prix de la ruine des rentiers, c'est-à-dire de la ruine de ceux qui sont ce qu'aspirent à devenir tous ceux qui composent les « classes moyennes », ces classes moyennes, qui, comme le dit Marsal « forment depuis Bouvines la solide armature du pays ».

Marsal, en effet, à condition, bien entendu, qu'on prenne soin, comme il faut toujours le faire si l'on veut comprendre quelque chose aux discours des bourgeois, de remplacer le mot « pays » par celui auquel il sert de camouflage : les classes moyennes sont la solide armature du « capitalisme ».

Nos magnats français sont de trop vieille souche bourgeoise pour ne pas sentir combien leur situation serait menacée, le jour où il n'y aurait plus personne entre eux et le prolétariat.

Le grand capitalisme ne se maintient au pouvoir que parce qu'il a su attacher à sa fortune tous les possédants, les petits comme les gros, les rentiers et ceux qui sont en passe de le devenir. C'est cette masse qui constitue ses auxiliaires et ses gardes du corps. Le jour où elle disparaîtrait, parce que les uns auraient été ruinés, et que les autres n'estimeraient plus nécessaire de chercher à se constituer une épargne que l'expérience leur a montré être dépourvue de toute sécurité, le capitalisme perdrait à la fois sa base économique et sa base politique. Il perdrait ses recruteurs de capitaux, ces petits bourgeois épargnistes qui se privent sur tout afin d'accumuler des économies qu'ils mettent ensuite, directement ou indirectement, à la disposition de l'industrie. Il perdrait aussi ses soldats, car tous ceux qui « ont quelque chose » n'hésitent pas à combattre la Révolution par amour de leur magot.

Maintenir une classe moyenne, et une classe moyenne confiante dans la valeur de l'épargne, c'est donc pour le capitalisme une condition nécessaire à sa sécurité. Or la hausse des prix menace la classe moyenne à la fois dans son existence et dans sa croyance à la vertu de l'épargne, c'est pour cela que le capitalisme français en a peur.

Mais c'est pour la même raison que les révolutionnaires peuvent la voir venir avec joie : en expropriant les rentiers, la vie chère tend à réduire le grand capitalisme à ses seules forces, elle tend à l'isoler matériellement et moralement, au milieu de foules croissantes qui n'ont plus rien à perdre à la Révolution... si ce n'est leurs chaînes.

On l'a bien vu en Allemagne, de 1918 à 1923 où la crise du mark avait amené une situation révolutionnaire telle qu'il a fallu cette formidable passivité du prolétariat allemand, comme ne pouvaient en forger que cinquante années de social-démocratie, pour que la Révolution ne soit pas faite.

Que le prolétariat cesse donc de marcher dans la question de la vie chère, comme en tant d'autres questions, à la remorque de la petite bourgeoisie.

Qu'il ne pleure pas sur la vie chère, mais qu'il la salue comme l'heure du combat ! Sur tous les terrains, la vie chère lui facilitera la victoire.

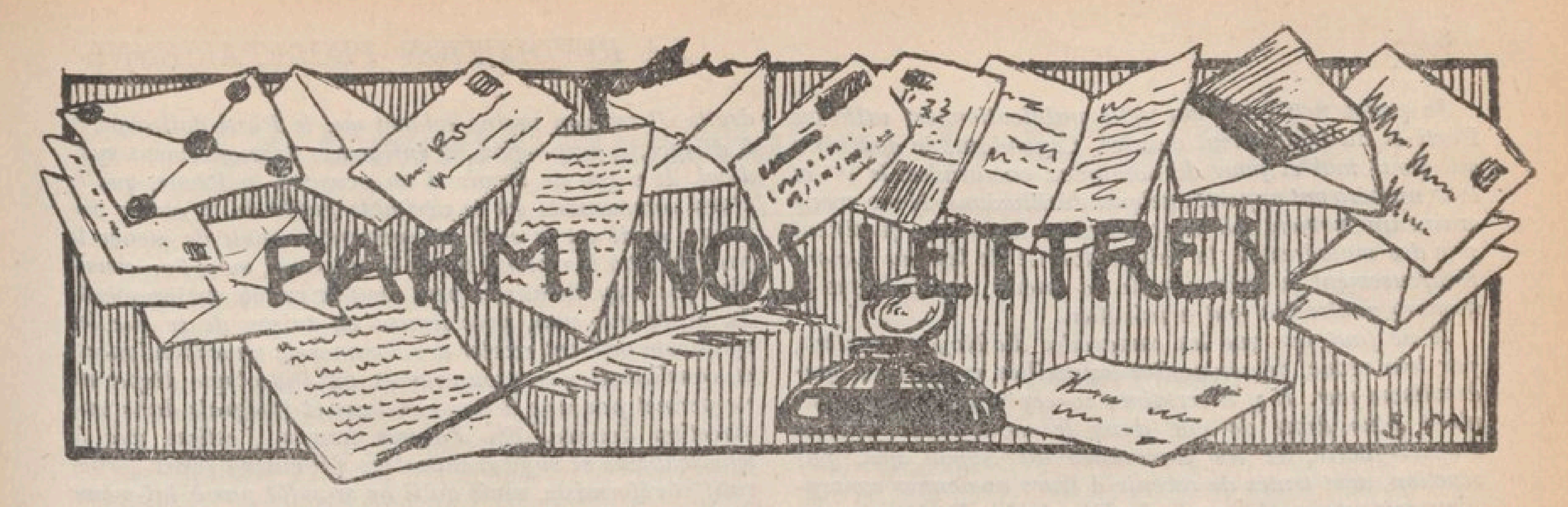
Ce qui peut arriver de pire aujourd'hui au prolétariat, c'est la baisse du dollar.

R. LOUZON.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au numéro prochain :

La Résolution votée par la Conférence anglo-russe d'Unité;

L'Allemagne sous le régime Dawes, par Philips PRICE, etc., etc.



Les Assurances Sociales. Parmi les problèmes pratiques que la classe ouvrière devra résoudre dans les années qui viennent, celui des Assurances sociales est incontestablement l'un des plus importants. Jusqu'à présent, les réformistes ont été à peu près seuls à s'en préoccuper. Il est grand temps, nous écrit un ami, que les révolutionnaires s'en occupent à leur tour :

Je crois que les milieux révolutionnaires négligent vraiment trop certains faits. Pendant que l'on disserte sur divers points de « théorie », que l'on dispute sur des « thèses » comme pédants en Sorbonne, que l'on se déchire, la vie rapproche de nous quelques problèmes intéressants. C'est à peine alors, quand ils viennent nous frôler, si on leur accorde une attention distraite, comme s'ils venaient gâter le plaisir que l'on goûte aux discussions dans l'absolu.

La C, G. T, U. n'a-t-elle point semblé écarter aussi, d'un revers de main, les Assurances sociales : on ne saurait accepter cette institution, car elle n'est point à la charge du seul patronat ou à la charge de la société tout entière (ce qui revient au même car le patronat sait se « décharger »!

Pourtant les Assurances sociales, et en particulier l'Assurance maladie-invalidité, présentent pour le monde ouvrier quelques aspects fort intéressants.

D'abord, elles posent un problème d'ordre économique et dont la solution touche de près les salariés.

Qui va payer l'Assurance ? Les divers projets répondent : les salariés et les employeurs, par moitié. Le budget de l'Assurance étant constitué par un prélèvement de 10 0/0 sur les salaires, 5 0/0 versés par les ouvriers, 5 0/0 par les patrons.

Les ouvriers ne pourront se soustraire au versement puisque leur cotisation sera obligatoirement prélevée sur le salaire, avant que celui-ci ne soit versé par le patron au salarié. Ce système, le précompte, rend inutile toute résistance.

Pratiquement, le moyen de ne pas faire payer l'Assurance par l'ouvrier semble donc être celui-ci : exiger une augmentation de 5 0/0 sur les salaires, automatiquement au moment où l'Assurance devra être appliquée.

Il me paraît qu'une agitation peut être facilement faite en ce sens : une campagne entreprise qui doit réussir, si elle est conduite avec méthode...

Mais il ne suffit pas de « donner des mots d'ordre »... ni d'espérer conquérir verbalement l'Etat après un bombardement de termes enflammés.

Il faut agiter profondément les masses et reprendre cette action directe si facile à comprendre et vraiment si dangereuse, la seule qui ait vraiment menacé la bourgeoisie.

L'Assurance maladie-invalidité, en dehors d'un problème technique dont les médecins se préoccupent justement (comment *seront soignés les malades ?) pose un autre problème qui intéresse les ouvriers, et un problème capital.*

L'Assurance sera réalisée par des organismes spéciaux : les Caisses. Mais qui gérera les Caisses ?

La bourgeoisie a fort bien compris la gravité pour elle de cette question, et elle s'efforce de garder pour elle cette gestion. Comment pourrait-elle mieux y parvenir qu'en poussant l'Assurance dans les formes de la Mutualité ? Cette bonne Mutualité, cette Mutualité « image de la démocratie » ? Comment pourrait-elle mieux faire qu'en permettant, sous des masques divers, aux puissances d'argent, aux grosses administrations, de « gérer » les Caisses dites « professionnelles et patronales » ?

Un moment, le grand patronat était hostile à l'Assurance.

« N'existe-t-il pas, déclarait le Comité des Forges, des œuvres patronales de secours ? N'avons nous pas organisé des services de soins, des hôpitaux, des dispensaires ? Ne nous sommes-nous pas occupés de récupérer la main-d'œuvre ? »

Ces plaintes ont cessé. Quels apaisements ont donc reçu les grands patrons ?

N'est-ce point qu'ils ont la promesse de conserver intactes les œuvres dites sociales qu'ils ont fondées ?

Mais les ouvriers ont-ils le temps aujourd'hui de se rappeler les économats, et l'âpre exploitation dont le masque est la charité et la « bienfaisance » ?

Cette gestion des fonds d'assurances (on calcule qu'ils atteindront 5 milliards par an), si pourtant les ouvriers s'en emparaient! Autre objet d'une campagne. La révolution c'est aussi n'est-ce pas, essentiellement, un changement de cadre, de matrice, la création de formes nouvelles de production, de gestion, d'échange ?

Il y aurait bien autre chose à dire...

Voilà du travail et du bon pour la Révolution prolétarienne...

*
**

Le Parti et le syndicalisme « Un communiste de province », un véritable communiste qui a fait dans sa région un travail sérieux, nous a adressé l'importante lettre qu'on va lire. J'aurais voulu lui faire dès ce numéro la réponse précise qu'il demande et qui s'impose. Je n'en ai pas trouvé le temps. Ce sera pour le mois prochain.

Je suis un de ceux qui ont pensé que l'exclusion de Monatte, Rosmer et Delagarde n'était pas désirable pour le Parti, qu'elle ressemblait davantage à un égorgement au coin d'un bois qu'à une exclusion politique régulièrement motivée. J'ai considéré que ces camarades avaient commis une faute en livrant à la publicité leur brochure, mais que cette faute avait été en quelque sorte sciemment provoquée par la Direction du Parti. J'estime encore que ces camarades avaient leur place dans le Parti, et pouvaient y rendre des services. On n'aperçoit guère ce qu'il a gagné à les rejeter, mais on apercevra prochainement ce qu'il a perdu. Car si la passivité des adhérents a permis ce mauvais coup, il est certain qu'un réveil se produira. Ceux qui ont voté l'exclusion par discipline, pour ne pas voter contre l'Internationale, puisque la question était ainsi posée, se rendront compte de l'escroquerie dont ils ont été victimes.

Ceci dit, je ne suis que plus à l'aise pour donner mon sentiment sur la Révolution Prolétarienne.

Je pense nettement que cette publication est utile au Parti et au mouvement ouvrier. Cependant, je dois dire que pour moi et pour de nombreux camarades, le 1er et le 2e numéro ont apporté quelques désillusions. Nous avons craint un moment que les camarades du Noyau justifient par des maladresses, la raison donnée de leur exclusion. Heureusement le numéro trois va mieux, espérons que le numero quatre ira tout à fait bien.

Il ne faut pas que les camarades du Noyau essaient, par leur revue, de ressusciter les vieilles erreurs du syndicalisme pur. Il y a certaines conceptions périmées qui n'ont plus droit de cité dans le mouvement ouvrier d'après-guerre, et les camarades du Noyau, qui, par réaction, sont tentés de revenir à leurs anciennes conceptions doivent prendre garde. La Révolution Prolétarienne, *quand elle critique certaines fautes du Parti, doit le faire de telle sorte que cette critique donne le maximum de bons résultats, et serve le moins possible les adversaires du Parti qui, évidemment, cherchent à jouer de tous les désaccords du Parti pour s'en servir contre lui.*

Il faut aussi prendre garde que dans le Parti, des éléments indésirables peuvent se trouver momentanément d'accord avec les camarades du Noyau, pour des raisons tout à fait différentes de celles qui animent ces derniers. Il faut éviter que la Révolution Prolétarienne *devienne le centre de cristallisation de ces épaves du mouvement communiste. Je n'ai pas la place pour m'expliquer longuement, mais je pense me faire ainsi suffisamment comprendre.*

Je suis de ceux qui considèrent que le Parti a commis de grosses fautes au point de vue syndical, des fautes de tactique qui risquent de nuire au Parti, à la C. G. T. U., et aussi au mouvement ouvrier en France.

J'en citerai quelques-unes seulement, pour ne pas allonger cette lettre.

La façon dont le Parti a combattu pour l'unité est maladroite. Elle peut être interprétée par les ennemis du Parti, de la C. G. T. U. et de l'unité, comme une tentative de réaliser l'unité au profit du Parti communiste, alors que celui-ci doit viser à la réaliser au profit de la classe ouvrière. Je crois que le Parti commet une grave faute en se substituant trop à la C. G. T. U. dans la direction de cette campagne. Dans la situation actuelle de la question syndicale en France, il faut que la C. G. T. U. ait la direction de la campagne d'unité, que le Parti l'appuie avec toutes ses forces, mais en évitant soigneusement de donner l'impression qu'il veut la réaliser à son profit; en d'autres termes, que le Parti ait une tactique telle qu'on s'aperçoive clairement que son intérêt de parti n'est que l'intérêt profond de la classe ouvrière, ce qui est vrai.

Le Parti, en essayant de canaliser à son profit, pendant la période électorale prochaine, l'influence que les militants syndicalistes peuvent avoir sur les masses, commet une nouvelle erreur. La situation n'est pas telle, l'influence du parti, la confiance des masses en lui, ne sont pas telles, les préjugés politiques ou anti-politiques ne sont pas tellement disparus encore, que cette tactique puisse être utilisée sans inconvénients. En pensant augmenter son influence de la somme des influences des militants syndicalistes, le Parti risque tout simplement de saper un peu de ces dernières, ce qui n'est désirable pour personne.

Il y a d'autres fautes de la part du Parti, qui proviennent des illusions qu'ont ses chefs sur la situation du mouvement révolutionnaire en France, des erreurs d'appréciation de ces chefs, et aussi du fait qu'à la Direction du Parii ceux qui dirigent le travail syndical ne possèdent pas tous — tant s'en faut — la compétence nécessaire.

Je partage à ce sujet une bonne partie des idées de Monatte dans son article sur l'Unité, paru dans le n° 3 de la revue. Néanmoins, il est un point sur lequel il faut s'entendre une fois pour toutes.

S'il est vrai que le Parti doit avoir une tactique qui ne heurte pas et ne dépossède pas les syndicats de leurs droits, il est non moins évident que le Parti doit aspirer à diriger, à imprégner, à influencer le mouvement syndical. Il s'agit de savoir si on pense, à la Revue, que le Parti communiste est le véritable guide de la classe ouvrière, qu'il est le seul groupement capable de mener le prolétariat à la victoire sur la bourgeoisie, ou si l'on considère que le syndicalisme peut remplir ce rôle entièrement. *Je pense que non, précisément en raison de ce que les syndicats peuvent receler des hommes de toutes tendances, et constituent des groupements où l'idéologie disparate ne permet pas une action continue et intégrale dans une direction donnée. En d'autres termes, j'estime que le syndicalisme se suffit à lui-même s'il entend rester corporatif et réformiste, mais qu'il ne se suffit pas à lui-même s'il veut être révolutionnaire, et qu'il doit alors, dans des circonstances données, opter, bon gré mal gré, pour une idéologie révolutionnaire qui est et ne peut être que l'idéologie communiste. Il est des buts politiques que le syndicat ne peut remplir. Ces buts sont réservés au parti politique directeur du prolétariat en marche vers la révolution. Pour tout dire, je pense qu'un communiste doit être avant tout communiste et syndicaliste ensuite. Est-ce bien là la conception des camarades du Noyau ? Là est toute la question, et il faudrait à ce sujet une réponse précise dans les colonnes de la Revue ?*

Des camarades pensent qu'au moment décisif, il peut y avoir juxtaposition des efforts du syndicalisme et du Parti. je pense qu'au moment décisif, il ne peut y avoir que direction du Parti sur la classe ouvrière, par l'intermédiaire des militants communistes répartis dans les syndicats, les coopératives, les sociétés d'anciens combattants ou de sportifs, de locataires, etc.

***

Une Ligue Syndicaliste. Voici une lettre que son envoyeur, un camarade que je connais depuis vingt ans, tient absolument à voir dans le « Parmi nos Lettres ». Il prétend que j'ai, que nous avons besoin, — au « noyau » — d'être bousculés et entraînés. Publions-la donc :

La Révolution prolétarienne *nous apporte à tous un espoir. Elle vient dire la vérité — après l'avoir cherchée et découverte dans les faits — mais tu sens bien qu'il y a une tâche immense pour sortir de la confusion d'esprit et de mouvements où la guerre nous a jetés.*

La revue n'y peut suffire à elle seule. Elle est bien présentée, intéressante. Elle remplit un rôle de premier plan, mais il faut la prendre comme un commencement...

Monatte, mon vieux, il nous faut une « Ligue syndicaliste »... quelque chose où s'élaborera, au contact des faits, la doctrine d'action révolutionnaire, et où, en revanche, celle-ci permettra de reconnaître les faits, de les classer, d'en pénétrer l'importance, d'en tirer les leçons, de les utiliser ?

Pour cela, pas de « parti » nouveau, pas de fraction nouvelle, mais des points de contact : une Ligue *à Paris, avec des sections en province... Une Ligue où l'on mettra en commun sa documentation, sa volonté de connaître et son désir d'action pratique...*

Il faut qu'autour de la Révolution prolétarienne *et de la « Ligue syndicaliste » se reforme l'unité de la pensée ouvrière!*

Il va fort, le copain, n'est-ce pas ? Nous n'avons pas plutôt ouvert notre petite coopérative intellectuelle qu'il la voit rayonner, s'adjoindre une Ligue, avec des sections en province. Et pourquoi faire, grands dieux ? Notre seule ambition c'est d'essayer de voir clair dans la confusion, dans le brouillard actuel. Il me semble que c'est déjà quelque chose et que cela présentera un assez gros travail; nous n'en sommes pas au bout, mais tout au commencement. Ceux qui voudront nous y aider, qu'ils soient de province, d'au delà des frontières ou de Paris, seront naturellement les bienvenus. Mais quel besoin y a-t-il d'une Ligue pour cela ?

Le Comité National de la C. G. T. U.

Voilà un Comité National — 17 et 18 avril — qui ne fera pas date, je le crains, dans l'histoire de la C. G. T. U.

Il y avait pourtant à l'ordre du jour des questions assez importantes : 1° La lutte contre le chômage : *a*) Plan des experts; *b*) Les huit heures; *c*) Les salaires; *d*) Aide aux chômeurs et leur organisation; 2° La lutte contre le fascisme; 3° L'unité syndicale. Toutes questions qui méritaient, évidemment, des débats sérieux et des conclusions aussi précises que bien pesées.

Mais pour que la discussion des rapports fût sérieuse, il eût fallu qu'au préalable ceux-ci eussent été suffisamment tôt élaborés et soumis aux délégués avant la tenue même du C. C. N. Or à l'ouverture de la première séance tous les rapports n'étaient pas encore imprimés, ce qui obligea à une interversion de l'ordre du jour.

L'Unité nationale et internationale

C'est sur la question de l'unité que s'ouvrit la première séance. Personne n'avait lu le long rapport publié le matin même par la *V. O.* Monmousseau y suppléa par un discours au cours duquel il brossa, en miniature, un tableau du mouvement syndical mondial d'avant-guerre; fit un rappel historique de la politique des exclusions pratiquées en Allemagne, en Belgique, en France et de la scission qui s'ensuivit.

Tout cela pour expliquer les nouvelles propositions d'unité à la base faites à la C. G. T. et pour rassurer les camarades que les bruits de dissolution de la C. G. T. U. avaient émus.

Rappelons les propositions faites aux dirigeants de la C. G. T. dans une lettre en date du 4 avril :

« *La C. E. et le Bureau confédéral unitaires vous proposent donc de bien vouloir accepter la tenue d'une conférence mixte dans le plus bref délai afin de discuter sur l'ordre du jour suivant :*

« 1° *Le Congrès d'unité d'août.*

« 2° *Préparation de ce Congrès par la convocation d'assemblées générales de fusion avant la tenue du Congrès pour tous les syndicats unitaires et confédérés (ces assemblées pourraient se tenir dès le mois de mai ou juin et désigneraient les conseils et bureaux des syndicats reconstitués).*

« 3° *Convocation des Congrès fédéraux et départementaux de fusion dans les mêmes conditions.*

« 4° *Constitution d'un comité interconfédéral pour assurer l'organisation, le contrôle et l'exécution des mesures arrêtées en commun pour reconstituer l'unité.* »

Monmousseau termina en déclarant contrairement à ce qui fut affirmé par Roux au C. C. N. réformiste, qu'il ne saurait être question de dissolution de la C. G. T. U., la C. E. ayant été unanime sur ce point comme sur le rapport qu'il vient de commenter.

Dudilleux fait ensuite le rapport sur l'unité internationale. « Pas de courant liquidationniste de l'I. S. R. dans la C. G. T. russe », dit-il, et il ajoute qu'au lendemain du 6e Congrès panrusse, on a exagéré les perspectives d'action du Comité anglo-russe qui n'était qu'en voie de constitution. Mais le Comité d'Unité internationale s'apprête à lutter vigoureusement.

LA DISCUSSION

Il y a deux « corapporteurs ». Kékséksa ? demandent quelques délégués.

Y aurait-il — ou y aurait-il eu — divergences sur l'unité au sein de la C. E. confédérale ?...

Jacob, l'un des corapporteurs, essaye d'expliquer cette bizarrerie. « Des bruits ont couru... » Quels bruits ?... « On a accusé certains militants... » Quels militants ?... Finalement, les deux corapporteurs (Rabaté et Jacob) renoncent à leur rôle, se réservant d'intervenir au cours de la discussion. Et celle-ci commence par une intervention de Matton.

Matton n'est pas satisfait de la façon dont la campagne a été menée, tant dans la forme que dans le fond. Les comités mixtes ont été laissés libres d'agir à leur guise, sans liens entre eux. Aucun plan de travail pratique. Base toute sentimentale. D'autre part, — et là tout le monde tend l'oreille, y compris les corapporteurs — pendant que les militants travaillaient avec ardeur à l'unité, « il est sorti des idées qui n'auraient jamais dû sortir et qui contrecarraient notre travail. » On parlait de dissolution de la C. G. T. U. C'étaient des communistes qui propageaient ce bruit. « Cet obstacle, dit Matton, je l'ai rencontré partout. » On commence à voir d'où partait le mot d'ordre de liquidation dont Roux se fit l'écho au C. C. N. de la rue Lafayette.

Matton n'est pas d'accord non plus sur le fond de la campagne pour l'unité. Il estime qu'en exagérant l'importance et la nécessité du recollement on a semé la défiance dans la masse révolutionnaire. « On a placé, dit-il, le prolétariat dans la situation d'un monsieur qui, attaqué par des brigands et ayant une mitrailleuse à sa disposition resterait passif, se laisserait dépouiller sans résistance, sous prétexte que son voisin, qui est armé d'un bâton, ne voudrait pas se joindre à lui. »

Matton ne croit pas que les dirigeants de la vieille C. G. T. acceptent les propositions d'unité, même si l'on dissolvait la C. G. T. U. La dissolution ramènerait à brève échéance une répétition de l'histoire de la scission quand les chefs réformistes sentiraient à nouveau la majorité leur échapper. L'orateur applique sa thèse à l'unité internationale comme à l'unité nationale. « Nous avons mieux à faire que de courir après cette ombre. » L'ombre, c'est la C. G. T. réformiste comme force révolutionnaire; « la proie que nous avons trop délaissée, c'est le prolétariat inorganisé. »

Raynaud vient dire que Matton s'est fait l'écho d'un malentendu qui a séparé pendant quelques semaines des militants de la C. G. T. U., malentendu aujourd'hui entièrement dissipé.

Il dénonce comme dangereuse la deuxième partie de son intervention. Il faut arriver à un maximum d'unité qui peut donner demain une C. G. T. de 1,500,000 membres. Montrer à la classe ouvrière la situation exacte ce n'est pas être défaitiste ni souffler un vent de panique. « Le fascisme est là ! »

Matton appuie sur le fait que la campagne pour l'unité a été entravée par les bruits colportés en province.

Piétri. — Ce sont les réformistes qui les ont colportés.

Matton. — Non, ils s'en sont emparés !

Porreye souscrit aux nouvelles propositions d'unité formulées par la C. E. Il y voit la concrétisation d'un rapport établi il y a déjà quelque temps par l'U. D. du Nord. Mais il lui semble qu'il règne quand même un peu d'équivoque parce que tous n'ont pas dit tout ce qu'ils pensaient. Que fera la C. E. si ses nouvelles propositions se heurtent à un refus ?

Il ne faudrait pas qu'à la faveur d'un refus le courant liquidationniste reprenne de la consistance.

Cuny déclare que le mot d'ordre du Congrès interconfédéral n'a pas eu une bonne répercussion dans la masse et qu'il ne faut pas se faire d'illusion quant à son succès. L'aboutissant logique de notre mot d'ordre, c'est l'unité par la base ; il faudra bien qu'on y vienne et après le Congrès il faudra y penser sérieusement. La C. G. T. ne pourra pas, comme le croit Matton, faire une deuxième scission.

Si le Congrès commun ne réussit pas, nous demanderons notre adhésion en bloc à la vieille C. G. T., ce qui obligera ses dirigeants à prendre une position nette.

D'après *Jacob* la formule « Congrès interconfédéral » était usée ; il fallait en trouver une autre en rapport avec les perspectives du prolétariat français. Crise économique annoncée par tous les journalistes bourgeois pour le début de l'année ; elle n'est pas venue, mais au printemps elle est là. Grandes batailles à livrer, 400,000 militants. Un réservoir de grandes masses inorganisées et qu'il faut avoir avec nous. Pour les toucher, unité par une autre tactique.

Jacob reproche à Porreye de poser sa question avec une arrière-pensée. Nous ne voulons pas, conclut-il, nous enfermer dans une formule.

A mon tour, au nom du *Livre*, je fais remarquer combien il est difficile d'être d'accord quand on passe du domaine des formules au domaine pratique. Le rapporteur a dit qu'il fallait détruire dans l'esprit des militants confédérés l'idée que nos propositions d'unité sont de simples manœuvres. Très bien. Mais alors Zinoviev ne nous a pas précisément facilité la tâche quand au 5e Congrès il définissait comme une manœuvre nos propositions de front unique et d'unité, définition combattue du reste par Clara Zetkin, mais dont le *Peuple* s'emparait contre nous quelques jours après.

On nous dit que l'unanimité s'est faite à la C. E. et que le courant liquidationniste est liquidé...

Monmousseau. — J'ai déjà déclaré au C. C. N. que le rapport avait été adopté à l'unanimité.

...Mais il ne faudrait pas que l'on emploie un biais pour arriver au même résultat. Je dis mes craintes que Cuny n'ait pas exprimé que son point de vue personnel, vu les applaudissements qu'il a reçus et le côté d'où ils partaient. Je demande si la *V. O.* du 20 mars, où il était écrit que « la constitution du comité anglo-russe d'unité syndicale internationale serait une ***véritable*** rupture avec la F. S. I. », exprimait là le point de vue de l'I. S. R. S'il en était ainsi, ce serait là une drôle de façon de travailler à l'unité internationale.

Maure (Eclairage) demande aussi des précisions. Si le Congrès interconfédéral a lieu, les syndicats autonomes y seront-ils convoqués ?

Sans vouloir jeter une note discordante sur la résolution qu'il a votée à la C. E. et dont les termes ont été pesés soigneusement, *Poussel* tient à dire qu'il y a des choses dangereuses dans la tactique adoptée. Depuis quelque temps on recherche un peu trop des résolutions d'unanimité. Il n'est pas mauvais que parfois des divergences et des discussions se produisent. « Il y a ici, comme ailleurs, des scissionnistes qui se montrent aussi pressés de réaliser l'unité qu'ils l'ont été à faire la scission. » Quand Reynaud parle de réaliser une C. G. T. de 1,500,000 adhérents il n'est pas sérieux.

Monmousseau donne l'assurance qu'il n'y a, dans la tactique proposée aucune arrière-pensée vis-à-vis des militants ni de la masse. Sans nier le propos prêté à Zinoviev, il l'interprète conformément à la « stratégie de classe ». (Les stratèges applaudissent.) Matton et Poussel sont en pleine « déviation ». C'est une erreur de croire et de dire que notre action est subordonnée à l'unité syndicale. L'époque anarcho-syndicaliste est passée ; il y aura des réveils de l'esprit anarcho-syndicaliste (l'orateur se tourne vers les délégués du Livre) mais nous les briserons comme nous les avons déjà brisés.

« Ce que nous ferons, déclare-t-il, après l'échec de nos propositions, je n'en sais rien et ne peux le dire à Porreye. » Pas de courant liquidationniste de l'I. S. R. dans la C. G. T. russe. Godonnèche craint les dangers que nous feraient courir l'acceptation de nos propositions. Si elles sont adoptées, nous chanterons l'*Internationale*, car la contre-révolution sera vaincue.

Mais *Vial-Collet* remarque que Monmousseau n'a répondu à aucune des questions posées. Ce que Dudilieux répare en partie en disant que le rejet de nos propositions entraînerait notre maintien sur nos positions antérieures (résolution de Saint-Omer) ; quant aux syndicats autonomes, on s'en occupera... après le Congrès d'unité.

Sans être complètement satisfait, le Livre déclare qu'après les explications de Dudilieux il votera les rapports et propositions. L'Eclairage déclare les voter avec réserves.

Le Péril fasciste

Racamond fait quelques réserves en ce qui concerne les exagérations qui consistent à voir le fascisme partout. Il ne croit pas que « le fascisme est là » tout de suite, mais il croit qu'il y a une menace fasciste certaine et contre laquelle il faut tout de suite se prémunir.

J'indique pourquoi il est difficile de croire au péril fasciste immédiat. Je cite des faits qui montrent à quelle démagogie ridicule, sous prétexte de fascisme, on est tombé. Je souscris aux conclusions de Racamond parce que je suis partisan, que le fascisme soit ou ne soit pas là, en tout temps, du renforcement de nos organisations syndicales. Ce qu'il faut éviter c'est de transposer mécaniquement dans l'organisation syndicale les mots d'ordre lancés à côté, ainsi que les méthodes de discussion, les classifications, la discipline qui ont peut-être leur raison d'être dans un parti ou une secte, mais qui ne peuvent que faire du mal au sein des syndicats.

Pour beaucoup de délégués, le fascisme est bien là.

Cuny le voit se développer dans l'Aube, Dœblé en Moselle.

En Bretagne, dit *Goannach*, la menace fasciste est sérieuse. Les paysans sont derrière leurs curés, qui tentent de ressusciter la chouannerie. « Dans chaque maison, il y a un homme qui fait partie du conseil paroissial. » Il ne s'agit pas seulement de

manifestations religieuses, mais bien de jeter le prolétariat des campagnes contre celui des villes.

Matton aime mieux que le péril soit exagéré que nié.

Poussel non plus ne croit pas au péril tout de suite. Mais il est évident qu'un P. C. et une C. G. T. U. puissants appellent une organisation plus puissante de la bourgeoisie. Dans notre travail d'organisation il y a un manque de continuité. Trop de comités (comités d'usine, comités d'unité, comités d'unité antifascistes). Quand ils sont constitués, ils ne vivent pas parce qu'on ne leur donne rien à faire. Les comités d'usine auraient dû suffire pour assumer les tâches pour l'unité et contre le fascisme.

Racamond répond en me rappelant mon enthousiasme de 1921, quand je signais la résolution de liaison organique. Où est-il mon enthousiasme d'alors ?

Il reproche à Poussel de soutenir le rapport comme la corde le pendu. Quoi qu'on en ait dit, à Douarnenez, le mouvement a été dirigé par la C. G. T. U. Donner une leçon aux fascistes, c'était provoquer l'état de siège et le massacre des femmes grévistes.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

RAPPORTS FINANCIERS ET AUTRES

Berrar rapporte sur la situation financière dont l'excellence est confirmée par *Delarue* au nom de la Commission de contrôle. Dans la seule année 1924, l'effectif s'est élevé de 50,000 membres, ce qui l'a porté à 490,000. Pour l'année 1925, 485,000 cartes étaient déjà placées en mars.

On discute ensuite sur le fonctionnement des U. R. et des U. D.

La séance de l'après-midi du samedi fut occupée par des rapports sur le plan Dawes, le chômage, les huit heures et les salaires, toutes questions qui avaient été sans doute étudiées par les rapporteurs, mais qu'à peu près personne n'écouta.

Les rapporteurs (et leurs rapports) semblaient être là pour qu'on puisse dire : « Le C. C. N. a traité d'importantes questions. » Le plan Dawes !... On nous servit là-dessus des resucées du 5e Congrès agrémentées, sans doute pour les rafraîchir, de documentation puisée au *Quotidien* de la veille. Rabaté, rapporteur, fit le procès de Chaumet, de Caillaux et *tutti quanti,* lut des articles de P. Bertrand. « Si le gouvernement n'évite pas l'inflation... il portera la responsabilité du chômage. » Tu parles ! L'orateur ramenait vraiment le sujet à sa taille.

Poussel traite des huit heures et des salaires. Par des citations de l'*Usine* et autres organes patronaux, il montre bien en quoi consiste la tactique patronale.

Jacob, sur le chômage, développe les mots d'ordre de l'I. S. R. : organisation des chômeurs, paiement de la journée de travail, etc.

Porreye déclare que plan Dawes, chômage, huit heures, salaires sont questions étroitement liées. Un plan d'ensemble est nécessaire pour déterminer un plan d'action. Il fait ensuite un exposé intéressant des mouvements de chômeurs qui se sont produits dans le Nord. Il apporte des suggestions pour défendre efficacement les huit heures et empêcher les chômeurs de se dresser contre ceux qui travaillent.

Kirsch, Revol, etc., apportent sur ces questions des idées utiles mais quelquefois contradictoires. Un délégué d'Algérie expose la situation syndicale de ce pays et attire l'attention du C. N. sur l'importance du travail de recrutement à faire. Un vœu pour l'organisation de ce travail est renvoyé à l'examen de la C. E.

Une résolution d'ensemble sur le plan Dawes, le chômage, les huit heures et les salaires est ensuite adoptée. Et le C. C. N. est déclaré clos après que le Congrès confédéral a été fixé du 26 au 29 août, à Paris, en même temps que celui de la C. G. T. réformiste.

V. GODONNÈCHE.

UNE ENQUÊTE UTILE

Le travail à domicile

Les groupes féministes de l'Enseignement laïque ont entrepris de préparer des monographies des métiers féminins. Ce travail de documentation constituera un bon auxiliaire de propagande syndicale.

Les métiers féminins ont été sériés en trois catégories : ceux qui appartiennent à la grande industrie concentrée ; ceux qui dépendent de la petite industrie, et enfin ceux qui se font à domicile, les plus mal payés généralement et qui répugnent le plus à l'organisation.

Le questionnaire suivant a été établi pour l'enquête sur le travail à domicile :

I. — Genre de travail pratiqué dans la localité ? — Dans la région ?

II. — Depuis quand existe-t-il ? — Quelle a été l'influence de la guerre sur son évolution ? — Y a-t-il tendance à un accroissement ou à une diminution ? — Y a-t-il dans la localité, ou dans les localités voisines des usines, des ateliers faisant la même spécialité ? — Les ouvrières préfèrent-elles l'atelier ou le travail à domicile ? — Pour quelles raisons ?

III. — Origines du travail : par qui est-il fourni ? — Par une ou plusieurs maisons ? — De Paris ou de province ? — Par une entrepreneuse ?

IV. — Nombre d'ouvrières occupées à domicile ? — En atelier ?

V. — Le recrutement de la main-d'œuvre est-il facile ? — Son rayon ? — A partir de quel âge travaille-t-on ? — Y a-t-il un apprentissage ?

VI. — Travaillent-elles à la main ? — A la machine ? — Outillage ? — A la charge des ouvrières ou des patrons ? — Lieu de distribution et de réception du travail ?

VIII. — Le salaire des ouvrières est-il seulement un appoint à d'autres ressources ? — Possèdent-elles maisons, champs, jardins ? — Occupations des pères, des maris ?

VIII. — Les salaires : salaire moyen, horaire ou journalier ? — Salaires les plus bas et les plus élevés. — Dépendent-ils de la difficulté du travail, de l'habileté ? — Tarifs aux pièces ? — Défalcation due à l'outillage : fil, aiguilles, etc. ? — Y a-t-il des entrepreneurs commerçants ? — Paient-ils en nature ? — Salaires comparés pour le même travail à domicile et à l'usine ?

IX. — Durée de la journée de travail. — Durée moyenne ? — Y a-t-il chômage ? — Presse ? — Durée en temps de presse ? — Perte de temps au cours de la livraison ?

X. — Application de la loi du 10 juillet 1915 sur

la protection du travail à domicile : Les prix de façon pour articles en série sont-ils affichés dans les locaux de livraison ? — Les ouvrières reçoivent-elles des bulletins à souche indiquant la quantité de travail fourni et exécuté, les prix de façon, les fournitures ? — Existe-t-il des conseils du travail ou des comités de salaires régionaux fixant pour chaque catégorie d'objets un tarif correspondant, pour la journée normale d'une ouvrière d'habileté moyenne, à un salaire minimum égal aux salaires en usage dans la région ? — Par qui ces comités sont-ils constitués ? — Les prix correspondent-ils à un salaire normal pour une journée normale ? — Les prix affichés sont-ils réellement payés ? — L'application de la loi du 15 juillet 1915 a-t-elle suscité des réclamations d'ouvrières ? — Des contestations ont-elles été portées devant le Conseil des prud'hommes ou le juge de paix ? — Des contraventions ont-elles été infligées aux patrons ? — Y a-t-il moins d'excès d'exploitation depuis cette loi ? — A-t-elle entraîné une amélioration du sort des ouvrières ?

XI. — Organisation ouvrière. — Y a-t-il eu des tentatives d'organisation syndicale autonome, chrétienne, confédérée ou unitaire dans la région ? — Y a-t-il eu des tentatives de grève ? — Revendications actuelles des ouvrières ? — Leur mentalité ?

XII. — Etablir si possible, quelques monographies d'ouvrières portant en particulier sur les points suivants : âge; validité; célibataire; veuve; mariée ? — Autres personnes composant le ménage ? — Dans la profession depuis quel âge ?

Spécialité ? — Prix de façon ? — Durée du travail journalier ? — Gain en travail courant; gain journalier ou annuel ? — Autres ressources du ménage ? — Gain approximatif des autres membres de la famille ? — Logement ? — Loyer ? — Hygiène ?

Prière d'envoyer les réponses à l'adresse suivante : Marcelle Richard, 14, Cours du Maréchal-Foch, Dax (Landes).

Le Parti communiste et l'Unité syndicale

La direction du Parti communiste s'est beaucoup agitée autour de la question de l'unité syndicale au cours de ces derniers mois. Cette agitation a été marquée par un certain nombre de maladresses et de sottises retentissantes que nous avons dénoncées et qui ont été partout — même à l'Exécutif de l'I. C. — sévèrement jugées.

Cela ne l'empêche point, d'ailleurs, de continuer, car elle est incorrigible.

Elle a jugé bon de mêler cette grave question ouvrière à ses opérations électorales municipales et elle a eu ainsi une occasion de plus de donner la preuve de son incohérence.

L'affiche-programme du Parti, telle qu'elle a été rédigée et imprimée, portait en gros caractère, ces mots : *Unité syndicale, vite, à tout prix.* En langage clair, cela signifiait : dissolution de la C. G. T. U., ainsi que l'avaient annoncé certains membres responsables — irresponsables serait mieux — de la direction du Parti. Mais celle-ci fut contrainte, au dernier moment, de renoncer à cette conception absurde et dangereuse et elle décida de remplacer sa formule primitive par cette autre : *Reconstitution de l'Unité syndicale.* Des bandes furent imprimées, destinées à recouvrir le premier texte.

Seulement, dans toute cette « bolchevisation organisatoire », les simples membres du Parti ne s'y reconnaissent plus. Bien peu comprirent l'usage qu'il fallait faire de la bande portant la formule exprimant la pensée définitive (!) du Parti sur l'unité syndicale et, presque partout, le texte désormais indiscret resta visible.

Eh bien, on peut trouver que cela suffit. Il ne s'agit pas de discuter, de manière abstraite, la question de l'activité syndicale d'un Parti communiste. Il s'agit d'un tâche précise : l'unité syndicale et d'un parti donné, tel qu'il s'exprime par sa Direction. Celle-ci a fourni amplement la preuve de son incapacité, de son incompréhension, de son incohérence. Elle a montré qu'elle était juste capable d'un sabotage inconscient mais persévérant. Tous les partisans sincères de l'unité syndicale doivent lui signifier qu'il est temps que ce sabotage cesse et l'inviter à aller exercer ailleurs son incohérence. — A. R.

MAURICE RAIMBAULT

Le 22 avril est mort à Tunis, à 22 ans, Maurice Raimbault.

Malgré son jeune âge, Raimbault était déjà un ancien militant ; à plusieurs reprises, dans des circonstances difficiles, il fut le cœur et l'esprit du mouvement communiste en Tunisie.

Elevé par une mère socialiste, il fut tout jeune en contact avec les milieux prolétaires et révolutionnaires. Sa conscience s'y développa magnifiquement.

Dès 1920, il fonde la Jeunesse communiste de Tunis ; en 1921 celle-ci est dissoute, et ses militants poursuivis pour association non autorisée ; la Jeunesse survit néanmoins, Raimbault la réunit en secret, au lieu de le faire publiquement.

*En 1922, Millerand vient à Tunis : Raimbault dénonce le « renégat » dans l'*Avenir social*, l'hebdomadaire communiste de Tunisie ; pour ce mot, il est arrêté et fait un mois de prison ; en outre, sa bourse, — il préparait alors l'Ecole Normale Supérieure, — est supprimée.*

*L'année suivante, la maladie l'atteint : pendant deux ans il va lutter contre la mort. Dès que la souffrance lui laisse quelque répit, il se remet à la besogne : il collabore à l'*Avenir social*, il y donne notamment à la fin de l'année dernière une remarquable série d'articles sur* Nationalisme et Communisme, *dans lesquels il expose les raisons profondes qui commandent l'attitude du communisme à l'égard des mouvements nationaux coloniaux. Malgré, ou peut-être à cause de leur caractère essentiellement théorique, ces articles font une grande impression sur la population indigène : le Gouvernement les fait poursuivre. Ces articles étant signés d'un pseudonyme, les camarades de Tunisie interdisent à Raimbault, pour qui un nouveau séjour en prison eût été un arrêt de mort, de s'en déclarer l'auteur. Finidori, gérant du journal, comparaît seul devant le Tribunal de Tunis qui le condamne à un an de prison.*

Sacrifice inutile ! Raimbault, dont la vie semblait à chacun plus précieuse que la sienne propre, parce que c'était la vie d'un de ceux qui étaient appelés à jouer un rôle fondamental dans l'œuvre de libération définitive du prolétariat qui sera celle de sa génération, meurt à bout de forces, deux mois après.

Quelques jours avant sa mort, il dictait encore des lettres concernant le Parti ; quelques heures avant, il faisait d'ultimes recommandations sur la conduite du mouvement tunisien. Jusqu'à son dernier souffle Maurice Raimbault a lutté pour la Révolution. — R. L.

Même par le mensonge !

Une nouvelle croisade va être paraît-il déclenchée contre nous par quelques mauvais bougres et aussi quelques bons bougres qui croient tenir du génie, parce que devenus, par le hasard des choses, fonctionnaires du Parti.

Désusclade nous avertit dans le numéro du 1er mai des *Cahiers du Bolchevisme,* que la lutte idéologique — quelle exagération ! — qui fut en quelque sorte abandonnée, va être reprise jusqu'à extermination, liquidation totale de la soi-disant droite du Parti.

Il convient de dire ce que sera cette lutte « idéologique ». Le sens en a été donné par Désusclade lui-même à une réunion tenue voilà quelques semaines, rue de Bretagne, et où fut discutée ma participation et celle d'Antonini au noyau de la *Révolution Prolétarienne.*

Désusclade, qui abuse un peu de la permission de plaisanter, fit ce soir-là le procès de la soi-disant droite et annonça qu'elle serait impitoyablement combattue.

— Même par le mensonge, lui dis-je, car dès le début de la réunion, il avait montré une aversion assez marquée pour la vérité.

— *Oui, par le mensonge si c'est nécessaire. Tous les moyens seront bons pour vous combattre,* répondit-il.

Voilà ce que sera cette lutte « idéologique » déjà commencée contre nous, qui doit être reprise sans tarder et que *Désusclade* étiquette : crise de croissance.

Nous connaissons bien ces nouveaux professeurs de léninisme, qui veulent enseigner ce qu'ils n'ont jamais appris.

Quiconque ne « déraisonne » pas comme eux est de la droite. Est encore de la droite celui qui tient pour vrai cet enseignement de Lénine :

« *Si un communiste s'avisait de vanter le communisme avec les arguments qu'on lui a fournis tout préparés, sans effectuer lui-même un travail sérieux, considérable, sans chercher à comprendre les faits qu'il doit passer au crible de la critique, ce serait un triste communiste.* »

Si, dans l'*Humanité* du 22 mars, on peut lire cette imbécillité, que l'Emir Khaled était le guide du prolétariat indigène, *le guide capable de le mener jusqu'à son émancipation totale* (qu'en pensez-vous, camarades communistes algériens ?) ;

Si, pour l'unité syndicale les mots d'ordre ont été divers, nombreux, contradictoires et souvent stupides ;

Si on a saboté la campagne pour l'unité syndicale internationale par la manifestation du Pré-Saint-Gervais, c'est encore la faute à la soi-disant droite.

Vous croyez que j'exagère ? Cependant *Désusclade* nous l'affirma à la réunion dont j'ai déjà parlé et ce, avec la même impétuosité qu'il mit à nous avertir *que le mensonge sera employé* pour nous combattre.

« *La majorité des dirigeants* — me dit-il — *est imbue d'esprit monattiste ; c'est ce qui lui fait commettre les erreurs que tu lui reproches !* »

Après cela, vous ne douterez plus que Désusclade abuse de la permission de plaisanter !

G. Lacoste.

« Un nommé Allot »

Ça n'a pas tardé la mise en application du nouveau mot d'ordre : nous vous combattrons même par le mensonge !

Parlant des élections à Douarnenez, l'*Humanité* du 6 mai a publié cette petite ordure :

« Inutile de dire que le patronat et les socialistes essayèrent des pires manœuvres contre nos amis. *Un nommé Allot (correspondant de Monatte) et l'immonde policier Le Flaoutter poursuivirent Le Flanchec de leurs insultes.* Ce fut en vain. Le communisme est assis à Douarnenez sur des bases indestructibles. »

On verra par la lettre d'Allot à l'*Humanité* — qu'on n'a pas daigné publier — qu'il n'a ni injurié Le Flanchec ni pris part à la lutte électorale. Alors pourquoi l'*Humanité* et son correspondant de Douarnenez ont-ils inventé le contraire ? Une erreur de ce genre s'appelle un mensonge.

Un mensonge doublé d'une calomnie. Cela faisait bien de rapprocher notre nom, à Allot et à moi, de celui de Le Flaoutter ; inhabitués aux habiletés des jésuites de plume, certains lecteurs ont tout de suite pensé qu'Allot était un copain de ce mouchard.

Or la vérité, c'est que Allot ne connaît pas cet individu, mais que la liste communiste élue en pleine grève, en décembre dernier, comptait des amis avérés de Le Flaoutter ; ils seraient probablement encore conseillers communistes s'ils ne s'étaient brouillés avec Le Flanchec et ne s'étaient retirés d'eux-mêmes de la liste du 3 mai.

Si l'*Humanité* se figure qu'elle peut mentir et calomnier en première page et s'en tirer huit jours après par quelques lignes de rectification perdues en troisième page et que personne ne lit, c'est son affaire.

Mais c'est la nôtre de montrer que les gens qui recourent au mensonge et à la calomnie le font évidemment parce qu'ils n'ont pas de meilleures armes.

Allot a fait ici un certain nombre de remarques sur le rôle du parti dans la grève de Douarnenez. Les contester, les discuter, était sans doute trop difficile. On a préféré salir un militant sérieux. La *Vie Ouvrière* et l'*Humanité* s'y sont employées.

Ce militant est devenu « un nommé Allot » et moi j'ai passé pour aller chercher mes correspondants dans les officines de police. En l'occurrence, je m'étais adressé à quelqu'un qui appartenait l'an dernier au bureau fédéral de l'Enseignement, qui est secrétaire adjoint de l'important Syndicat des Instituteurs du Finistère ; je savais par un article de lui publié naguère dans l'*Ecole Emancipée* qu'il connaissait son sujet. Je souhaite que pour chaque grande grève nous puissions trouver un camarade capable de nous fournir une monographie de même valeur. — P. Monatte.

Une Lettre d'Allot à « l'Humanité »

Camarade, Vendredi 8 mai.

Je lis dans l'*Humanité* du 6 mai, première page, sous le titre « A Douarnenez et dans les ports rouges », la phrase suivante : « Un nommé Allot (correspondant de Monatte).... poursuivit Le Flanchec de ses injures. »

Votre correspondant ne dit pas la vérité. A son information erronée j'oppose un démenti formel.

Je n'ai pris aucune part à la bataille électorale et n'ai jamais injurié ni Le Flanchec, ni un autre militant. L'injure est une arme que je ne connais pas.

Puisque le correspondant de Monatte est mis en cause, j'ajoute que cette correspondance qui n'a rien à voir avec les élections est de celles dont je m'honore.

J'ose espérer que, conformément à la tradition de l'*Humanité* de Jaurès, vous voudrez bien insérer cette rectification dans le prochain numéro du journal.

Recevez, camarade, mes salutation syndicalistes.

E. Allot.

A travers les Livres

PAUL DE ROUSIERS : *Les Grandes Industries modernes.* Tome I : *L'industrie houillère. L'industrie pétrolière. L'industrie hydro-électrique.* Tome II : *La Métallurgie.* (Colin, édit.)

M. de Rousiers est l'homme qui, il y a quelque trente ans, fit connaître pour la première fois d'une façon précise au public français ce qu'était cette première forme de la néo-concentration capitaliste : le trust américain. Depuis lors il est resté plus ou moins spécialisé dans l'étude des phénomènes de concentration capitaliste. Son nouvel ouvrage, tiré du Cours qu'il professe à l'Ecole des Sciences Politiques, a pour objet de présenter un tableau d'ensemble des phénomènes de concentration dans les diverses grandes industries.

Les deux tomes parus renferment des faits et des chiffres intéressants, ils sont écrits dans un style clair et limpide qui évite tout effort au lecteur, mais leur principal mérite réside dans la tentative qui y a été faite de montrer que les phénomènes de concentration économique dépendent de l'état de la technique. C'est là quelque chose d'éminemment marxiste; malheureusement cette question est traitée d'une manière extraordinairement superficielle. On voit qu'il s'agit d'un cours à l'usage de futurs ambassadeurs, futurs gens du monde qui doivent être au courant de tout, capables de parler de tout, mais sans jamais rien approfondir.

***

HENRY LE CHATELIER : *Science et Industrie.* (Flammarion, édit.)

M. Le Châtelier a eu une grande chance dans sa vie. Il comptait à sa sortie des Ecoles être nommé professeur à l'Ecole Polytechnique, mais ayant soutenu des théories scientifiques contraires à celles du chimiste Wurtz, alors tout-puissant, il se vit éliminer. Sa carrière en subit un retard important; aussi, bien qu'il fût devenu depuis professeur au Collège de France, Professeur en Sorbonne, membre de l'Institut, etc., il conserva de cet incident une grande défiance et même un certain mépris à l'égard des « pontifes de la science » (le mot est de lui). Cela lui permet de juger sans ménagement les théories à la mode et les prétentions de ses confrères. Par là il se rapproche de son ancien collègue au Corps des Ingénieurs de l'Etat, Georges Sorel, qui dut, d'ailleurs, lui aussi le développement de son sens critique à un incident privé d'une autre nature mais de conséquences analogues.

Science et Industrie, c'est l'affirmation que la science n'a d'intérêt et même ne comporte de certitude que dans la mesure où elle sert la technique, « dans la mesure où elle tend vers l'action ». Idée qui elle aussi est profondément marxiste.

Ce qui fait le principal intérêt d'actualité de cette thèse, c'est qu'elle est en entière contradiction avec les directions dans lesquelles se développe actuellement la science officielle. Celle-ci tend de plus en plus à se transformer en une nouvelle métaphysique. A la suite des découvertes des rayons X, du radium, etc., les savants se sont orientés dans des spéculations sans fin sur la constitution de la matière et de l'énergie, spéculations invérifiables parce que s'appliquant à des quantités beaucoup trop faibles pour être sensibles à nos appareils de mesure. Or la science n'est plus que pure imagination lorsqu'elle quitte le solide terrain des réalités positives, c'est-à-dire mesurables. Ce qui n'est pas mesurable relève de la religion, de la magie ou de la philosophie, mais non de la science.

La science n'est pas autre chose que la mesure des quantités dont varie l'un des facteurs d'un phénomène quand les autres varient. Contre Einstein imaginant des théories plus ou moins compliquées pour expliquer des faits qui pourraient tout aussi bien être expliqués par d'autres imaginations, l'expérience n'étant pas à même de décider entre les unes et les autres, Le Châtelier dresse l'ingénieur Taylor qui par la mesure de tous les facteurs dont dépend la coupe des outils dans les machines-outils, a déterminé scientifiquement, du dremier coup, et de façon parfaite, quelle était la meilleure composition à donner à l'acier à outils, d'où les aciers rapides qui ont augmenté de la façon considérable que l'on sait la vitesse du travail des machines-outils.

Tout l'ouvrage est écrit avec une verve et un entrain qui ne font pas supposer que l'auteur est presque octogénaire. Il peut être lu par tout le monde, les exemples scientifiques qu'il contient étant généralement empruntés à la science élémentaire, et pouvant en tous cas être sautés sans qu'on perde le sens général de l'idée.

***

BERNHARD KELLERMANN : *La Mer.* Roman traduit de l'allemand par G. Sautereau. (Flammarion édit.)

Kellermann est l'auteur du *Tunnel*, roman sur l'Amérique publié en feuilleton par l'*Humanité* il y a quelques années. Depuis, a paru la traduction française du *9 Novembre*, roman sur l'Allemagne, description de la vie à Berlin à la veille de la Révolution du 9 novembre 1918. Enfin, cette année, vient de paraître *La Mer*, roman sur la France cette fois, ou plutôt roman sur la Bretagne, roman de l'île d'Ouessant.

Le Tunnel et *Le 9 Novembre* étaient des œuvres déjà puissantes, mais *La Mer* l'est encore plus. C'est en une synthèse extraordinaire la description de l'île perdue à l'extrémité du continent, balayée l'année durant par le vent et la tempête, — et de la race qu'elle a engendrée.

Cela n'a rien de comparable avec aucune œuvre d'écrivain français ou anglo-saxon; ceux-ci, du plus grand au plus petit restent toujours des analystes qui décomposent et exposent. Kellermann est au contraire l'Allemand type, il est extraordinairement synthétique. Son œuvre est comme l'élément qu'elle décrit : elle vous empoigne, sans qu'on puisse dire pourquoi. R. LOUZON.

PETITES NOUVELLES

Trouvé dans le n° d'avril de « Plebs » *la nouvelle suivante :*

« *La Compagnie Labour Publishing doit publier en avril ou mai* Depuis que Lénine est mort, *par Max Eastman, un livre contenant l'histoire des événements ayant amené la chute de Trostky et contenant aussi le testament de Lénine et divers autres documents jusqu'ici étouffés.* »

***

Lucien Descaves n'a pas abandonné l'idée d'écrire la biographie de Varlin :

« *J'ai le sujet au bout des doigts, a-t-il dit dernièrement. Avant six mois le livre sera prêt* »

***

L'Ethique à laquelle Kropotkine avait travaillé dans les dernières années de sa vie doit paraître chez Stock dans le courant de l'année.

NOUS AVONS REÇU :

P.-L. Berthaud : *Le 18 mars en province. La Commune à Bordeaux.* Brochure de 32 pages. Prix : 1 fr. (Edit. du *Cri Populaire* de Bordeaux.)

A. Rey : *La Question des Assurances sociales.* 10 fr. (Libr. Alcan.)

E. Lanty : *La Langue internationale. Ce que tout militant ouvrier doit connaître de la question.* Prix : 2 fr. 50 (Edit. de la Fédération espérantiste ouvrière, 177, rue de Bagnolet, Paris-20e).

Syndicat de l'Enseignement du Rhône : *Le Conflit du Rhône.* Brochure de 12 pages.

Marcel Boubou : *La situation matérielle et morale de l'Instituteur dans le monde.* Prix : 2 fr. (Edit. de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement).

Rosa Luxembourg : *Lettres à Karl et Luise Kautsky.* Traduit de l'allemand par Nad. Stchoupak et Desrousseaux. Prix : 7 fr. 50 (Rieder, édit.).

André Philip : *L'Angleterre moderne. Le problème social; l'Expérience travailliste.* Prix : 7 fr. 50. (Crès, édit.).

Une expérience féconde et... abandonnée

LES CONGRÈS D'USINES de la Métallurgie parisienne

Quels enseignements, utiles pour nos luttes futures, pouvons-nous tirer des Congrès d'usines qui se tinrent ces dernières années dans la Métallurgie parisienne ?

Telle est la question que nous allons examiner en évoquant comment naquit l'idée de ces Congrès, en discutant les objections qu'elle souleva, et en examinant les travaux de ces divers Congrès.

Programme d'offensive ouvrière

La cause directe de l'idée des Congrès d'usines fut l'appel lancé par le Comité national de la C. G. T. U., tenu les 15 et 16 octobre 1922, pour l'offensive ouvrière, pour l'unité de front.

Il n'est pas inutile de rappeler — on oublie vite ! — que ce Comité, après discussion sur les grèves du Havre, adopta une proposition de Gauthier déclarant :

La position défensive sur laquelle le prolétariat s'est cantonné depuis plus d'une année n'est ni conforme ni de nature à faire face aux offensives du capitalisme et que seule une offensive générale de la classe ouvrière, sur un programme unique est capable de la sortir de l'impasse où elle se trouve actuellement.

Pour ces faits, le C. C. N. charge le Bureau confédéral d'entreprendre immédiatement une propagande intense à travers le pays en vue de préparer une offensive générale du prolétariat sur les revendications suivantes :

1° *Augmentation des salaires journaliers pour tous les travailleurs sans distinction de profession en laissant le soin aux fédérations d'en déterminer le taux;*

2° *Application intégrale de la journée de huit heures.*

Cette décision plaçait tous les militants sérieux du mouvement syndical devant la tâche de préparer leurs organisations, leurs corporations, à répondre à un tel appel. C'était le problème du regroupement des forces ouvrières qui se posait. En outre, l'imminence de la Révolution allemande leur intimait l'ordre d'activer ce regroupement. Sans lui, comment pourrait-on, le cas échéant, apporter au prolétariat allemand la solidarité effective des ouvriers français ?

Les métallurgistes parisiens

L'importance d'un champ d'action tel que la métallurgie parisienne n'a pas besoin d'être démontrée. Paris est un grand centre métallurgique, le plus grand centre métallurgique français. Il groupe les usines les plus importantes de transformation des métaux et de construction mécanique. La nature même de ce travail demande un personnel nombreux qui atteint environ 200,000 ouvriers, soit le quart des 800,000 ouvriers métallurgistes français (1).

Les 200,000 métallurgistes parisiens sont répartis dans une multitude de branches; signalons cependant l'importance de quelques firmes qui occupent, comme Renault, 25,000 ouvriers, comme Citroën, 15,000; comme la Thomson-Houston, 15,000. Ces trois firmes, dont les deux premières relèvent de l'industrie automobile, la troisième de l'industrie électrique, groupent à elles seules plus du quart de l'effectif total.

Tandis que la petite industrie (bronze, petit outillage, robinetterie, etc.) se situe encore au cœur de Paris, la grande industrie possède ses usines en banlieue ou dans les quartiers de la périphérie. Renault groupe ses 25,000 ouvriers à Billancourt ; Citroën en réunit 10,000 quai de Javel, près de la Porte de Versailles, 4 à 5,000 à Levallois ; Panhard a ses usines à la porte d'Italie ; de Dion à Puteaux, etc.

Dans quelle situation se trouvait le Syndicat unitaire des métaux à l'époque où le Comité national lançait son appel ?

La scission de 1921 ne l'avait entamé que de quelques adhérents ; elle n'avait eu aucune répercussion grave.

Bien plus graves pour lui avaient été les grèves de 1920. Ses effectifs étaient tombés de 25,000 à 5,000 environ.

Ainsi donc il s'agissait pour le Syndicat des métaux de la Seine de répondre à l'appel de la C. G. T. U. Pour en être capable, il lui fallait regagner les éléments perdus, reconquérir l'influence sur les non-syndiqués, redonner confiance aux masses, solutionner le problème de l'unité en attirant dans les Syndicats unitaires les foules ouvrières.

Comment y parvenir ?

Nous nous sommes proposés d'atteindre ces buts par la tactique des Congrès d'usine.

Notre tâche a été relativement facile. Le découragement qui avait succédé aux grèves de 1920 commençait à faire place à un état d'esprit nouveau que l'héroïque grève du Havre avait contribué à créer. Le chômage qui avait sévi en 1921 et au début de 1922 commençait à disparaître. Des grèves partielles, limitées à une usine ou à une localité, furent conduites avec succès. Néanmoins, la majeure partie des ouvriers n'était toujours pas d'avis de rejoindre les organisations syndicales. Du côté patronal, l'organisation, loin d'avoir fai-

(1) Ce chiffre de 800,000 comprend toutes les catégories d'ouvriers métallurgistes, depuis ceux qui traitent le minerai dans les hauts fourneaux jusqu'aux metteurs au point des différentes machines-outils ou moteurs.

bli, s'était puissamment renforcée (1). Le « Groupe des Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne » ne cachait pas son intention d'opérer des diminutions de salaires. Mais, profitant de la leçon du Havre, il cherchait des moyens moins brutaux, mais tout aussi efficaces, pour aboutir au but projeté.

C'est dans ces conditions que fut lancé l'appel aux ouvriers métallurgiques, syndiqués ou non-syndiqués ou syndiqués d'ailleurs, à se réunir par usine et à désigner des délégués à un Congrès de toutes les usines qui examinerait les revendications à formuler et les moyens propres à les faire aboutir.

Accueil divers.

L'idée d'un Congrès d'usines fut accueillie très différemment suivant les milieux. Seuls dans la presse ouvrière, *La Lutte de classes*, où collaborait le noyau de camarades groupé actuellement autour de la *Révolution Prolétarienne*, fit un accueil chaleureux à cette initiative. *L'Humanité* ne nous fut acquise que quelque temps après, lors de la rentrée de nos amis Monatte et Chambelland qui s'employèrent à donner à notre campagne l'écho qu'elle méritait.

Parmi les militants, nous vîmes les anarchistes-syndicalistes combattre cette idée, sous prétexte que le fait d'entraîner les non-syndiqués dans la lutte de classes était une négation du syndicalisme. Ils oubliaient que l'histoire du syndicalisme n'est glorieuse que dans la mesure où il s'est identifié avec la classe ouvrière. L'exemple vient du Havre, où une petite minorité de syndiqués avait livré, d'accord avec la presque unanimité des travailleurs de cette ville, une bataille qui restera parmi les plus belles pages de l'histoire de notre classe. Ceci aurait dû pourtant les faire réfléchir. Cette attitude ne les empêcha pas, tout au moins certains d'entre eux, de revendiquer par la suite la paternité de l'idée quand celle-ci triompha.

Les réformistes furent d'accord avec les anarchistes-syndicalistes pour affirmer que la tactique des Congrès d'usines était une négation du syndicalisme et qu'en propageant cette conception nous obéissions à un ordre de Moscou.

Au Syndicat des métaux, les militants responsables restèrent sceptiques, mais n'entravèrent point la propagande ; il s'y rallièrent et aidèrent ensuite au succès de la campagne engagée.

Dans les usines, l'idée fut accueillie avec sympathie. Nous eûmes le plaisir de voir des syndiqués de la vieille C. G. T. passer outre aux ordres de leurs chefs et réaliser le front unique à la base, en participant à la nomination des délégués.

Certains se sont plu et se plaisent encore à confondre l'idée des Congrès d'usines avec celle des Conseils d'usines. Ils confondent une méthode d'organisation avec les résultats qui auraient pu en être l'aboutissant si, pour des raisons qui ne s'expliquent pas, on n'avait pas abandonné une tactique qui avait donné des résultats probants.

(1) M. Richemond, le président du « Groupe des Industries métallurgiques », dans sa préface au livre de M. Villey : « L'organisation des employeurs dans l'industrie française » a défini ainsi le point où en était arrivée l'organisation patronale : « Vous insistez avec juste raison sur ce fait, vraiment nouveau et *d'une rare importance*, que les patrons en sont arrivés, non seulement à fixer les salaires en commun, mais encore à se communiquer entre eux les salaires qu'ils paient effectivement pour aboutir aux unifications et réajustements désirables. »

La tactique des Congrès d'usines, ayant pour but un regroupement non pas occasionnel, mais sérieux, s'inspirait du paragraphe suivant de la motion minoritaire présentée en 1920 au Congrès confédéral d'Orléans :

Le redressement indispensable du syndicalisme français sera le fruit d'une réorganisation de nos Syndicats, établissant des attaches plus directes avec les travailleurs de l'atelier, du bureau et des champs.

C'est donc vers l'atelier que nos efforts doivent se porter.

Le Syndicat d'industrie doit, dès maintenant, se préparer au rôle de constructeur qu'il aura dans la société transformée. La préparation des individus à une besogne constructive doit marcher de pair avec la préparation à la révolution, qui est la seule raison d'être du syndicalisme contemporain.

Des groupes d'ouvriers syndicalistes doivent se former dans les ateliers, les usines, les fabriques, partout où il y a des hommes sous la domination économique d'une minorité de profiteurs.

Nous avons toujours pensé que les Conseils d'usines ne connaîtront une existence effective et durable que dans une période révolutionnaire ou prérévolutionnaire. Les expériences de Russie, d'Allemagne, d'Italie, du Luxembourg sont là pour le confirmer. Toutefois, le fait de convoquer les ouvriers en vue de désigner des délégués à des Congrès régionaux d'industrie permettait de développer un rythme d'organisation partant de l'union des ouvriers dans l'usine, en vue de faire aboutir certaines revendications, pour atteindre l'organe du pouvoir prolétarien que doit être le Conseil d'usine.

Les organisations patronales ne restèrent pas indifférentes à la campagne engagée. Elles la suivirent avec attention et dès le 18 novembre 1922, l'*Usine* jetait le cri d'alarme ; elle terminait un article de commentaires par ces mots : « Il faut veiller. »

L'un des enseignements à tirer de la période de préparation des Congrès d'usines, c'est la constatation de la différence de sentiments existant entre les modestes militants des usines et les militants en vue du mouvement ouvrier. Au scepticisme des derniers, les masses ouvrières répondirent en assurant par une représentation sérieuse le succès du 1er Congrès d'usines dont les deux sessions se tinrent le 25 mars et le 29 avril 1925.

LE 1er CONGRÈS

La première session du 1er Congrès d'usines se tint le 25 mars 1923 dans la grande salle de la rue Grange-aux-Belles. Le nombre imposant des délégués, l'importance des effectifs représentés faisaient de ce Congrès une réalisation pratique du front unique. L'un des buts principaux des organisateurs était atteint : le bloc ouvrier de la métallurgie parisienne était reconstitué. Il ne restait plus qu'à cimenter la liaison obtenue en fixant des revendications communes et les moyens de les faire aboutir.

Etablir un cahier de revendications communes paraissait facile. Ce l'est pour une corporation bien définie, n'englobant que quelques milliers d'ouvriers, mais le problème est autrement compliqué quand il s'agit d'une industrie englobant plus de 200,000 ouvriers divisés à l'infini.

L'industrie a atteint un degré de développement permettant d'appliquer des méthodes bouleversant les anciennes conditions de travail et divisant les travailleurs en un grand nombre de catégories et

de sous-catégories. Un des caractères les plus remarquables de cette transformation a été l'entrée comme facteur de production d'un grand nombre de manœuvres qui, à l'aide de machines perfectionnées et grâce à l'établissement du travail en série, purent assurer l'exécution des travaux autrefois accomplis par une main-d'œuvre qualifiée. Le salaire avait de ce fait tendance à prendre comme base non plus la valeur professionnelle de l'ouvrier, mais la valeur de la pièce exécutée. L'extension du travail aux pièces tend à généraliser cette nouvelle base de rétribution. Il n'est pas rare de rencontrer des manœuvres travaillant aux machines gagner de ce fait des salaires supérieurs à ceux des professionnels.

Signalons aussi la complexité des différents modes de rémunération (1) et nous aurons un tableau des difficultés auxquelles se heurtait un cahier de revendications communes.

Les 5 francs

La plus grande partie de la première journée du Congrès fut absorbée par cette question. La Commission désignée par le Congrès proposa une demande d'augmentation générale de cinq francs, à titre d'indemnité de vie chère, augmentation ne devant jouer dans aucun cas sur les primes diverses allouées pour travail aux pièces, au temps donné, au rendement.

La Commission du Congrès déclarait également que cette augmentation générale était nécessitée par le coût croissant de la vie, mais que la question des salaires ne pouvait être réglée que par l'application d'un barème uniforme sur les bases horaires de 4 francs pour les professionnels, 3 fr. 50 pour les manœuvres spécialisés, 3 fr. 25 pour les manœuvres. Une proposition de la Commission d'organisation prévoyant un salaire minimum journalier de 20 francs ne fut pas retenue par la Commission du Congrès qui commit là une erreur, oubliant que de nombreux manœuvres non occupés aux machines gagnaient des salaires infimes. Une enquête patronale reconnaissait en effet que le salaire journalier minimum payé au début de 1922 aux manœuvres était de 14 francs.

Les revendications relatives à la jeunesse ouvrière furent également incluses dans les propositions de la Commission, ainsi que la suppression du travail aux pièces.

Le Congrès adopta les rapports déposés par la Commission d'organisation concernant les huit heures, l'impôt sur les salaires et celui concernant les modalités propres à assurer la liaison entre ouvriers des usines de métallurgie et voiture-aviation.

L'adoption de ce raport consacrait les Congrès d'usines qui devaient être réunis régulièrement par les Syndicats organisateurs.

(1) Dans l'ouvrage déjà cité de M. Villey, nous pouvons lire au sujet de la complexité des salaires ce qui suit : « Nous n'avons pas pu établir avec précision la comparaison des salaires versés aux professionnels des industries des métaux aux différentes époques. Les difficultés d'un tel travail consistent, d'une part, dans l'insuffisance des indications relatives à la période d'avant-guerre ; en second lieu dans la grande diversité des catégories existantes ; enfin, et surtout, *dans la multiplicité des méthodes de rémunération du travail,* qui vont de la formule simple du salaire à l'heure *aux formules infiniment variées* de salaires aux pièces, aux primes, au rendement, et rendent les comparaisons à peu près impossibles, même pour une catégorie bien déterminée. »

Une Commission mixte composée de délégués de Syndicats et de délégués d'usines fut chargée de mettre en application les décisions prises et notamment de soumettre au Syndicat patronal les revendications adoptées par le Congrès.

Les patrons ne répondent pas

La période qui s'écoula entre la première et la seconde session permit aux militants de redoubler d'activité.

Les patrons jugèrent inutile de répondre ; ils craignaient de consacrer par une discussion une forme d'organisation qu'ils jugeaient dangereuse ; ils affirmaient par là leur mépris coutumier des ouvriers qu'ils exploitent.

Leur refus de discuter ne saurait être interprété comme de l'indifférence envers le mouvement engagé. Celui-ci avait déjà eu pour résultat de faire renoncer les patrons à un projet de diminution de salaires. Dans maints endroits, des augmentations étaient acquises sans coup férir. Une circulaire du Groupement des Industries métallurgiques en date du 12 avril enjoignit aux patrons de ne plus céder individuellement aux revendications ouvrières :

Notre position est très claire et votre conduite nettement tracée : ou bien des cas individuels nécessitaient un réajustement et vous avez dû y procéder..., ou bien de telles modifications ne s'imposaient pas; en aucun cas, vous ne pouvez désormais accepter d'envisager, sous la pression dont on vous menace, la revision d'une situation qui vient d'être examinée et réglée par nous.

Il y a lieu de noter que la question de relèvement des salaires, sous forme collective, dépasse la compétence des établissements et ne peut être traitée que par le groupement.

La deuxième session du Congrès qui se tint à la Bellevilloise, le 29 avril, réunit plus encore d'usines que la première.

A la tribune, ce fut un défilé de délégués mettant le Congrès au courant de la situation respective de leur usine. Pas de grands discours, des exposés simples et précis permettant de se faire une opinion de la situation générale et des possibilités d'action.

Il ressortait nettement de cette consultation que dans la plupart des usines des augmentations de salaires avaient été accordées ; elles étaient parcimonieuses, favorisant certaines catégories au détriment d'autres, mais aboutissaient en fait à rendre plus difficile l'action revendicatrice.

Il restait au Congrès à déterminer quels moyens d'action seraient employés. Il était impossible d'envisager une grève générale. La proposition suivante de la Commission fut acceptée : choisir un certain nombre d'usines où les salaires étaient les plus bas, les conditions de travail les plus mauvaises, porter ses efforts dans ces boîtes, y déclencher des grèves soutenues par l'ensemble des usines restant au travail.

Ce projet était sage. L'exercice de la solidarité dans les usines continuant à travailler aurait développé l'organisation y existant. On aurait pu faire élever les salaires dans certaines usines où ils étaient particulièrement bas.

Malheureusement cette tactique ne fut pas suivie ; elle ne put pas entrer en application. De nombreuses usines débrayèrent ; non pas celles qui étaient visées dans le projet, mais bien celles où l'organisation était développée. En conséquence, la

solidarité en fut gênée, les usines qui s'étaient conformées aux directives adoptées renâclaient pour exercer la solidarité envers les usines en grève.

Une question se pose, que nous examinerons d'ailleurs dans d'autres occasions, c'est celle de la discipline dans les grèves. Sans vouloir régler la marche de celles-ci comme du papier à musique, il nous sera permis de dire que devant la force de l'organisation patronale une discipline dans l'action, une méthode dans la préparation de celle-ci s'impose. L'impulsivité peut dans certains cas, et ce fut précisément le cas à ce moment, desservir la classe ouvrière et servir les intérêts de la classe patronale.

Poussée de grèves

Un court examen des grèves qui suivirent la deuxième session du 1er Congrès d'usines est nécessaire. Nous relatons donc les principales .

Une des plus caractéristiques fut celle des Fonderies Debard, en ce sens qu'elle adoptèrent le principe de la liaison par firme adoptée au Congrès. Deux de ces usines se trouvent à Paris (Oberkampf et Picpus), une troisième à Châteauroux. Le 30 avril, l'usine Oberkampf se met en grève réclamant une augmentation de salaire, le patron fait des offres que les ouvriers repoussent comme insuffisantes. Cette grève a son écho à Châteauroux où la direction renvoie un délégué ; grève dans cette usine, dans le but de faire réintégrer le délégué frappé et profitant de l'occasion on pose des revendications de salaires.

C'est alors que l'usine Picpus, la mieux organisée syndicalement, se met en branle ; son action fut décisive et satisfaction fut donnée au personnel des trois usines.

A la S. E. V., usine occupant beaucoup de jeunes gens et de femmes, la grève déclenchée le 3 mai dura une quinzaine et prit fin sans aucune satisfaction pour le personnel.

Chez Ducellier, les deux usines de Paris et d'Ivry se mettent en grève simultanément ; elles obtiennent la réintégration d'un délégué renvoyé, le respect des huit heures et une promesse d'augmentation de salaires.

Chez Petit-Vicard et Cousin, à Saint-Ouen, après trois semaines de grève les ouvriers rentrent aux anciennes conditions de travail ; ils obtiennent toutefois la reconnaissance des délégués d'atelier.

A la Société mécanique de Gennevilliers, après quinze jours de grève, les salaires sont augmentés de 0 fr. 15 à 0 fr. 35 de l'heure ; le Comité d'usine est reconnu et les 48 heures respectées.

Chez Hispano-Suiza, après la grève des bras croisés pendant toute une journée, pour faire aboutir les revendications du Congrès, l'usine fut fermée pendant trois jours. Les professionnels, à la réouverture, prirent leur compte, désorganisant la production.

Ce dernier exemple fut suivi en maints endroits. Cette façon de faire porte préjudice évidemment au patronat mais elle porte préjudice aussi au mouvement. Aucune grande lutte n'est possible ; c'est la guérilla et non la bataille sur un vaste terrain où l'on frappe efficacement l'adversaire.

Relâchement

Cette série de grèves ne laissa pas derrière elle une mauvaise impression, mais elle désorganisa le mouvement naissant des Congrès d'usines. Le patronat se préparait à briser l'organisation naissante dès le premier corps à corps. Il n'y eut pas lutte à vrai dire. Pour accentuer la désorganisation, il adopta, vis-à-vis ces grèves, qu'il dénomma « grèves tournantes », la décision de supprimer l'embauchage dans toutes les usines de la région.

Un relâchement suivit ces grèves, comme toute dépression suit un effort, surtout quand celui-ci, et c'était le cas pour la métallurgie parisienne, est un premier effort après une longue somnolence.

Ce relâchement aurait été de courte durée, si le Syndicat des métaux n'avait pas renoncé à la tactique des Congrès d'usines. Cette tactique avait eu l'avantage pourtant de le lier aux masses de la métallurgie, d'augmenter ses effectifs d'un tiers, de l'amener vers une forme plus rationnelle en contribuant à la fusion avec la voiture-aviation et surtout de faire faire un pas à l'organisation, en lui donnant une base dans l'usine même.

Un an après

Le début de 1924 allait être marqué par une certaine fièvre dans la métallurgie parisienne ; différents conflits éclatent de part et d'autres. Le plus important et le premier en date fut celui de chez Citroën.

Dans une étude sur la stratégie des grèves de cette époque, Pelletier a présenté dans l'*Ouvrier sur métaux* de septembre 1924, un tableau exact de la situation :

« Grève Citroën, en deux phases. La première spontanée et unanime, enlevée d'enthousiasme par les militants et, par un geste de solidarité magnifique, surprend le patronat qui paraît céder, et 48 heures après c'est la rentrée avec une victoire sans lendemain ! La deuxième phase est différente. Citroën, le Comité des Forges, dans la paix revenue, ont le temps de souffler... et de réfléchir !... Et ce n'est pas long.

« Il ne leur est pas difficile de constater la fragilité sur laquelle a reposé le mouvement. Sur 10 ou 12,000 ouvriers, il n'y a peut-être pas 100 organisés. D'autre part, ils comprennent fort bien que, lancés dans un premier geste qui leur a réussi, les militants et les ouvriers grisés par ce hâtif succès, vont essayer de se fortifier et que, fatalement, cette première victoire les amènera à envisager la possibilité d'obtenir de meilleures conditions de travail et de salaires qu'ils n'ont connu jusqu'à ce jour. C'est là une psychologie très humaine et contre laquelle les patrons se prémunissent depuis longtemps. Et Citroën agit. Il impose, par voie d'affiches, la récupération d'heures perdues, un samedi après-midi. C'est la provocation ! Réunions, délégations et refus patronal de revenir sur sa décision. C'est la grève, voulue et provoquée par le Comité des Forges.

« Le conflit se déroule 3, 4 semaines. La solidarité, les secours s'organisent, mais ils arrivent bien tard et forcément insuffisants. Misère, économies disparues, manque de conscience, découragement du côté ouvrier ; police, gouvernement, solidarité industrielle, lutte féroce du côté patronal. Malgré l'ardeur et l'activité des militants, petit à petit les ouvriers et ouvrières rentrent. Les professionnels sont encore dehors ; oui, mais l'usine marche !... *Et c'est la fin tragique sans que les organisations syndicales n'aient pu ou n'aient su, à aucun moment, être les maîtres de ce mouvement voué à l'échec certain au bout de huit jours.* »

En même temps que ceux de chez Citroën, les ouvriers de chez Panhard, non représentés au Congrès de 1923, se mettaient en grève. Leur mouvement sporadique fut brisé au bout de quelques

jours; les délégués furent renvoyés; néanmoins une augmentation de 0 fr. 15 fut obtenue.

Quelle influence purent avoir sur ces conflits les idées propagées par le Congrès d'usines de 1923 ? Ce fut incontestablement inciter les ouvriers des grandes firmes à créer leurs conseils d'usines pour entrer en bataille. Les grévistes de chez Citroën, de chez Panhard avaient compris la nécessité d'être organisés dans l'usine, quand éclata leur conflit; ils s'organisèrent trop tard il est certain, et sitôt organisés ils s'illusionnèrent sur leur force et méconnurent celle de leur ennemi.

Un conseil d'usine, pour être une arme efficace, ne doit pas être formé à la dernière heure, il ne peut non plus être isolé de l'organisation syndicale. Le conflit Citroën montre les ouvriers victorieux dans la première manche quand ils ne trouvent que Citroën en face d'eux; ils sont défaits quand le Comité des Forges entre en danse.

LE 2e CONGRÈS

Ces grèves obligèrent la direction du Syndicat à chercher les moyens d'apporter au conflit Citroën la solidarité des métallurgistes parisiens. Sans enthousiasme, on décida de réunir les délégués d'usines. On recourut à ce moyen, à défaut d'autre, sans espérer que ce Congrès aurait le succès de celui de 1923. Un secrétaire du Syndicat, à qui nous reprochions à ce moment la mauvaise préparation du Congrès, nous répondit qu'à ce Congrès n'assisteraient que quelques militants.

La façon dont les usines répondirent à l'appel démontre que la tactique des Congrès d'usines avait toujours sa valeur.

Le nombre des délégués présents à la session du 9 mars ne fut pas inférieur à celui des sessions précédentes. Hélas, la tenue du Congrès fut des plus déplorables. Le bureau du Syndicat qui avait fait en sorte d'évincer les militants lui déplaisant, qui avait négligé la liaison avec la Fédération, s'avéra absolument incapable de donner une direction aux débats et une solution aux questions posées. D'autre part, le Congrès convoqué trop tard sentait planer sur lui la défaite des grévistes de chez Citroën.

Le seul résultat positif de cette session fut la consécration d'un Syndicat autonome ne se composant à cette époque que de quelques individualités. Sans avoir fait le moindre travail, le Congrès s'ajourna et décida la convocation d'une session pour le 23 mars.

Devant ces faits, le bureau de la Fédération des Métaux convoqua les membres du bureau du Syndicat à une réunion commune avec la Commission exécutive fédérale, et bien que le motif de convocation du Congrès : la grève Citroën, n'existât plus, il fut jugé nécessaire de travailler sérieusement à une meilleure tenue de la seconde session qui, devant la campagne engagée par la C.G.T.U. pour les 6 francs, avait la tâche importante de préparer le prolétariat de la Métallurgie parisienne à toute éventualité possible.

Dans ce but, sous la pression des militants, la direction du Syndicat s'écarta et celui-ci fut représenté à la Commission du Congrès par deux camarades choisis parmi les militants ayant participé à la préparation des Congrès antérieurs. Cette Commission décida d'inviter les organisations syndicales à participer à ce Congrès. aucune réponse ne parvint de la vieille C. G. T. Les syndicats chrétiens s'excusèrent de ne pouvoir participer à une manifestation de lutte de classes.

Pour des raisons d'ordre matériel cette seconde session fut ajournée au 30 mars. Comme les précédentes, elle attira un grand nombre de délégués d'usine.

Elle examina les projets qui lui furent soumis par la Commission d'organisation. Le premier avait pour but de définir ce qu'il fallait entendre par conseil d'usine; de quelle façon la liaison entre ceux-ci devait s'opérer localement et industriellement.

Le Congrès en adoptant ce projet fit sienne cette définition : « Le Conseil d'usine ne peut être que l'expression de tous les salariés travaillant dans l'usine, quelle que soit leur profession ou leur opinion. » Les non-syndiqués n'étaient pas écartés des conseils d'usines.

Il admit également, contre les prétentions des syndicalistes purs réclamant l'autonomie des conseils d'usines, la liaison de ces derniers avec les organisations syndicales centrales qui désiraient œuvrer avec les ouvriers groupés dans les conseils d'usines.

Le second projet adopté concernait l'action. La grève Citroën était terminée. Un mouvement d'ensemble était-il possible ? Ce qui distinguait ce rapport fut le souci de tenir compte dans le déclenchement de l'action de la situation économique et de la nécessité de n'engager un mouvement de revendications générales qu'en liaison avec les organisations syndicales centrales.

En adoptant ce projet, le Congrès laissait le soin à la Commission issue du Congrès « d'examiner attentivement la situation et de préparer l'action dont la forme définitive ainsi que l'heure seront fixées d'accord avec la Fédération unitaire des Métaux en s'appuyant sur l'ensemble des Fédérations groupées dans la C. G. T. U. ».

Toute décision d'action devait être soumise à la ratification d'une assemblée de délégués d'usines.

La Commission n'eut pas à élaborer de plan d'action ; la C. G. T. U. abandonna, en raison des circonstances qui s'imposaient, l'idée d'un mouvement général pour les six francs. Toutefois, il est incontestable que si ce mouvement avait éclaté, grâce à la tactique des Congrès d'usines, le prolétariat de la Métallurgie parisienne y aurait répondu avec ensemble.

Cette dernière session du Congrès des usines adopta également l'idée d'une caisse de solidarité unissant syndiqués et non-syndiqués. La Commission mit au point ce projet qu'une assemblée de délégués convoquée à ce sujet approuva.

La constitution de cette caisse de solidarité, non seulement s'inspirait de l'exemple que nous donne chaque grève en unissant dans un même combat et une même solidarité les éléments syndiqués et non-syndiqués, mais elle avait la vertu de donner aux conseils d'usines une fonction durable. celle de percevoir la cotisation de solidarité, et par cela même contribuait à leur création et leur développement.

Sans lendemain

L'expérience des précédents Congrès, notre nomination comme secrétaire de la Commission centrale des délégués d'usines allait nous permettre, nous l'espérions, de poursuivre la réalisation des tâches décidées par le dernier Congrès d'usines. Nous nous mîmes à l'ouvrage, mais l'obstruction qui nous fut faite par le secrétariat du Syndicat des métaux, animé d'un esprit

bureaucratique des plus étroits, ne nous permit pas de réaliser nos projets.

Organiser le mouvement des Congrès d'usines sans s'appuyer sur les Syndicats c'était faire œuvre de fractionnement de la classe ouvrière. Nous partions de ce principe que le mouvement ne pouvait vivre qu'autant que le Syndicat voulait bien en rester l'animateur. Puisqu'il s'y refusait, il n'y avait qu'à attendre le jour où il comprendrait son rôle.

Nous démissionnâmes de notre poste de secrétaire en jetant un cri d'alarme dans l'espoir de trouver parmi les militants un appui pour redresser la situation.

Hélas ! au sein des Métaux unitaires une lutte sournoise était menée contre les syndicalistes communistes par les soi-disant communistes purs. La méthode des Congrès d'usines ne pouvait garder aucune valeur du moment que ses initiateurs n'étaient pas dans la « ligne ». Elle a été abandonnée.

Inutile maintenant de parler de Comités d'usines, de Congrès d'usines, au Syndicat des Métaux de la Seine. Pelletier, membre de la Commission exécutive du Syndicat, désireux de ramener l'attention des syndiqués sur ces questions, écrivit un article ; le bureau du Syndicat le refusa, prétextant que cet article n'est pas dans la ligne... du parti.

A la propagande pour les conseils d'usines, on préféra celle pour les Comités d'unité prolétarienne (1). A la liaison avec les masses, on préféra la liaison occulte avec le petit état-major dont nous avons déjà parlé dans cette revue.

Pourtant le problème du regroupement des forces ouvrières dans la métallurgie parisienne reste à l'ordre du jour. Il est impossible que l'organisation syndicale ne tente pas tôt ou tard un effort pour essayer de conquérir les éléments qui lui manquent pour remplir son rôle qui est appelé à être grand dans la vie sociale de ce pays.

VICTOR DELAGARDE.

Syndicats et Parti

CHACUN SA BESOGNE

L'organisation des Métaux de la Seine peut être considérée comme le Syndicat d'expériences du Parti communiste. C'est un fait connu par trop de militants pour qu'on puisse le contester. Se trouve-t-il un cas particulier difficile à faire accepter, une théorie, un principe à faire prévaloir, on peut être certain par avance que les Métaux de la Seine seront aveuglément prêts à accomplir les actes que le Parti demande aux organisations syndicales.

Certes, depuis longtemps, la grande majorité des adhérents est acquise aux conceptions syndicalistes - communistes ; la direction actuelle (Commission exécutive) quels que soient ses actes, est toujours sûre d'être approuvée. Cela ne peut empêcher qu'elle commette des erreurs et qu'elle aille au delà des limites logiques fixées par le rôle respectif de l'organisation syndicale et du Parti.

Les actes accomplis et les décisions prises, avec la certitude qu'une absolution passive interviendra, tient-on compte des conséquences où se trouve entraînée l'organisation ?

Quelques décisions de la Commission exécutive m'apparaissent dangereuses et contraires aux intérêts du Syndicat. Entre plusieurs, plus ou moins importantes, j'entends indiquer celle qui fut prise concernant le Congrès des jeunes ouvriers.

Saisie par la 4e *Entente des Jeunesses Communistes*, convocatrice de ce Congrès, d'une demande de participation morale et financière, la Commission du Syndicat décida d'allouer une subvention aux Jeunesses Communistes pour la propagande en faveur de ce Congrès.

Certes, je n'ai pas la pensée de m'élever contre l'organisation d'un Congrès d'ouvriers, jeunes ou adultes ; c'est en particulier une tactique que nous avions suivie pendant deux années dans les Métaux de la Seine pour la propagande et la constitution des Comités d'usines. Cette tactique fut bonne ; elle donna des résultats et nous aurions dû la continuer. Mais ce qui m'apparaît inadmissible, c'est que ce soit les Jeunesses Communistes qui se chargent de l'organisation d'un Congrès de jeunes ouvriers dont le but est de faire aboutir les revendications morales et matérielles de la jeunesse ouvrière.

Il me semble, jusqu'à preuve du contraire, que la défense des revendications ouvrières est un travail d'ordre syndical et qu'en l'espèce l'Union des Syndicats de la Seine était toute qualifiée pour organiser ce Congrès dans la région.

Le rôle des communistes était de faire le maximum d'efforts dans leurs Syndicats et leurs ateliers pour la réussite de ce Congrès de jeunes qui, j'en suis convaincu, aurait été quelque peu plus important si l'Union l'avait organisé elle-même, avec l'appui de ses Syndicats, les jeunes communistes y aidant les premiers.

Toujours est-il que la C. E. des Métaux de la Seine, en acceptant dans sa presque unanimité de subventionner les Jeunesses Communistes, a reconnu en fait que le Parti avait le droit de se substituer à l'organisation syndicale pour une besogne qui doit rester la sienne propre.

Autre fait : Le 2 avril, la Commission refuse par principe un secours à une coopérative syndicale de production. Le 16 elle accepte d'examiner sous toutes ses formes (financières, techniques, comerciales, etc.) la possibilité pour le Syndicat ou par son appui, de renflouer une autre coopérative neutre, celle-là, dont le montant de rachat se situerait entre 200 et 400,000 francs.

Deux décisions aussi contradictoires, c'est pour le moins manquer de logique.

Est-ce la personnalité politique du camarade directeur de cette coopérative qui a déterminé une telle différence de jugement à quinze jours d'intervalle ?

Quel intérêt l'organisation des Métaux de la Seine pourrait bien retirer de cette affaire, dans l'hypothèse même la plus favorable ?

Il me paraît tout à fait inutile de traîner, soit directement, soit indirectement, un tel boulet. J'ose espérer que la Commission saura éviter cette erreur. Elle n'abusera pas davantage de ses pouvoirs très largement étendus, mais non absolus.

A. PELLETIER,

(1) Mais il est difficile de cacher l'échec des Comités dits d'unité prolétarienne. Costes, secrétaire de la Fédération communiste, avouait dernièrement qu'on avait pu en tout en constituer 13 dans la région parisienne.

Le dernier Comité Exécutif élargi de l'I. C.

APRÈS SIX MOIS DE BOLCHEVISATION

Le dernier Exécutif élargi de l'I. C. a été la digne continuation du Ve Congrès mondial, c'est-à-dire du sabotage des résultats des quatre premiers Congrès, de plusieurs années de travail opiniâtre, de tout ce qui fut accompli sous la direction de Lénine et de Trotsky.

Puisse-t-il donner à réfléchir à tous les communistes sérieux, sincères, dévoués à leur cause, — et aider à se ressaisir ceux qui n'avaient pas encore compris.

Premiers aveux.

A la veille de l'ouverture de la session, la *Pravda* du 21 mars publiait un éditorial embarrassé confirmant le revirement accompli dans l'esprit des dirigeants de l'I. C. (déjà signalé ici) et qui allait être imposé à la docile cohorte des « léninistes de 1924 » composant l'assemblée.

« *Après le Ve Congrès, disait la* Pravda, *il s'est formé une nouvelle situation* (sic) : *l'absence d'une situation révolutionnaire immédiate en Europe centrale; le développement de la gauche ouvrière anglaise; l'accentuation de la lutte nationale-révolutionnaire en Orient...* »

Ainsi, après avoir grossièrement insulté Trotsky et Radek, coupables d'avoir été clairvoyants les premiers après la retraite d'Octobre 1923 en Allemagne, d'avoir les premiers constaté le reflux de la vague révolutionnaire, on est obligé, un an plus tard, de reconnaître *qu'ils avaient raison*. On le fait d'ailleurs à contrecœur, sans franchise ni dignité, et par suite sans en tirer les déductions logiques.

Après avoir tonitrué que la situation devenait de plus en plus révolutionnaire; que le plan Dawes précipiterait la catastrophe; que tout contradicteur n'était qu'un menchevik, un droitier, un trotskyste, etc., — il faut avouer platement que tout cela n'était que bluff et procédé d'intimidation...

On se rappelle comment Rosmer s'était vu traiter pour avoir soutenu que la gauche du *Labour Party* n'était pas la gauche social-démocrate allemande et qu'il fallait collaborer avec elle. Aujourd'hui, les insulteurs sont obligés de battre en retraite et d'accorder une importance énorme à la gauche du *Labour*, cependant que l'insulté est hors du Parti, ayant eu tort de dire vrai un an avant les brouillons.

La *Pravda* termine son éditorial par une déclaration méritoire :

« *Maintenant, il nous faut moins de parades, mais plus de travail obstiné, systématique* ».

« Parades », c'est-à-dire en Russie moins de remises de drapeaux, de défilés, de salamalecs, de mises en scène, etc. Nous applaudissons à cette belle résolution. Mais qui a supprimé la discussion dans les assemblées du parti pour les remplacer par des « parades » ? Pas nous, assurément.

A épingler encore une affirmation remarquable du même article :

« *On peut dire que la période historique en cours peut être caractérisée comme une période de lutte pour la conquête de la paysannerie.* »

Et la conquête du prolétariat ? Ce sera sans doute pour plus tard ? A moins que ce ne soit déjà fait ? Quel beau marxisme, quel splendide léninisme ! On fera la révolution prolétarienne sans le prolétariat. Les paysans suffiront ! Il ne s'agit, du reste, que de les conquérir... Pour cela, il n'y a qu'à imprimer d'illisibles thèses.

Tout va bien!

Après avoir lâché du lest, on pouvait s'offrir le luxe de congratulations réciproques sur les beaux partis, la belle Internationale qu'on avait faits après s'être délivré de tous les empêcheurs de s'extasier en rond. Tout va bien en France ! Tout va bien en Allemagne ! Tout va bien partout ! Il y a bien encore quelques cadavres récalcitrants : on avertira ces Radek, ces Brandler et autres Thalheimer qu'ils aient à faire les morts une bonne fois. Il y a bien encore quelques gêneurs, un Bordiga par ci, un Kreibich par là... Un avertissement bien senti, avant exclusion !

Mais voici d'abord les articles des maîtres de l'heure, Zinoviev et Staline : la *Pravda* du 22 les juxtapose comme deux concurrents. Tous deux disent à peu près la même chose et, dans ces immenses délayages de lieux communs, on ne peut retenir que la répétition de l'aveu de la veille. Il leur a fallu piller Trotsky pour dire quelque chose d'exact.

Gallacher écrit, sur la situation en Grande-Bretagne :

« *Le 6e anniversaire de l'I. C. trouve le P. C. anglais face à des conditions exceptionnellement favorables à la création d'un parti communiste de masse. Le P. C. anglais sera-t-il à la hauteur de sa tâche ?* » Ce point d'interrogation est d'une modestie rare dans l'I. C. actuelle; il est vrai que notre parti anglais n'est guère en mesure de plastronner; nous aussi, nous nous posons la question de Gallacher, et non sans inquiétude quand nous voyons les méthodes actuellement en vigueur. Souhaitons que l'optimisme de Gallacher soit justifié.

Mais il paraît que tout va pour le mieux dans la meilleure des Internationale. C'est John Pepper qui le proclame à grand renfort de chiffres, d'affirmations énergiques, d'assurances superbes.

Pour donner une idée de la perspicacité de l'auteur, citons au moins quelques lignes :

« *Après le Ve Congrès, nous avons subi quelques défections : Rosmer et Monatte en France, Höglund en Suède, (ô chronologie, ô assimilation !) Newbold en Angleterre, etc. Mais malgré ces « crises », et dans une mesure importante grâce à ces crises, nos partis ont grandi.*

« *En France, le nombre de membres du parti après le Ve Congrès est monté de 55,000 à 80,000...* »

Et plus loin : « *A Paris, à la démonstration Jaurès, 100,000 personnes ont participé* ». (Toujours grâce au Ve Congrès !)

Au nom de la délégation allemande, Ruth Fisher affirme que tout va bien dans son parti. Elle ne donne pas de chiffres... Cela vaut mieux en effet. Il est dur d'avouer que la « bolchevisation » a coûté au parti plus de la moitié de ses membres. R. Fisher préfère vaticiner sur les élections présidentielles :

« *La social-démocratie*, écrit-elle, *vit un moment très difficile grâce à l'affaire Barmat et au démasquement de la vénalité inouïe de sa clique de chefs, le parti social-démocrate n'a présenté de candidat que sous la pression du P. C. Mais même ce geste d'opposition n'aura aucune influence sur l'issue des élections* (!) *étant donné que le candidat social-démocrate n'a absolument aucune chance de succès* (!!!), etc. »

Quelques jours après, on apprenait que le candidat socialiste *avait gagné un demi-million de voix* malgré l'affaire Barmat, et que le P. C. *en avait perdu près d'un million.* A part cela, Ruth Fisher ne bluffe pas, ne ment pas, et fait toujours preuve d'une clairvoyance extraordinaire.

Toutes les délégations, à l'exception de l'allemande qui se flatte de posséder en Ruth Fisher une personnalité éminente (on vient d'en juger), ont publié des articles collectifs, signés : La délégation de tel pays. Thème général : *tout va bien.*

La délégation française, dûment chapitrée, récite studieusement sa leçon. Zinoviev a dit : il faut 50,000 membres du Parti dans la Seine, et 100,000 en France. Donc : la « tâche » du parti français est de « porter d'un rythme rapide *(sic)* l'effectif du parti à au moins *(sic)* 100,000 membres ». Ce n'est pas plus difficile que cela.

Mais quelquefois, les perroquets s'embrouillent dans leurs récitations et il en résulte d'admirables affirmations. Après avoir... décidé de porter à 100,000 (au moins...) le nombre de membres du Parti, la délégation... décide un peu plus loin : « 5. *Faire tout le possible pour faire adhérer au parti dans les premiers temps (sic)* 50,000 *ouvriers et paysans, utilisant pour cela la campagne électorale.* »

Ainsi, il y a 80,000 membres dans le Parti, et l'on va dans les premiers temps *(sic)* en faire adhérer 50,000. Total : 130,000, et non 100,000 ! Les perroquets se sont trompés de 30,000. Mais qu'est-ce que 30,000 membres ! Peuh... La belle affaire ! Vous n'êtes pas contents ? Nous en ferons adhérer encore 20,000 !

John Pepper faisait une petite erreur en disant que c'est après le Ve Congrès que le P. C. français avait augmenté ses effectifs. En réalité, *c'était après les élections de Mai.* On a non recruté mais *racolé* des électeurs, de ces « membres » qui prennent leur carte après une réunion et qu'on ne revoit plus. C'est ainsi qu'on fait du bluff, mais pas des partis communistes. Maintenant, on nous promet de *racoler* encore 50,000 membres (seulement !) *à la faveur des élections municipales* (lavoirs, becs de gaz, vespasiennes, trottoirs, bitume, etc.). Tout cela, c'est peut-être de l'excellent *social-démocratisme.* Mais de communisme, point de trace.

La délégation française a donc pu étaler impudiquement sa mentailté social-démocrate, actuellement illustrée par la *ruée* des dirigeants du parti vers les sièges municipaux. Elle a soigneusement remisé le « tribunal révolutionnaire » la « terre à coups de fusil », et autres trouvailles du même goût.

Les autres délégations ont accouché d'articles d'à peu près même valeur. La plupart parlent de liquider ceci, de liquider cela, de liquider encore autre chose... Chaque parti a quelque chose à « liquider ». De liquidation en liquidation, n'ira-t-on pas à la liquéfaction ?

Bordiga n'assistait pas à l'assemblée. Les Belges non plus. Les Espagnols pas davantage, tous les militants ayant été arrêtés par la faute de Louis Sellier qui laissa tomber noms et adresses secrètes entre les mains de la police espagnole.

En voulez-vous des thèses?

La tarte à la crème fut la soi-disant « bolchevisation » à la mode. « Bolcheviser », cela signifie en Russie chasser les véritables artisans de la révolution d'Octobre, ailleurs exclure les fondateurs de nos partis, les internationalistes de 1914-15, les bolcheviks de 1917, les partisans de Zimmerwald et de Kienthal, les Spartakistes d'Allemagne et les membres du Comité de la 3e Internationale de France, les militants les plus expérimentés et les mieux éprouvés; on les remplace aisément par des « léninistes de 1924 », racolés on sait comment; on « éduque » les recrues dans des « écoles » dites, elles aussi; « léninistes » (hélas, pauvre Lénine ! cher et grand Lénine !); on fabrique une bureaucratie de parasites et de budgétivores; et l'on obtient des majorités de 100 0/0 à chaque occasion.

Zinoviev servit donc ses « thèses » sur la « bolchevisation ». On sait que ce camarade, peu apte à briller par la qualité de ses textes, se rattrape sur la quantité. Cette fois, il semble avoir battu son propre record : quatre formidables feuilletons de huit colonnes. Et à quoi bon, puisque personne ne lit ces choses ?

On devine tout ce qu'il peut y avoir là dedans comme « tâches », comme « lignes », comme « liquidations », comme « mots d'ordre », comme

« larges masses », comme affaires « concrètes » ou « organisatoires », ou « idéologiques », comme insipides lieux communs, fastidieux truismes, filandreuses banalités. On frémit en pensant à tout ce qu'on peut infliger à la mémoire de Lénine.

Nous n'accorderons pas à ces « thèses » plus d'attention qu'elles n'en méritent. Pour donner une idée de leur valeur, nous citerons simplement quelques points des « tâches concrètes » *(sic)* assignées au Parti français :

4. *Formation, en dépit des précédentes traditions françaises, d'un P. C. de masse solidement organisé. Accepter* (sic) *dans le Parti encore* 30 *à* 50,000 *membres.*

5. *Consolidation organisatoire* (sic) *de l'influence de masse* (sic) *que le Parti a sur les ouvriers parisiens.*

6. *Elever coûte que coûte* (sic) *les départements industriels les plus importants au niveau d'influence du Parti à Paris.*

7. *Acquérir une influence sérieuse sur la paysannerie.*

Ce n'est pas plus difficile que cela. Il n'y a qu'à « accepter » (car ils font la queue à la porte) 30 à 50,000 membres (à 20,000 près, cela n'a pas d'importance). Et puis, là où nous avons eu, tel jour, de l'influence (pour des raisons que Zinoviev ignore et ne songe même pas à rechercher), il n'y a qu'à « consolider organisatoirement » (!), c'est-à-dire à baptiser « léninistes » les électeurs d'un jour. Tout simplement. Et puis, pourquoi avons-nous de l'influence à Paris, et pas à Lyon ou à Limoges ? Il n'y a qu'à « élever coûte que coûte » le niveau, voilà tout. C'est ce qu'on appelle des « tâches concrètes ». Que serait-ce si elles n'étaient pas concrètes ?

Déjà, le Parti avait « décidé » de porter à 400,000 le nombre de lecteurs de l'*Humanité*. Après cette « décision », le tirage est tombé de 25,000 exemplaires, sans compter que les lecteurs obstinés ont des nausées en lisant leur journal, qu'ils n'achètent que *parce qu'il n'en existe pas d'autre révolutionnaire.* On peut aussi facilement « décider » d'élever coûte que coûte (c'est le cas de le dire) le nombre de lecteurs à 100 millions. Puisqu'il ne s'agit que de bluffer... En attendant, jamais, depuis la guerre, *le tirage n'a été aussi bas*, Et nous ne parlons pas du niveau *spirituel*. Les mots manqueraient.

Ce ne sont pas les « thèses » de Zinoviev qui amélioreront la situation, en France ni ailleurs. Il faudrait changer les méthodes ! Mais il y a une coterie qui est intéressée à leur maintien.

Le Rapport général.

Et que dire de ce « qu'ils » ont le font d'appeler une « discussion » ? Après avoir exclu ceux qui étaient enclins à discuter, ou rendu la vie intenable aux moins dangereux, les « léninistes de 1924 » ont échangé en famille leurs nobles pensées à peine troublées par de rarissimes gêneurs. Cela facilite la tâche du chroniqueur, qui n'a pas grand'chose à relater, en y mettant la meilleure volonté.

Zinoviev prononça son rapport, sorte de délayage des « thèses » imprimées, agrémenté (si l'on peut dire) de quelques perles de dernière heure. Comme toujours, il s'efforça de suppléer à la qualité par la quantité. Comme toujours, il mit au pillage les œuvres complètes de Lénine, qui n'est plus là pour se faire respecter. Comme toujours, il se lança, peur de rien oublier, dans d'immenses énumérations, croyant ainsi être « complet » et se montrant en réalité incapable de rien *dégager* du travail de ses secrétaires.

Prenons un simple exemple, pour illustrer la *méthode*, et en montrer la valeur :

« *A l'échelle mondiale, le tableau général se précise par les faits suivants, que l'on peut séparer en* 12 *points :*

« 1, *Amérique-Angleterre.* — 2, *Japon.* — 3, *Question d'Orient.* — 4, *L'U R. S S.* — 5, *Angleterre.* — 6, *Angleterre-France.* — 7, *Allemagne.* — 8, *Balkans.* — 9 *Pologne.* — 10, *Italie.* — 11, *Tchéco-Slovaquie.* — 12, *Scandinavie.* »

Maintenant, — demandez-vous, — pourquoi 12 points, et non pas 13 ou 11 ? Pourquoi n'y a-t-il pas un point « France » alors qu'il y a un point « Scandinavie » ? Quelle est l'idée qui a présidé au classement par importance de ces 12 points ? Pourquoi l'U. R. S. S. a-t-elle le nº 4, l'Italie le nº 10 ? Et surtout, en quoi la « Scandinavie » *(sic)* a-t-elle une influence sur la situation mondiale, en quoi de petits Etats-instruments comme la Pologne ou la Tchéco-Slovaquie peuvent-ils être comparés à l'Amérique et à l'Angleterre ?

Il n'y a aucune réponse à ces questions. C'est ainsi parce que Zinoviev pense qu'il suffit d'affirmer pour prouver; que puisqu'il a une majorité dans sa main, il serait bien bon d'argumenter; qu'il s'agit surtout de ne rien oublier et, pour cela, de noter des « points ». Dans cette bouillie pour les chats, chacun pêchera son morceau.

S'il y avait eu à l'Exécutif des Espagnols, Zinoviev aurait ajouté : « 13, Espagne ». Si les Français avaient dit : Et nous ? il aurait ajouté : « 5 *bis*, France ». Il ajouterait volontiers la République d'Andorre, pour faire une énumération plus imposante, un tableau plus « complet » (sans doute n'y a-t-il pas pensé).

Et nous citons un passage d'aspect « objectif ». Que serait-ce si nous tombions sur un de ces endroits d'une vulgarité inouïe où le Président de l'Exécutif s'abaisse aux plus vils procédés de polémique contre Trostky ou Radek, aux mensonges les plus évidents, aux falsifications les plus grossières ? Nous préférons nous abstenir de relever ces choses indignes. Le rouge nous monte au front en voyant *notre Internationale* descendre, tomber à pareil niveau.

Zinoviev nous apprend que Bordiga, d'extrême gauche qu'il était, est *subitement* devenu « droitier ». Parfaitement. C'est arrivé, comme cela,

un beau matin. Et la raison, s'il vous plaît ? Zinoviev ne donne pas de raisons. Donner des raisons, c'est du trotskysme. Citer un texte, fournir une preuve, un chiffre, une date, une référence : trotskysme ! Un « léniniste » ne donne pas dans ces préjugés petit-bourgeois. Il ment, cela suffit.

Tout cela parce que Bordiga s'est refusé de participer à la honteuse campagne menée contre Léon Trotsky.

Un autre fait caractéristique à souligner est le suivant : au cours de la soi-disant discussion il n'a été question que de deux articles, de Thalheimer et de Kreibich, condamnés comme l'abomination de la désolation. Une série de gens ont copieusement flétri articles et auteurs. *Or ces articles n'ont jamais été publiés et personne ne les connaît.* Confisqués par les dirigeants, ils servent de thèmes à des polémiques devant un public *qui n'y peut rien comprendre.* Et pas une voix ne s'élève pour objecter qu'il faudrait lire les articles afin de pouvoir les discuter.

Peut-on concevoir plus triste déchéance d'une organisation révolutionnaire ?

Pour comble d'inconscience, Zinoviev s'oublia jusqu'à dire : « *Malheureusement, jusqu'à ce jour, ces articles ne sont pas encore publiés.* » C'est, en effet, fort malheureux. Zinoviev, lui-même voudrait bien les voir publier... Mais quelqu'un, croquemitaine sans doute, s'oppose à la publication. C'est comme les derniers conseils de Lénine. Un de ces jours, Zinoviev nous dira : Quel dommage ! Dire qu'on cache ces précieux papiers, malgré la volonté formelle d'Ilitch !

Zinoviev a pu calomnier à son aise les absents, Trotsky, Radek, Thalheimer, Bordiga, Rosmer, et discuter des articles que lui seul avait dans sa poche. Il donne ainsi la mesure de son courage, de ses capacités intellectuelles, — il se juge lui-même.

La « discussion ».

Quand l'entrée en matière est de pareille sorte, la suite ne peut pas être de qualité bien relevée.

Au Ve Congrès, on avait inventé le trotskysme, le radekisme, le souvarinisme. A l'Exécutif, on lança le luxembourgisme (pauvre Rosa !), le bordiguisme, le brandlerisme, le smeralisme et le kreibichisme.

On croit rêver en présence de telles divagations. Un humoriste ne trouverait pas mieux pour parodier les travers de nos perroquets. Mais nous, ces choses ne nous font pas rire : c'est *notre mouvement* qui est bafoué, ridiculisé, déshonoré par les inventeurs de ces insanités.

Passons sur le néant des co-rapports et venons-en à l'intervention de SCOCCIMARO. Nos camarades italiens sont des contradicteurs honnêtes et sincères; ils n'ont cessé de se tromper depuis Livourne et ils continuent, mais leur « gauchisme » n'est pas de commande ni de circonstance; leur situation est exceptionnelle dans l'Internationale et ne ressemble à aucune autre : étroitement limités à leur action italienne, ils ont échappé à la « bolchevisation »; leur parti a fait de grands et réels progrès dans la dernière année; pour avoir la paix, ils ont suivi, bien que très mollement et les tout derniers, le point de vue officiel contre l'opposition russe, sauf Bordiga qui a eu le courage de dire : discutons ! Ils se trompent lourdement s'ils s'imaginent échapper à la crise de l'Internationale grâce à de petites habiletés et à ce qu'ils croient être de petites concessions et qui sont en réalité de grandes faiblesses.

SCOCCIMARO constate qu'il y a dans son Parti *une extrême gauche* inspirée par Bordiga *et influente.* (C'est ce que Zinoviev appelle une droite sans influence.) Il reproche à Bordiga son doctrinarisme, son schématisme sec, son manque de souplesse dans la tactique. Il y a du vrai dans tout cela. Mais les défauts de Bordiga sont ceux du Parti lui-même (Scocci les partageait il n'y a pas si longtemps) et ils s'expliquent par les conditions du milieu : dans un mouvement pourri de réformisme et de parlementarisme, il a fallu un doctrinarisme rigide pour créer un parti révolutionnaire, et il n'est pas étonnant qu'un excès se soit dessiné dans ce sens. Mieux vaut un doctrinarisme excessif qu'un excès de souplesse. En tout cas, Bordiga est un révolutionnaire authentique et d'envergure, et il est réconfortant de constater qu'il a refusé de tremper dans la campagne hideuse menée contre Trotsky.

SCOCCIMARO reproche encore à Bordiga de se tenir à l'écart du travail de la direction du Parti. Sur le différend à propos de la question russe, il ne donne pas d'éclaircissements.

Nous réserverons pour nos chapitres sur l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie les interventions portant sur ces questions. Nous laissons tomber les misères de ces figurants qui sont montés à la tribune pour délayer les mots léninisme, bolchevisation, trotskysme, fascisme, et autres ismes. Et nous arrivons à l'intervention de VARGA.

Dénoncé par Milioutine comme « revisionniste » pour avoir écrit, comme Renaud Jean, d'ailleurs, que la propriété foncière avait tendance à se morceler, poursuivi de l'hostilité solide de Bela Kun qui voit en lui l'incarnation de l'opportunisme,— VARGA est très préoccupé de se « garder à carreau ». Aussi ne s'engage-t-il jamais bien loin et se retranche-t-il derrière des murailles de statistiques. Sa prédilection est de constater les fluctuations de l'économie dans le dernier trimestre : prudence est mère de sûreté. Cette fois, pour prendre une assurance contre la prochaine vague d'épuration, il s'est offert le luxe de modérer les néophytes qui viennent de découvrir, un an après Trotsky, la « stabilisation partielle du capitalisme ».

« Pas si vite, dit-il en substance. Cette stabilisation n'est guère stable. Il ne faut pas la surestimer. Il y a encore des crises et des contradictions dans le capitalisme. La révolution est encore possible ! » Découverte opportune que celle des crises et des contradictions du capita-

lisme... Il y a bien un certain Marx qui l'avait faite trois quarts de siècle plus tôt, et un nommé Trotsky qui y avait insisté il y a un an... Mais c'est égal, Varga est un malin, et Bela Kun n'en est sûrement pas encore revenu.

Intervention de DOMSKI : ce personnage est celui-là même qui fut hué comme nationaliste polonais par tout le 4e Congrès. Aujourd'hui, il est sur le pavois, repeint à neuf, teinte « léninisme 1924 », et représente une prétendue « gauche » polonaise qui a d'autant plus aisément pris la direction du Parti que les anciens dirigeants se sont vu assigner la Russie comme résidence obligatoire... Proukhniak à Bakou, Kochtcheva et Brandt à Moscou dans des institutions soviétiques, Varski et Valetsky marinant dans leur jus et dans leur « repentir », on fabrique à Vienne un bon petit Congrès de bolchevisation, idéologique, organisatoire, léniniste, anti-trotskyste, anti-luxembourgiste, avec une ligne, etc., etc.

Intervention de BELA KUN : il suffit de lire trois lignes, la conclusion, pour être édifié. « *La bolchevisation* (!) *idéologique* (! !) *dans l'esprit du léninisme* (! ! !) *est la tâche* (! ! ! !) *principale de toute la bolchevisation* (! ! ! ! !) ». Ne croirait-on pas du Clément Vautel ?

Intervention de JOHN PEPPER : ce camarade a découvert, l'an dernier, l'Amérique, Il n'a même pas l'air de se douter que Christophe Colomb l'avait découverte avant lui, il y a 400 ans. Envoyé par l'Exécutif aux Etats-Unis, il y travailla de telle sorte qu'on dût le rappeler et le fixer à Moscou, à la demande même de Foster. Sur l'intervention de Trotsky, l'Exécutif dut changer radicalement toute sa politique aux Etats-Unis. La question américaine est trop vaste pour être traitée ici : nous en parlerons plus loin.

Intervention de KOUSSINEN : encore un courageux qui fait porter toute sa polémique sur les deux fameux articles que personne n'a lus. S'indigner, à quoi bon ? Citons seulement les dernières paroles de l'orateur, cela donnera une idée de son intelligence et de sa bonne foi et suffira à le juger. :

« Dans les articles de Thalheimer et de Kreibich souffle un esprit anti-russe. Evidemment, ils ne sont pas contre toute la Russie, ils sont seulement contre la Russie bolchevique. Ces deux camarades posent au « communisme indépendant ». Nous avons observé des types de « communistes indépendants » récemment en Suède et en Norvège. Ces gens, qui s'appellent et s'estiment communistes, en réalité sont des opportunistes et luttent contre l'I. C. Ce que Thalheimer et Kreibich appellent « russe », c'est la direction bolchevique révolutionnaire de l'I. C. Les gens qui, il n'y a pas si longtemps, critiquaient « l'influence russe » dans l'I. C. sont devenus des renégats passant à la droite du socialisme ».

(Ne pas perdre de vue que Thalheimer, cet anti-russe, cet anti-bolcheviste, cet oportuniste, cet ennemi de l'I. C., ce renégat, etc., est toujours membre du Parti communiste russe et collabore activement aux revues dirigeantes officielles du Parti, comme le *Bolchevik*, et *Sous le drapeau du marxisme*, etc. Après cela, si vous ne comprenez plus, c'est que vous avez la tête dure !)

Intervention de KREIBICH : il fait observer que les récentes découverts de Zinoviev, Pepper and Co sur la stabilisation partielle du capitalisme et le rôle des Etats-Unis ont été faites d'abord par Trotsky... Cette constatation d'élémentaire probité lui coûtera cher. La suite de son intervention ayant porté sur la Tchéco-Slovaquie, nous en parlerons plus loin, comme de l'intervention de CLARA ZETKIN portant sur l'Allemagne.

La « bolchevisation » en Allemagne.

Notre parti allemand a été fondé par l'héroïque « Ligue Spartacus » de Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de Clara Zetkin, de Radek, de Franz Mehring, de Tychko, de Brandler, de Thalheimer, etc. La scission du « Parti social-démocrate indépendant » lui avait procuré des troupes, mais pas de « chefs », ce dont l'on se félicitait hautement dans l'Internationale. Recruter des meneurs parmi les suiveurs de Kautsky, merci bien !

La « bolchevisation » a changé tout cela.

Bien que *toutes les tendances* du Parti fussent responsables de l'échec d'Octobre 1923 (Ruth Fisher et Thaelman furent d'accord avec Brandler à Chemnitz), les fondateurs du Parti furent écartés de la direction en janvier 1924. Pourquoi trois mois après la retraite ? Pourquoi pas tout de suite ? Parce que dans l'intervalle se produisit la discussion russe, qui pesa sur le Parti allemand comme sur le Parti français.

Bien que Clara Zetkin, Brandler et Thalheimer ne soutinrent nullement Trostky, il a suffi qu'ils hésitent à s'associer à l'abominable campagne menée contre Trostky pour devenir suspects. Pour cette raison, et pour elle seule, ils furent éloignés de la direction de leur Parti.

Maslov, alors retenu à Moscou sous le coup de la plus grave inculpation, et Ruth Fisher devinrent subitement personnages d'importance. Ils avaient partie liée avec la plus extrême opposition du Parti russe, celle qui fut exclue et emprisonnée, celle du groupe de Miasnikov : ils changèrent en 24 heures leur fusil d'épaule, devinrent du jour au lendemain de farouches « léninistes » (de 1924 !) et prirent la direction du Parti.

Et la « bolchevisation » commença. Injures rétrospectives à la mémoire de Rosa Luxembourg, chasse aux Spartakistes dans le Parti fondé par Spartacus, exode en masse des syndicats, — on vit tout cela.

Clara Zetkin, moralement tenue de rester à Moscou, refusa de s'associer à la politique et aux méthodes malhonnêtes en cours ; grâce à son grand âge et à son prestige, et aussi à la très grande réserve qu'elle observa, elle eut un

traitement privilégié, mais accompagné d'assez de menaces pour savoir que son compte serait réglé à la moindre tentative de dire tout haut ce qu'elle pensait. Pratiquement privée d'influence, ne représentant plus son Parti, tolérée à l'Exécutif « à titre personnel » (*sic*) comme secrétaire du mouvement féminin (!), elle se trouve dans l'impossibilité de jouer le moindre rôle.

Karl Radek, l'homme de la révolution allemande par excellence, se vit interdire de se mêler des affaires allemandes. Même traitement à Thalheimer (que Lénine considérait comme le meilleur écrivain marxiste de l'I. C.) et à Brandler qui, par surcroît, furent placés devant le dilemme :

Moscou, ou l'exclusion. Ils préférèrent rester à Moscou.

En Allemagne, on « bolchevisait ». On fabriqua un « centre », comme prime à toutes les lâchetés et à tous les lâchages. En un clin d'œil, des milliers de « droitiers » se réveillèrent centristes... Ils étaient sauvés. Dans un parti fortement bureaucratisé comme le P. C. allemand, il n'est pas difficile à des dirigeants de s'assurer une clientèle.

Il ne resta à la Direction que trois Spartakistes : Pieck (de la droite), Eberlein (du centre) et un seul de la gauche, Geschke. Tous les autres dirigeants sont d'ex-indépendants, d'ex-mencheviks tardivement ralliés au communisme, après avoir longtemps marché avec le kaiser.

Les méthodes employées à l'intérieur du Parti ? Laissons la parole à Geschke lui-même, un des plus éblouissants représentants de la gauche (*Pravda* du 25 Mars) :

« *Les réunions des fonctionnaires discutent toutes les questions, prennent des résolutions, mais la décision revient au Comité Central. Toutes les organisations de base s'y soumettent, comme le C. C. à son tour se soumet à l'Exécutif. Si un quelconque rayon n'est pas d'accord avec la ligne* (!) *du C. C., celui-ci dirige ses forces* (!) *vers ce rayon et engage la bataille* (!) ».

On est désarmé devant l'ingénuité de pareils aveux. Plus d'opinion des membres du Parti ! Plus d'opinion des groupes ou des fédérations ! Plus d'opinion des Congrès ! Des fonctionnaires et un Comité Central : cela suffit ! Cette apologie de la bureaucratie mérite un bon point, ne serait-ce que pour son cynisme naïf.

Le résultat de ce beau travail est connu : notre Parti allemand a perdu plus de la moitié, sans doute les deux tiers de son effectif. Les dirigeants n'osent plus donner de chiffres. Certains disent 100,000 membres, d'autres prétendent 150,000, sachant qu'on ne peut rien vérifier. (C'est comme les 400,000 lecteurs de l'*Humanité*). Nous avions, avant la « bolchevisation », près de 400,000 membres.

Dans les syndicats et les conseils d'entreprises, nous avons perdu environ 40 0/0 de nos positions. Aux élections de Mai 1924, *six mois après la retraite d'Octobre*, nous obtenions près de 4 millions de voix. En Décembre nous en obtenions près de 3 millions : *cette perte d'un millon de voix fut présenté comme une victoire* par l'*Humanité*, la *Rote Fahne* et la *Pravda!*

Un de nos plus éminents camarades du Parti russe disait alors : « *Encore trois victoires comme celle-là et nous n'avons plus de parti en Allemagne...* » On peut dire maintenant : plus que deux. En effet, aux dernières élections présidentielles, nous n'obtenions plus que 2 millions de voix environ, *perdant encore près d'un million de voix*.

Les « léninistes de 1924 », qui ne manquent pas de toupet à défaut d'autres qualités, ne se gênent pas pour dire que *tout cela, c'est la faute à Brandler*. Evidemment ! Mais les élections de mai 1924 ont eu lieu six mois après la retraite d'Octobre, décidée *et* par Brandler, *et* par Ruth Fisher *et* par l'Exécutif. C'est au lendemain de la retraite, surtout, que le découragement a été grand dans nos forces. Et c'est ensuite que notre Parti s'est ressaisi et a reformé ses rangs. De tels mensonges ne peuvent donc tromper personne. On invoque aussi la répression : elle n'est pas pire aujourd'hui qu'en mai 1924, et tous les communistes savent que la répression renforce le courant de solidarité qui nous soutient.

Mais voici des explications de poids, — celles de la *Pravda* du 1er avril :

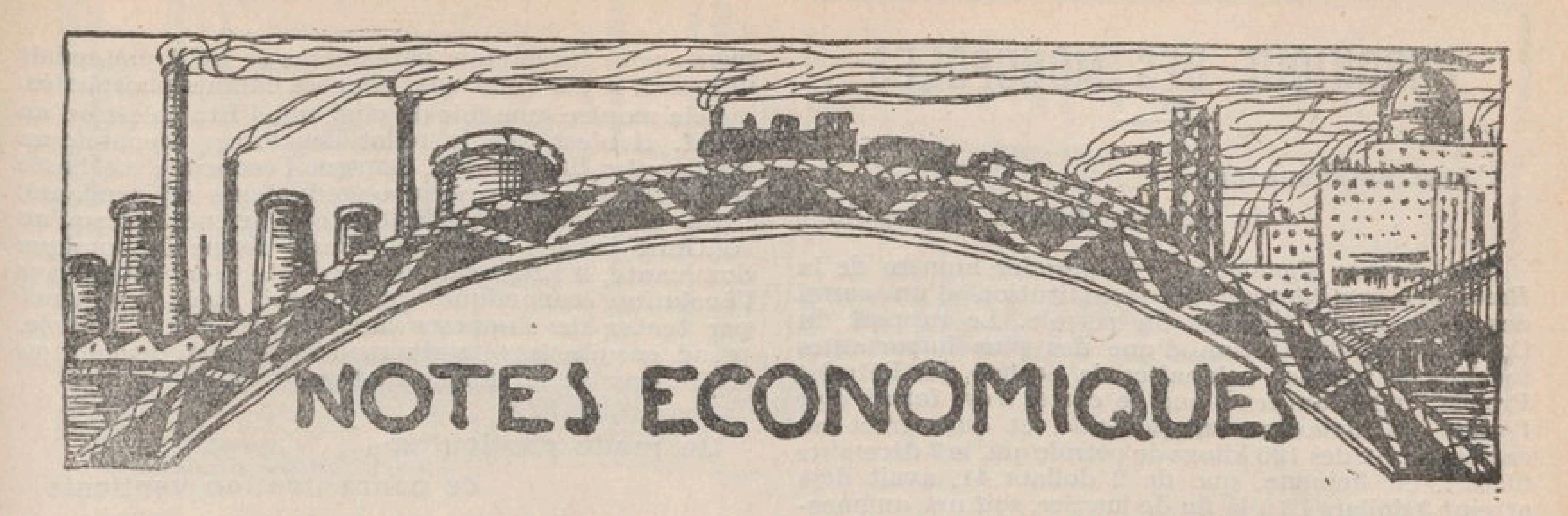
« ...*D'aucuns estiment que le nombre d'abstentions communistes n'est que de* 200,000, *et que la raison de l'abstention est l'insuffisance, la faiblesse du travail du Parti, qui a organisé surtout de grandes démonstrations politiques et n'a pas suffisamment prêté attention au détail de l'agitation. Un grand rôle a été joué par le fait que le Parti n'a pas de racines assez profondes dans les syndicats. D'autre part, on a trop surestimé des facteurs comme le scandale Barmat. Aux yeux des ouvriers, selon l'opinion générale, de tels cas de vénalité n'atteignent pas tout un parti mais seulement certains chefs, et peuvent avoir lieu dans d'autres partis. En outre, les ouvriers ne sont pas si indifférents à la forme d'Etat qu'on l'a souvent cru, etc...* »

Tout ceci est dit dans un pénible style mais le sens est assez clair. C'est le Parti qui est responsable. Le Parti a bluffé, au lieu de travailler sérieusement. Le Parti a perdu beaucoup de terrain dans les syndicats. Le Parti n'a pas été capable d'utiliser l'affaire Barmat. *Et surtout le Parti a commis l'énorme faute de se désintéresser de la défense de la République*.

La coterie du Parti « dirige ses forces » (*sic*) contre les rayons coupables de ne pas admirer la ligne (*sic*) de la bureaucratie installée sur le dos des ouvriers communistes. Elle a aussi beaucoup à faire à insulter Trotsky et Radek, Rosa morte et Clara vivante, Brandler et Thalheimer...

Cependant que la bourgeoisie se frotte les mains.

UN COMMUNISTE.



La Conquête du Riff

ou

la Rançon du Cartel

Les « troupes de réserve du Maroc » sont massées à la frontière riffaine, les « renforts fournis par l'Algérie sont en cours de débarquement », l'Angleterre et l'Espagne sont avisées qu' « au cours des opérations » les troupes françaises seront sans doute amenées à occuper certaines parties du Maroc dit espagnol, — autrement dit la conquête du Riff va commencer.

Certes, l'homme qui, avec cette inconscience propre aux grands criminels, a osé avouer qu'il avait sacrifié 20,000 soldats français après le 17 avril, dans le seul but de sauver « l'amour-propre » du général Nivelle, était tout désigné pour donner l'ordre qui envoie aujourd'hui à la mort les soldats d'Afrique pour la plus grande gloire du général Lyautey.

Certes, les popotes d'officiers du « front » marocain, celles des états-majors surtout, vont sabler le champagne en l'honneur des galons et des décorations que « rapportera » la campagne.

Ne nous laissons pas cependant égarer par les apparences. La cynique criminalité de Painlevé, la gloire de Lyautey, les ambitions des militaires, c'est cela qui occupe la scène, mais ce n'est pas cela qui commande. Même réunis, tous ces facteurs ne sont pas de taille à déplacer seulement une compagnie de tirailleurs. L'armée ne peut être mise en branle que sur l'ordre et pour le service direct du Capital.

Si aujourd'hui commence la conquête du Riff, c'est qu'en a ainsi décidé la Banque de Paris et des Pays-Bas.

***

Le Maroc, il convient de ne jamais l'oublier, c'est la Banque de Paris et des Pays-Bas. Elle y possède tout : banques, chemins de fer, usines électriques, etc.

D'autre part, la Banque de Paris et des Pays-Bas, c'est le Bloc des Gauches. C'est la Banque de Paris qui finance le Bloc des Gauches, c'est elle qui a permis à Herriot de se maintenir près d'un an au pouvoir, en mettant à la disposition de son ministre des Finances ses puissants moyens de Bourse et de finance, c'est elle qui demain va donner à Caillaux les moyens de pourvoir aux besoins de la Trésorerie.

Or, ce sont là des services qu'il faut payer. Painlevé les paie avec le Riff.

Pourquoi avec le Riff ?

Si on en excepte les profits spéculatifs réalisés dans les moments d'emballement, le Maroc n'a pas été jusqu'à présent une bien brillante affaire. La mise en valeur du sol ne peut s'opérer que lentement, les profits du commerce sont relativement maigres, du fait notamment que le capital français s'est heurté rapidement à la concurrence du capital indigène, non seulement les Juifs, mais les Musulmans eux-mêmes, s'étant révélés dès l'abord comme des commerçants de premier ordre. Dès lors seule l'exploitation minière, exploitation qui peut être menée rapidement et où la concurrence indigène n'est guère à craindre, peut faire de cette médiocre affaire une brillante affaire.

Or, il n'y a pas de mines au Maroc français.

Avant d'y être allé voir, on considérait volontiers le Maroc entier comme un Eldorado. Plomb, cuivre, zinc, or, ça s'y ramassait à la pelle. Depuis, il a fallu déchanter. Toutes les prospections entreprises malgré leur ampleur, aussi bien dans le Moyen que dans le Grand Atlas, ont été à peu près négatives. Sauf le gisement de phosphates des environs de Casablanca, on n'a rien trouvé qui vaille la peine d'être exploité.

Il en est tout autrement dans le Riff. Dans cette chaîne qui prolonge la Cordillère espagnole, — située en face et riche en gisements de fer — il existe d'une façon certaine du fer, et en grande quantité. Dès avant la pénétration de l'armée espagnole dans l'intérieur, les mines proches de la côte étaient exploitées par des Sociétés espagnoles.

Il s'agit là de gisements analogues à ceux de l'Algérie et de la Tunisie. Ceux-ci sont des gisements de minerais riches, d'une teneur d'environ 50 0/0 de fer (les minerais lorrains n'ont que 35 à 40 0/0 de fer), et dépouvus de phosphore.

Ces minerais n'intéressent guère les métallurgistes français dont les usines se sont établies pour traiter le minerai lorrain; en revanche ils intéressent énormément la métallurgie anglaise habituée depuis longtemps à traiter des minerais riches, dépourvus de phosphore, abondants autrefois en Angleterre mais qui maintenant sont fort rares non-seulement en Angleterre mais dans tout l'Ancien Monde. Aussi les Anglais achètent-ils au prix fort le minerai d'Afrique, d'où bénéfices considérables pour ceux qui l'exploitent.

***

Qu'on en juge ! Mokta-el-Hadid, la plus importante des sociétés minières de l'Afrique du Nord, voit ses actions de 500 francs, entièrement remboursées d'ailleurs, cotées 5,600 francs en Bourse, et pour le dernier exercice elle a distribué un dividende de 200 francs par action; le Djebel-Djerissa exploite un gisement tunisien, son action de 100 francs, entièrement remboursée également, vaut en Bourse 3,900 francs, et son dernier dividende a été de 152 fr. 50, soit plus de 150 0/0; enfin l'Ouenza, de fameuse mémoire, qui n'est encore que tout au début de son exploitation, distribue déjà un dividende de 174 fr. 40 par action de 500 francs, et chacune de ses actions vaut en Bourse 3,500 francs.

Or le Riff renferme lui aussi des Djerissa et des Ouenza Il suffira donc à la Banque de Paris d'investir dans l'une de ces mines la somme modique de 10 millions pour que quelques années après ces 10 millions soient devenus 70 millions, s'il s'agit d'un Ouenza, ou 390 millions s'il s'agit d'un Djerissa !

***

C'est un morceau de roi ! Digne de Finaly ! Devant de tels bénéfices que compte la mort de quelques vagues humanités !

Le Bloc National, gouvernement du Comité des Forges, a envahi la Ruhr pour fournir de coke le Comité des Forges. Le Bloc des Gauches, gouvernement de la Banque de Paris et des Pays-Bas, envahit le Riff pour fournir de minerai vendable en livres la Banque de Paris et des Pays-Bas

CHRONIQUE DES MONOPOLES

L'Etat accélérateur de la marche au Monopole

Nous avions signalé dans le premier numéro de la *Révolution prolétarienne* la constitution d'un cartel des producteurs polonais du pétrole. Le rapport du Conseil d'administration d'une des plus importantes sociétés de pétroles polonaises, la Société des Pétroles Premier, nous apprend que ce cartel s'est formé *avec l'appui du Gouvernement polonais*, et que, grâce au cartel, le prix des 100 kilogs de pétrole qui, le 7 décembre n'était, en Pologne, que de 2 dollars 41, avait déjà atteint 3 dollars 13 à la fin de janvier, soit une augmentation de 30 0/0 en moins de deux mois. Ainsi donc, l'Etat, dont il semblait que le rôle soit d'assurer à ses nationaux les produits de large consommation au meilleur marché possible, en a, tout au contraire dans ce cas, provoqué lui-même délibérément le renchérissement.

Cet appui de l'Etat pour la constitution des monopoles privés n'est pas un fait isolé.

Au Japon, l'Etat vient de prendre l'initiative de pourparlers visant à la constitution d'un grand trust métallurgique qui engloberait 5 entreprises privées et de très importantes fonderies d'Etat. Le trust ainsi constitué aurait un capital de 200 millions de yen, soit un milliard et demi de francs environ, trust formidable, comme on le voit.

En France, les mines de potasse d'Alsace qui, depuis la fin de la guerre, sont la propriété de l'Etat français ont, l'an dernier, signé un accord avec les mines de potasse allemandes, dont la plupart appartiennent à l'Etat prussien, par lequel les mines d'Allemagne s'engagent à ne pas vendre en France, les mines de France à ne pas vendre en Allemagne, et pour les ventes aux Etats-Unis, il est convenu que l'Alsace fournira le tiers de la potasse consommée dans ce pays, et l'Allemagne les deux autres tiers. Et voilà maintenant qu'on annonce que des pourparlers ont actuellement lieu pour étendre à tous les autres pays l'accord conclu pour les Etats-Unis.

Comme les seuls pays producteurs de potasse sont l'Alsace et l'Allemagne, l'accord conclu entre les deux groupes de mines signifie l'établissement d'un monopole total : et, comme la potasse est l'un des trois engrais fondamentaux de la culture, tout renchérissement de la potasse signifie un renchérissement du blé et autres produits alimentaires. C'est à l'action de deux Etats, l'Etat français et l'Etat prussien, que ce renchérissement sera dû.

Enfin, dans le courant de janvier dernier, les grandes Compagnies de Navigation françaises, anglaises, allemandes, hollandaises, italiennes et espagnoles, se sont réunies à San Remo pour conclure un accord concernant les frets et les tarifs de passagers entre l'Europe et l'Amérique. Or, comme la plupart de ces Compagnies, celles de France notamment, sont subventionnées par l'Etat, ce ne peut être qu'avec l'approbation au moins tacite de leurs Etats respectifs que cet accord qui doit conduire à une élévation des frais de transport a pu être conclu.

Nous assistons donc à un changement total dans l'attitude de l'Etat à l'égard des monopoles, car, il y a encore une vingtaine d'années, assurer l'exercice de la libre concurrence par l'interdiction de toute coalition entre producteurs apparaissait comme le premier devoir de l'Etat. La naissance des premiers trusts américains avait amené l'élaboration de toute une « législation anti-trust » aux Etats-Unis à vrai dire fort inefficace, mais qui indiquait nettement tout au moins la direction dans laquelle l'Etat se croyait alors tenu de marcher; en France, le fameux article 419 du Code pénal qui interdit toute coalition entre « les principaux détenteurs d'une marchandise » fut maintes fois brandi, au moins comme un épouvantail, et Clemenceau alla même, lors de son premier ministère, jusqu'à commencer des poursuites contre Saint-Gobain, principal artisan du cartel des superphosphates. Or, aujourd'hui, c'est ce même Etat français qui fait lui-même pour les engrais potassiques ce qu'il prétendait interdire, il y a vingt ans, pour les engrais phosphatés.

Cela montre, une fois de plus, que l'Etat n'est qu'un reflet. Il n'est que le reflet des forces économiques dominantes du moment. Lorsque l'économie est basée sur la libre concurrence entre producteurs indépendants, l'Etat est le gardien de la libre concurrence. Lorsqu'au contraire celle-ci disparaît comme forme économique dominante, l'Etat, qui d'abord était en retard sur l'évolution économique, qui d'abord avait commencé par tenter de s'opposer aux progrès du monopole, prend ensuite la tête du mouvement, et devient un *accélérateur* de la transformation.

Un mode particulier de concentration verticale

Faire de la concentration verticale, c'est-à-dire fusionner avec les entreprises clientes, revient pour les entreprises qui ont l'Etat pour client, à s'assurer le concours des dirigeants de l'Etat. Celles-ci le font en embauchant dans leur personnel des politiciens influents anciens ou futurs ministres.

Celui de ces Messieurs qui a actuellement le plus de succès est *Le Trocquer*, le ministre des Travaux publics du Bloc National. Les Conseils d'administration se l'arrachent. Le dernier où il vient d'entrer est celui des *Hauts Fourneaux de la Chiers*. Cette entreprise métallurgique est une société française, ayant ses usines en France, mais formée de capitaux belges : c'est une filiale de la grande boîte métallurgique belge Ougré-Marihaye. On fait ainsi d'une pierre deux coups. Quand il s'agira pour la Chiers d'enlever une grosse commande de rails pour les Chemins de fer de l'Etat, par exemple, on enverra à leur directeur M. Le Trocquer. Que voulez-vous que refuse le directeur des Chemins de fer à celui qui était hier encore son supérieur et qui le sera sans doute encore demain ! D'autre part, si les intérêts de la métallurgie belge sont lésés par quelques tarifs douaniers français, Ougré-Marihaye aura, avec Le Trocquer, redevenu ministre, toute facilité pour les faire modifier.

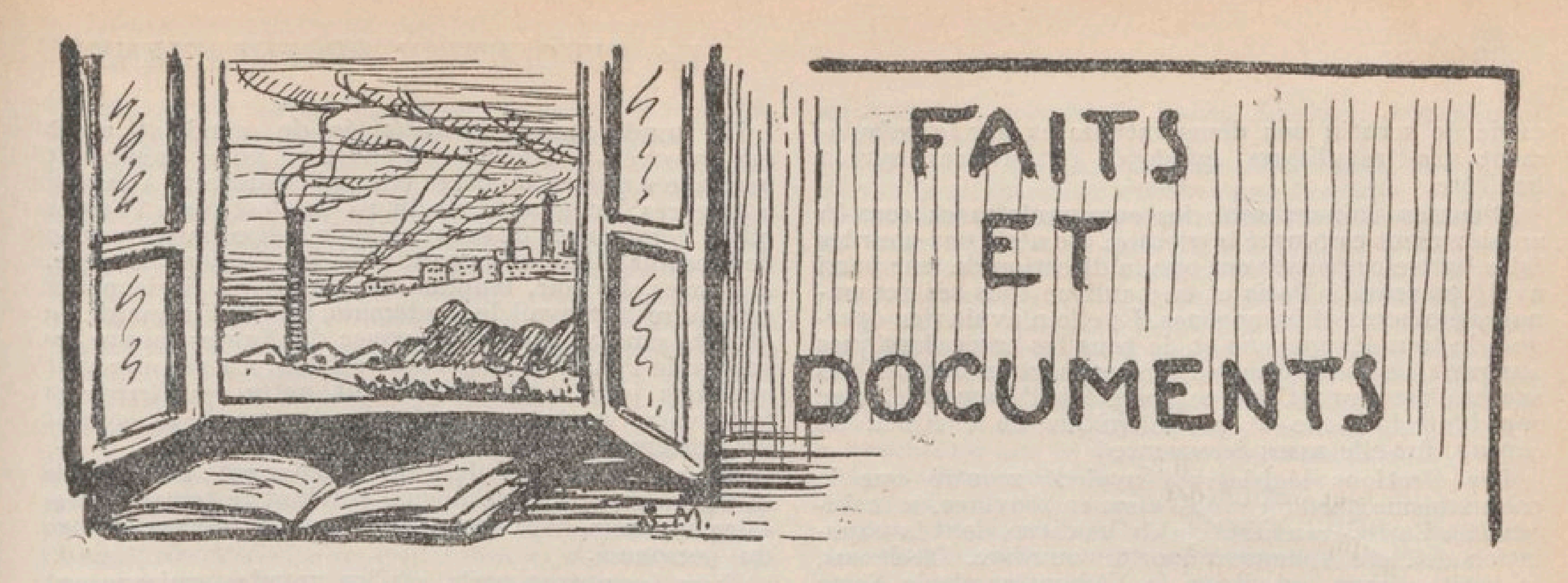
Les sociétés de caoutchoucs ont également besoin du concours de l'Etat, car les Compagnies de Transports en commun, qui sont des grandes consommatrices de pneus et bandages, sont généralement concessionnaires des Pouvoirs publics. C'est pourquoi il y a déjà longtemps que Bergougnan prit à son service Clémentel, ministre des Finances de Herriot, et c'est pourquoi une société similaire, la *Compagnie Française des Caoutchoucs* (automatique Ducasble), vient de s'assurer le concours, en lui donnant une place dans son conseil, de *Gaston Vidal*, ancien sous-secrétaire d'Etat, et futur ministre.

La prochaine main-mise de la Standard et de la Shell sur la navigation

L'an dernier nous avions eu l'occasion d'attirer l'attention sur ce fait que la substitution dans la navigation maritime, du pétrole, produit fortement monopolisé, au charbon, produit peu monopolisé, et d'ailleurs difficilement monopolisable, allait mettre, dans un court délai, la navigation maritime dans la dépendance des deux grands trusts qui dominent la production du pétrole. Cette substitution est en train de s'opérer à une allure de plus en plus accélérée. En 1924, 30 0/0 du tonnage construit a été muni de moteurs à combustion interne (moteurs Diesel et analogues), contre 16 0/0 seulement en 1923; en janvier 1925, 60 0/0 du tonnage en construction était muni de ces moteurs. D'autre part, sur le tonnage restant, mû par des machines à vapeur, la plus grande partie a la vapeur produite par des chaudières chauffées au mazout, et non au charbon. Je n'ai pas les chiffres sur ce point en ce qui concerne la production mondiale, mais, en ce qui concerne la France, les voici : en 1924, sur 79,778 tonneaux lancés, 60,778 tonneaux étaient chauffés au mazout !

Dans quelques années, le charbon aura vécu comme propulseur de navires.

R. Louzon.



LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 1er AVRIL. — Deuxième audience du procès Sadoul à Orléans; dépositions du général Niessel et du commandant Chapouilly.

— L'Association générale des étudiants lance un ordre de grève générale de deux jours aux étudiants.

Allemagne : Les socialistes décident de voter pour M. Marx aux élections à la présidence du Reich.

JEUDI 2. — Au procès Sadoul, déposition du capitaine Laurent; lecture d'un télégramme de Trotsky.

— Démission du ministre des finances Clémentel.

VENDREDI 3. — Au procès Sadoul, déposition des témoins de la défense, Ferdinand Buisson, Barbusse, Labry, Montandon, etc.

SAMEDI 4. — Au procès Sadoul, suite des témoins à décharge; incident des sténographes.

Italie : Arrestation de Togliati, secrétaire du part communiste.

Allemagne : Catastrophe dans la Ruhr, à la mine Stinnes : 18 morts, 54 blessés.

DIMANCHE 5. — Millerand est élu sénateur de la Seine

Belgique : Les élections législatives marquent un succès des socialistes. Deux communistes élus.

LUNDI 6. — Au procès Sadoul, dépositions d'Albert Thomas, Rakovsky, etc.

Angleterre : Ouverture de la Conférence anglo-russe pour l'unité syndicale.

MARDI 7. — Au procès Sadoul, réquisitoire du commandant Grand.

— Le Sénat, par 138 voix contre 134, inflige un blâme au ministre de l'Instruction publique.

MERCREDI 8. — Sadoul est acquitté.

— Manifestation du parti communiste à Luna-Park pour ouvrir sa campagne électorale.

— Remis en minorité au Sénat, le Cabinet Herriot décide de ne pas démissionner.

Angleterre : Fin de la Conférence anglo-russe d'unité.

JEUDI 9. — Herriot répond aux attaques en exposant la situation financière de l'Etat.

VENDREDI 10. — Le ministère Herriot est renversé par le Sénat.

SAMEDI 11. — Painlevé refuse de constituer le nouveau ministère.

DIMANCHE 12. — Briand est chargé de former le Cabinet.

— Congrès constitutif de la Fédération unitaire du Bois.

LUNDI 13. — Jouhaux est appelé en consultation par Briand.

MARDI 14. — Le Conseil national socialiste refuse à Briand la participation socialiste. Painlevé est de nouveau chargé de constituer le Cabinet.

Bulgarie : Attentat contre l'auto royale, le roi n'est pas atteint. Le soir, le général Gheorghieff est tué.

JEUDI 16. — Painlevé réussit à constituer un Cabinet dans lequel entrent Caillaux et Briand.

Bulgarie : Explosion d'une machine infernale dans la cathédrale de Sofia. Plus de 150 morts.

VENDREDI 17. — Première journée du Comité national de la C. G. T. U.

SAMEDI 18. — Deuxième journée du C. N. unitaire.

— Ouverture du Congrès de la Conserve à Douarnenez.

DIMANCHE 19. — Fin du Congrès des usines de conserves à Douarnenez.

MARDI 22. — La déclaration ministérielle obtient à la Chambre 304 voix contre 218.

Angleterre : Le Conseil général des Trade-Unions ratifie la résolution de la conférence anglo-russe.

Allemagne : Le procès de Leipzig dit de la « Tchéka » se termine par trois condamnations à mort.

MERCREDI 22. — Herriot est élu président de la Chambre.

Bulgarie : La terreur blanche : Le chef du parti agrarien Trutkin est assassiné. on parle de 5,000 arrestations de communistes et de 500 morts. La Société des Nations autorise un renforcement de la milice.

JEUDI 23. — A la sortie d'une réunion électorale, rue Damrémont, bagarre entre Jeunesses patriotes et communistes : trois morts.

VENDREDI 24. — Perquisitions chez de nombreux militants communistes. Interpellation Taittinger: déclarations de Compère-Morel.

Russie : Décret autorisant les entreprises privées de 200 ouvriers.

SAMEDI 25. — Un blessé de la rue Damrémont meurt à Lariboisière.

DIMANCHE 26. — Congrès des jeunes ouvriers de la région parisienne.

— Obsèques de trois des victimes de la rue Damrémont.

Allemagne : Hindenburg est élu président du Reich.

MARDI 28 Avril. — *Russie :* Ouverture de la XIVe conférence du parti communiste.

MERCREDI 29. — Douze nouvelles perquisitions chez des communistes parisiens.

Les Elections municipales. Le scrutin du 3 mai montre que le cartel des gauches est loin d'avoir épuisé son crédit. Dans des élections qui, par leur nature, ne lui sont pas favorables, il maintient largement les voix qu'il a obtenues il y a une année, lors du renouvellement de la Chambre.

L'équipe Millerand, qui avait fait un gros effort et comptait sur la victoire est aussi complètement battue que le fut le Bloc national avec Poincaré. Elle doit se contenter de garder Paris où elle est favorisée par un

mode de scrutin peu démocratique et par le refoulement des travailleurs, employés et ouvriers, sur la banlieue.

D'autres vaincus sont les communistes et ceux-là aussi avaient escompté la victoire. Ce n'est pas pour les faire battre copieusement que la direction de leur parti avait présenté à Paris et en banlieue tous ses personnages éminents et homogènes. Et elle n'avait rien épargné de tous les moyens et de tous les trucs classiques auxquels les politiciens ont recours pour obtenir des succès électoraux. Cette campagne de l'*Humanité*, avec son bluff imbécile et sa polémique de chef-lieu de canton, fut-elle assez écœurante !

Les élections législatives avaient montré que le communisme, fortement en baisse en province, se maintenait à Paris et surtout dans la banlieue, dont la population est, en immense majorité, ouvrière. Là-dessus, la petite clique qui dirige la Fédération de la Seine s'était rengorgée, disant : Voilà notre travail ! Et aujourd'hui, va-t-elle reconnaître que l'échec est aussi son travail, maintenant qu'elle dirige non seulement la Seine mais tout le Parti ? Et qu'elle en est réduite, pour sauver quelques sièges, à quémander l'appui du Cartel et des socialistes.

La douche qu'elle vient de recevoir ne lui apprendra rien, car elle ne peut rien apprendre. Mais sans doute les ouvriers qu'elle manœuvre et qui la supportent parce qu'ils voient, à travers elle, l'Internationale communiste et la Révolution russe, s'apercevront-ils du danger qu'elle représente pour le mouvement ouvrier.

On dit que l'Internationale communiste est à présent fixée sur son insuffisance et sur sa sottise et qu'elle songe à la renforcer par de nouveaux éléments restés jusqu'ici en marge du Parti. Ce serait là un remède pire que le mal. Le Parti ne peut désormais trouver le salut qu'en lui-même, en ses propres forces. S'il se montre incapable d'opérer le redressement nécessaire, s'il ne se met pas résolument à la besogne pour purger sa direction des fous, des demi-fous, des ignorants prétentieux, des arrivistes, des droitiers authentiques qu'elle contient, on ne risque rien à prédire qu'il va au devant d'une faillite rapide et lamentable. — *A. R.*

***

Le premier Congrès de la Conserve.

Les 18 et 19 avril s'est tenu à Douarnenez le premier Congrès des ouvrières de la Conserve, sous les auspices de la Fédération unitaire de l'Alimentation.

La plupart des ports de la côte et des centres de la conserve étaient représentés : Douarnenez, Pont-Labbé, Guilvinec, Lesconil, Audierne, Lorient, Port-Louis, Larmor, Kernevel, Groix, Quiberon, La Turballe, La Rochelle, Saint-Gilles, Villeneuve-sur-Lot, Gavre, Concarneau. Plusieurs syndicats de marins avaient envoyé des délégués.

Le Congrès a décidé d'étendre le contrat de Douarnenez à toute la côte. Les syndicats enverront au patronat le contrat quinze jours avant l'ouverture de la saison de pêche, qui a lieu habituellement à la fin de mai ou au début de juin.

On connaît les clauses principales du contrat qui fut accepté le 6 janvier en conclusion de la grève de Douarnenez : Réglementation du travail des femmes, taux horaire du salaire, majorations des heures supplémentaires et de nuit.

Il est clair que si les syndicats ne réussissent pas à imposer ce contrat dans les autres ports, c'est Douarnenez qui sera victime car les patrons feront surtout travailler dans les usines qu'ils possèdent ailleurs.

Une grosse résistance est à prévoir du côté patronal. Répondra-t-on aux lettres des syndicats ?

Les patrons vont essayer de dresser les marins contre les ouvrières si la pêche est bonne, et de diviser les ouvrières entre elles. Il est des ports, comme Concarneau par exemple, où la majorité des ouvrières préfèrent le travail aux pièces, avec lequel elles disent gagner plus qu'à Douarnenez.

Un incident survenu à l'usine Carnaud de Douarnenez permet de se rendre compte des dispositions d'esprit du gros patronat.

Un lundi matin, la déléguée du syndicat avait été renvoyée. A 1 heure, les ouvrières ne se présentent pas; après discussion entre elles, elles arrivent à l'usine à 3 heures. Le gérant leur dit : « Ce n'est pas à 3 heures qu'on commence. Revenez demain. » De plus il refuse de recevoir Tillon et demande des instructions au siège, à Nantes. Le soir, réunion. Les ouvrières décident de reprendre le travail le lendemain mardi. Le mardi, le gérant, sans attendre la réponse de Nantes, ouvre les portes de l'usine et le travail reprend. La réponse vint quelques jours après. Elle était nette : « Renvoyez tout votre personnel et fermez l'usine ». Le gérant fut vertement réprimandé pour avoir ouvert.

La consigne patronale à Douarnenez est : au moindre incident fermeture de l'usine pendant le temps nécessaire, un mois, deux mois. Puis réouverture avec triage du personnel.

Dans les autres ports, où les grandes maisons ont des usines, la consigne est évidemment de résister à l'extension du contrat de Douarnenez.

***

Un nouveau « tournant » de la Révolution russe ?

C'est à travers les informations données par la presse bourgeoise qu'il faudra désormais rechercher et essayer de deviner ce qui se passe en Russie. Voici ce qu'a publié le *Temps* du 7 mai sur la XIVe conférence du parti communiste russe et sur les graves mesures de *dénationalisation* qui viennent d'être prises :

« Il est très probable que d'ici peu on annoncera officiellement le retour de M. Trotsky au sein du gouvernement soviétique, comme adjoint de M. Djerzinski, président du Conseil supérieur de l'économie nationale. Ces fonctions feront de M. Trotsky le vice-grand-maître de la vie économique de l'Union des Républiques soviétiques. Il semble que, seules, certaines interprétations que cette nomination pourrait provoquer à l'étranger puissent, à l'heure actuelle, faire modifier cette décision et en retarder la publication.

« Les comptes rendus de la XIVe conférence du parti communiste russe, qui a commencé ses travaux le 28 avril, montrent les motifs et les bases du compromis intervenu entre M. Trotsky et ses adversaires d'hier.

« La situation intérieure et extérieure, l'éventualité d'importantes décisions politiques et économiques expliquent cette réconciliation.

« Le rapport présenté à la conférence par M. Molotof, une nouvelle étoile du firmament bolcheviste, montre qu'on a adopté, en partie tout au moins, les idées démocratiques de M. Trotsky sur la revision de l'organisation intérieure et de l'activité en Russie du parti communiste russe. M. Molotof, en effet, déclare très nettement qu'il était « indispensable de changer les « méthodes de travail du parti et en premier lieu ses « méthodes de direction, afin d'éviter les frictions « entre les nouvelles générations du parti et les commu- « nistes qui occupent depuis longtemps des fonctions « gouvernementales. »

« Or, M. Trotsky reprochait à la vieille garde du parti de tenir à l'écart les communistes de date récente et d'imposer ses vues à l'ensemble du parti d'une façon en quelque sorte dictatoriale.

« D'ailleurs, dans les circonstances actuelles, le comité central a besoin du concours de tous les membres du parti pour réaliser un certain nombre de mesures qu'imposent les nécessités de la vie économique et politique : M. Rykof a en effet reconnu dans son rapport à la conférence que « l'amélioration de la situation éco- « nomique implique des changements dans toute la « vie politique et économique du pays ».

« Déjà on a publié, le 24 avril, un projet de décret autorisant la création d'entreprises industrielles privées de 200 ouvriers ou employés sous la seule réserve d'une autorisation de l'autorité locale. Le 1er mai on a accordé des concessions minières considérables à une compagnie anglo-américaine, dont les biens avaient été nationalisés. Des mines de manganèse vont être concédées à la Harriman. Différents autres projets tendent à faciliter l'extension d'entreprises privées, particulièrement en Russie proprement dite, dans la région industrielle où une législation spéciale est à

l'étude. Enfin, chose plus grave au point de vue des principes communistes, la décision vient d'être prise de permettre la constitution de domaines agricoles privés relativement importants, et à cette occasion on a rétabli légalement le salariat rural, que certains trotzkystes comptent utiliser pour appliquer à la campagne leur doctrine de la « révolution permanente ».

« Toutefois, M. Rykof justifie cette autorisation donnée aux paysans aisés d'accroître leurs exploitations en déclarant que « le développement bourgeois « dans les camapagnes n'est pas dangereux ». Aussi préconise-t-il de protéger ces paysans aisés, qualifiés aujourd'hui par lui de « forces productives de la campagne » ; le gouvernement estime qu'il est indispensable de ne plus créer de difficultés d'ordre économique au capital privé des villes et des campagnes. De même il se propose de libérer les coopératives de l'immixtion des organes soviétiques et des organes du parti communiste. Enfin il déclare que les petits industriels à domicile, les *koustaris* doivent être mis en mesure de se développer grâce à l'octroi de crédits.

Le président du conseil des commissaires du peuple reconnaît qu'en conséquence « les rapports capitalistes « vont se développer dans les campagnes avec une force « beaucoup plus grande qu'avant », et il déclare que cet ensemble de mesures constitue « la liquidation de la période du communisme ». Liquidation nécessaire pour « conserver la confiance des paysans ».

« Ces rapports et les mesures qu'ils annoncent ou qu'ils sanctionnent portent de rudes coups à la doctrine communiste pure; aussi ne faut-il pas s'imaginer que leur application se fera sans difficultés et sans soubresauts. Toutefois, la XIV[e] conférence marque le début d'une nouvelle phase de plus ou moins longue durée, car le parti communiste russe est amené, par la force des choses et les nécessités de la vie, à jouer bien à contre cœur il est vrai, le rôle de tuteur du néo-capitalisme russe.

« D'autre part, le rapport de M. Molotof ne peut manquer d'avoir des répercussions dans les milieux dirigeants des partis communistes étrangers, du parti communiste français en particulier. Ce rapport condamne en effet le « caporalisme moscovite » que certains militants connus reprochaient aux dirigeants actuels de vouloir leur imposer ».

Nous reproduisons cette information du *Temps* à titre documentaire. A côté de faits et d'appréciations justes ou vraisemblables, elle en renferme d'erronées, notamment en ce qui concerne la « révolution permanente ». Le sujet est d'ailleurs assez important pour que nous le traitions nous-mêmes, ce que nous ferons dans un prochain numéro, aussitôt que nous aurons en mains les textes indispensables.

***

La Terreur blanche en Bulgarie. *Une délégation travailliste composée de deux membres de la Chambre des Communes, Wedgwood et Mackinder, et du colonel Malone, vient d'aller enquêter en Bulgarie. On trouvera les résultats de cette enquête dans le rapport dont nous donnons ci-dessous la traduction intégrale. Dans sa sécheresse et sa concision voulues, ce rapport évoque une nouvelle terreur blanche, de la forme la plus féroce et la plus ignoble. Les trois délégués travaillistes, émus par ce qu'ils ont vu, n'ont plus eu qu'un objectif : enrayer le plus vite possible le massacre d'ouvriers et de paysans auquel se livre la clique militariste bulgare avec l'appui et l'aide des Alliés. Même si on trouve les moyens qu'ils proposent insuffisants, leur objectif doit être celui des travailleurs de tous les pays.*

Rapport de la Délégation travailliste en Bulgarie.

L'idée de notre voyage en Bulgarie surgit au cours d'une réunion de députés travaillistes et d'autres membres du Parlement particulièrement intéressés dans les affaires bulgares, tenue à la Chambre des Communes le 8 avril. Après l'audition de divers rapports sur la situation en Bulgarie, il fut décidé que nous profiterions des vacances parlementaires pour aller enquêter sur place sur les excès qui, disait-on, ont été commis par le gouvernement Tsankov et, en particulier, sur les attentats récents de Sofia, Samkov, Phillipopoli et Pazardjik.

A notre arrivée en Bulgarie, nous nous trouvâmes devant une situation extrêmement critique résultant du très regrettable attentat commis à la cathédrale et qui causa la mort de 180 personnes (120 furent tuées sur le coup et 60 succombèrent rapidement à leurs blessures); en outre 300 furent gravement blessées.

Nous nous rendîmes immédiatement à la légation britannique où nous fûmes cordialement reçus par notre très habile représentant, l'Honorable William Erskine, bien informé et en contact étroit avec la situation. Après une longue discussion avec lui, nous arrivâmes à la conclusion que ce que nous pouvions faire de mieux était d'abandonner l'enquête projetée — qui, vu les circonstances présentes, était pratiquement impossible — et de nous borner à l'examen de la situation présente et, en particulier, d'employer notre influence à enrayer les représailles en masse.

Nous rendîmes visite à M. Kalfov, ministre des Affaires étrangères. Nous vîmes également de hauts fonctionnaires et des membres dirigeants du parti démocrate, social-démocrate et agraire, parmi lesquels M. Minkov, secrétaire général aux Affaires étrangères; M. Malinov, ancien premier ministre démocrate; M. Andrei Liaptchev, considéré généralement comme un remplaçant possible de Tsankov; M. K. Pastonkhov, directeur de l'*Epargne*, social-démocrate; M. Christo Manolov, ancien ministre des Chemins de fer dans le cabinet Stamboulisky, agrarien; et M. Dimo Kazasov, ancien ministre, social-démocrate.

Nous vîmes enfin des personnalités privées, indépendantes de tout partis politiques et des étrangers résidant habituellement à Sofia et bien informées.

Il nous fut impossible de joindre les leaders de l'opposition, agrariens de gauche ou communistes, les uns et les autres ayant été déjà exécutés ou étant en prison.

Il nous fut généralemens déclaré, par les personnages officiels et aussi par les social-démocrates, que la Serbie était, selon toutes probabilités, l'instigatrice des attentats de la semaine dernière. Ce point de vue fut aussi exprimé dans la presse et par le général Ronssev, ministre de l'intérieur, au Sobranié, le 21 avril.

La situation a Sofia.

L'état de siège a été proclamé. Nul ne peut sortir après huit heures du soir. Ayant obtenu un laisser-passer spécial, nous nous aventurâmes le soir dans les rues. Nous rencontrâmes des soldats armés et des patrouilles à cheval à peu près tous les vingt mètres, et, tandis que sur les boulevards bien éclairés nos laisser-passer étaient faiblement lisibles, les sombres rues y aboutissant, vides sauf de soldats — probablement très excités — n'étaient pas précisément des places où on avait envie de se promener par plaisir.

De tout ce que nous vîmes, il nous apparut clairement que les hommes actifs engagés dans les rondes, les arrestations, les fouilles à l'intérieur des maisons, les escortes de prisonniers aux prisons et aux lieux d'exécution, étaient des civils armés, les soldats réguliers et les policiers jouant seulement un rôle secondaire. Ces civils appartenaient pour la plupart à la couche inférieure des classes moyennes, probablement des membres du « Koubrat » ou ligue militaire, sorte d'organisation fasciste.

Dans plusieurs circonstances, nous vîmes des prisonniers traités avec une extrême brutalité par ces civils armés.

Durant la nuit, on entendait fréquemment des fusillades, et de notre chambre, à l'étage supérieur de l'hôtel, nous voyions l'immense prison, située sur une hauteur à la limite de la ville, brillamment éclairée et ses approches illuminées par des projecteurs spéciaux toute la nuit. Nous apprîmes que c'était le moment choisi pour emmener les prisonniers, par pleins auto-camions, aux lieux d'exécution, tandis que d'autres auto-camions amenaient de nouveaux prisonniers venant occuper les places ainsi faites.

Conclusions.

1. Il ne suffit pas, à propos des attentats, de répéter telle ou telle opinion. Il faut montrer que les récentes explosions de violence ne sont pas des faits isolés. Un Gouvernement qui s'empara du pouvoir par une série

de meurtres commençant par l'assassinat de Stamboulisky et qui, pendant les dernières deux années, selon des preuves indiscutables, a érigé le meurtre politique en système de gouvernement, faisant ainsi plusieurs milliers de victimes, un tel gouvernement devait sûrement, à la longue, provoquer un soulèvement volcanique. Même s'il est vrai, comme beaucoup de Bulgares officiels l'affirment, que les germes du complot ont été apportés par les Serbes, ces germes n'ont pu se développer qu'au milieu d'un peuple souffrant de l'oppression d'un gouvernement militariste qui a supprimé la presse et se débarrassant, par l'assassinat, de tous ceux qui lui font une opposition active.

Nous ne voulons pas nous étendre sur les faits bien établis concernant le massacre de deux mille ouvriers et paysans à Lom Palanka et sur les atrocités commises par les agents du pouvoir à Samokov et dans d'autres lieux. Mais on nous a affirmé que des exécutions semblables ont eu lieu durant les dernières semaines. Il faut se rappeler qu'en Bulgarie on fait bon marché de la vie humaine. Un résident étranger nous disait : « Un meurtre dans la rue excite ici aussi peu d'attention qu'un de ces infimes incidents qu'on voit quotidiennement à Londres. »

2. Le Gouvernement est une junte militaire qui se sert, comme d'un paravent, des politiciens, lesquels ne disposent pas du vrai pouvoir. Nous en avons la preuve. Lorsque nous vîmes M. Kalfov, il nous déclara que nous pourrions aller partout, y compris dans les prisons. Mais, par la suite, la visite des prisons nous fut interdite par l'autorité militaire. Dans le pays entier, le pouvoir est aux mains du « Konbrat », ou ligue militaire des officiers.

3. Il ne faut accorder aucune valeur aux nouvelles officielles que fait répandre le gouvernement. Nous avons vu des journalistes qui, ayant été témoins de certains faits, recevaient une information officielle concernant ces faits, absolument contraire à la vérité. Par exemple, un journaliste vit, immédiatement après sa mort, la chambre dans laquelle le lieutenant Minkov avait été tué. On s'était servi de bombes et cela lui fut expliqué par ceux-mêmes qui y avaient participé. Par la suite, la presse fut informée, officiellement, que Minkov s'était suicidé.

L'envoi des journaux bulgares à l'étranger est interdit, de peur que des choses qu'il ne faut pas savoir aient échappé à la vigilance du censeur.

4. Nous constatons avec regret que le gouvernement se livre à des représailles en masse. Bien que toute évaluation exacte soit difficile, nous pouvons dire, d'après les informations tout à fait sérieuses que nous avons recueillies, qu'au moins 4,000 personnes ont été déjà incarcérées, parmi lesquelles des centaines et des centaines ont été exécutées sans jugement ou après un simulacre de procès. Mackinder et Malone sont allés à la direction de la Sûreté où ils ont vu un flot ininterrompu de prisonniers, y compris des femmes, amenés à pied ou en auto-camions. D'autres prisonniers étaient expédiés à une destination qu'on peut seulement imaginer. On dit couramment que les prisonniers sont amenés là pour être soumis à la torture et interrogés, après quoi leur sort est réglé. Leur seul aspect était une chose effroyable.

L'opinion publique d'Angleterre et d'Amérique ne doit pas rester indifférente à ce qui se passe en Bulgarie Nous faisons appel à tous les amis de l'humanité pour qu'ils exercent leur activité dans les directions suivantes :

1° Protester contre tout emprisonnement et toute exécution sans un procès où les droits de l'accusé seront assurés.

2° Obtenir une visite des prisons par une personnalité désignée par les représentants diplomatiques anglais et américains de Sofia.

3° Que l'accroissement des forces armées, autorisé par les Alliés jusqu'au 31 mai, prenne réellement fin à cette date et que des mesures soient prises pour que ces troupes soient recrutées par conscription parmi les paysans désarmés.

4° Que les Alliés exigent des élections générales à la date la plus rapprochée, dans le but d'instituer en Bulgarie un gouvernement civil, sous la forme démocratique.

Hindenburg, successeur d'Ebert.

Le bloc populiste-nationaliste était en mauvaise posture après le premier tour de scrutin. Il a rétabli sa chance par un coup d'audace. Il a réussi à amener Hindenburg à risquer l'aventure et il l'a fait élire.

Hindenburg président du Reich, il n'y aura rien de changé en Allemagne où le vrai pouvoir, depuis les sanglants exploits de Noske au début de 1919, n'a cessé d'appartenir aux magnats de l'industrie lourde. Le plan Dawes et sa mise en application sont venus renforcer leur position, ainsi que le montrera la correspondance de Philips Price que nous publierons dans le numéro prochain.

Pourtant l'élection de Hindenburg garde une double signification, dans la politique extérieure de l'Allemagne et dans sa politique intérieure.

Elle montre que l'Allemagne gouvernementale se sent désormais assez forte pour poser ouvertement la question de la révision du traité de Versailles. L'Allemagne ne songe pas à faire la guerre, comme le racontent les nationalistes pour qui l'élection du maréchal a été une bonne occasion de se livrer à leur jeu habituel de panique qui jette le pays aux mains des fabricants d'armement. Mais elle marque sa volonté d'obtenir des modifications aux frontières tracées par la paix wilsonienne, d'autant plus fortement qu'elle sait que, sur ce point, elle peut compter sur des appuis sérieux en Angleterre et en Amérique.

Dans le domaine intérieur, l'élection de Hindenburg signifie que les magnats estiment n'avoir plus besoin de se dissimuler derrière une façade démocratique : ils n'ont plus devant eux la menace révolutionnaire qui les obligeait à manœuvrer et à se servir de tous les éléments de contre-révolution.

L'avènement du « héros de la grande guerre » dans l'Allemagne vaincue souligne tristement la liquidation d'une période révolutionnaire et si c'est là ce qu'ont voulu montrer les dirigeants du Parti communiste allemand — grands révolutionnaires verbaux — en permettant l'élection du maréchal, il faut reconnaître qu'ils ont parfaitement réussi.

:-: ENTRE NOUS :-:

Nous avons franchi le poteau des 500 abonnés. Nous y sommes arrivés à notre quatrième mois d'existence, après notre quatrième numéro.

Ce n'est pas un résultat merveilleux, bien sûr; c'est néanmoins un résultat dont nous ne sommes pas mécontents. Ceux qui ne savent pas ce que c'est que de faire vivre une revue révolutionnaire auront peut-être le sourire. Quel maigre résultat ! diront-ils. Mais nous sommes tranquilles, ceux qui savent raisonneront autrement. Ils trouveront avec nous que ce n'est pas si mal.

C'est d'autant moins mal que nous avons été l'objet d'un boycottage en règle, d'une conspiration du silence bien organisée. Les « suiveurs », disions-nous dans notre premier numéro, ne liront pas cette revue. Ils ne l'ont pas lue ; ils ne la liront pas davantage demain, mais il n'y a pas que des « suiveurs », et les militants qui tiennent à être informés, les camarades qui en ont assez du bourrage de crâne sont un peu plus nombreux chaque jour.

Les 500 atteints et dépassés ,il nous faut maintenant activer la marche vers les 1,000. Ce doit être facile aujourd'hui où dans chaque département nous avons déjà un jalon, un ami, souvent une poignée d'amis.

⁂

Depuis quelques numéros, nous aurions voulu paraître au début du mois ; nous n'y sommes pas parvenus. Mais nos dispositions sont prises pour que notre prochain numéro, celui de juin, soit le 5 chez nos abonnés.

⁂

Beaucoup d'abonnés se plaignent de n'avoir pas reçu un ou plusieurs numéros. Ne pas manquer de nous écrire. Nous réexpédierons le numéro non arrivé et, d'autre part, nous ferons à la poste les réclamations nécessaires.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

Pierre Monatte, Alfred Rosmer, V. Delagarde, M. Chambelland, R. Louzon, A. Garnery, V. Godonnèche, Albin Villeval, Georges Airelle, J. Aufrère, D. Antonini, G. Lacoste, F. Charbit, L. Marzet, F. Richerand

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X

Chèque Postal : **734-99** Paris

Permanence : l'après-midi, de 3 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	11 fr.	Six mois	15 fr.
Un an	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : **2** fr. — Extérieur : **2** fr. **50**

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

Maxime Leroy : *La vie de Saint-Simon*. 7 fr. 50 (Grasset, édit.).

L'œuvre d'Henri de Saint-Simon. Textes choisis et introduction par C. Bouglé. 10 francs (Alcan, édit.).

P. Clerget : *Les industries de la soie en France*. 6 francs (collection Armand Colin).

Jules-L. Puech : *La vie et l'œuvre de Flora Tristan*. 15 fr. (Rivière, édit.).

P. Perrin : *Les idées sociales de Georges Sorel*. 15 francs (Rivière, édit.).

ROMANS ET DIVERS

Lucien Bourgeois : *L'Ascension*. 5 francs (Rieder, édit.).

Marcelle Vioux : *Marie-du-Peuple*. 7 fr. 50 (Fasquelle, édit.).

Lucien Fabre : *Le Tarramagnou*. 7 fr. 50 (éditions de la *Nouvelle Revue Française*).

Dostoïevski : *Les Possédés*. Traduit par J. Chuzeville. Trois volumes, 27 francs (Bossard, édit.).